SERVICE
4

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

LE NOUVEAU CENTRE
7384, BOUL. LABELLE BLAINVILLE 430-1460
Automobiles E. Lauzon
PORSCHE

Aujourd'hui: Généralement nuageux, froid
Minimum 1° Maximum 6°
Demain: Nuageux, pluie mêlée de neige
DÉTAILS CAHIER SPORTS
• MONTRÉAL, JEUDI 25 OCTOBRE 1990 107e ANNÉE Nº 6 84 PAGES, 6 CAHIERS
Îles de La Madeleine: 1.00 50¢

Le Bloc en avance au Québec

MARIO FONTAINE

Encore inexistant au début de l'été, le Bloc québécois se classe aujourd'hui bon premier dans les intentions de vote des Québécois au niveau fédéral, délogeant ainsi du premier rang les libéraux de Jean Chrétien.

C'est ce que révèle un sondage CROP-*La Presse* réalisé en fin de semaine dernière auprès d'un millier de répondants. Un sondage qui démontre que si des élections avaient eu lieu entre le 18 et le 22 octobre, le Bloc québécois aurait obtenu 32 p. cent de la faveur populaire, le Parti libéral du Canada 26 p. cent, le Nouveau Parti démocratique 23 p. cent et le Parti conservateur, 16 p. cent. Quatre p. cent des répondants auraient opté pour d'autres formations.

Des chutes respectives de 14 et 13 p. cent pour les libéraux et les conservateurs par rapport au CROP de juin dernier, le dernier administré par cette firme sur les intentions de vote des Québécois au niveau fédéral. Le NPD ne profite pas de cette désaffection, et maintient tout juste ses appuis. C'est le nouveau mouvement initié par Lucien Bouchard qui fait le plein de transfuges, lui qui n'apparaissait même pas dans le sondage de juin.

Celui de ce mois-ci a été mené auprès de 1019 personnes, avec un taux de collaboration de 67 p. cent. Il est précis à trois points près, 19 fois sur 20. Le sondage témoigne d'un important glissement des libéraux, déjà observé dans le Gallup publié hier pour l'ensemble du Canada. Les conservateurs maintiennent leur impopularité dans les deux consultations.

Les chiffres qui touchent uniquement le Québec diffèrent toutefois sensiblement, à cause des échantillons retenus. Le Gallup, administré du 10 au 13 octobre, n'accordait en effet que 19 p. cent d'intentions de vote au Bloc québécois, contre 16 p. cent au NPD.

VOIR BLOC EN A 2

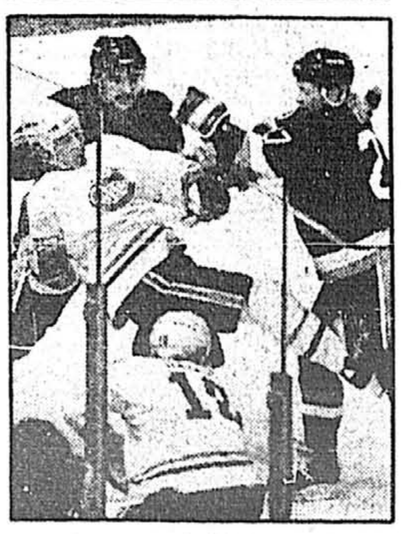
● *B 1: Le PLC-Québec est dans le rouge*

UN SONDAGE CROP/LA PRESSE

Bloc Québécois	32%
Libéral	26%
NPD	23%
Conservateur	16%
Autres	4%

infographie La Presse

Aujourd'hui



S 3 CANADIEN 8 ISLANDERS 2

Le Canadien domine complètement les Islanders au Forum, offrant à son entraîneur, Pat Burns, sa centième victoire dans la LNH.

A 5 HUISSIERS

Québec a défrayé plus des deux tiers du remboursement de citoyens lésés par les deux grands bureaux d'huissiers de Montréal.

B 7 PAKISTAN

Benazir Bhutto met sur le compte de fraudes massives orchestrées par le gouvernement sa défaite aux élections législatives pakistanaises.

Sommaire

Annonces classees
immobilier ..... D13 a D17
marchandises D17, D18
emplois D18, D19
automobiles D19,E6, E7
propositions d'affaires D4
Arts et spectacles
informations ..... E1 a E5
horaires D11
Bandes dessinées D16
Bridge D18
Décès E7
Design / Art de vivre cahier C
Economie ..... D1 à D11
Éditorial B2
Êtes-vous observateur? .. D13
Feuilleton D15
Horoscope D14
Le monde ..... B7 à B9, D12
Loteries A4
Mots croisés D17
«Mot mystère» D19
Télévision E2
Têtes d'affiche A7
Tribune libre B3
TABLOÏD SPORTS
Réjean Tremblay 5
Mots croisés 12

Grande-Baleine: Paradis perd la bataille; feu vert à Hydro

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Pierre Paradis a perdu la bataille: Hydro-Québec pourra aller de l'avant et mettre en chantier la route de 500 kilomètres indispensable au projet Grande-Baleine, sans nécessairement devoir attendre la conclusion de l'évaluation environnementale globale du projet.

Le gouvernement Bourassa a penché hier en faveur d'un début sans retard des travaux pour la seconde phase de la Baie James et, du même coup, rejeté la proposition du titulaire de l'Environnement qui aurait forcé Hydro-Québec à repousser d'un an son échéance.

Lors de sa réunion hebdomadaire, le cabinet a décidé que le ministère de l'Environnement aurait à se prononcer dans les plus brefs délais sur les études d'impact environnemental déjà réalisées au début des années 1980 sur le projet de Grande-Baleine, une position qui permettra au ministre Paradis de sauver les apparences.

Néanmoins, le gouvernement retient l'essentiel des arguments présentés hier soir par la titulaire de l'Énergie, Mme Lise Bacon, appuyée par le premier ministre Bourassa, qui tient mordicus à ce projet auquel il est étroitement associé.

Hier soir, à sa sortie du conseil des ministres, Mme Bacon s'est dite très satisfaite de la décision du conseil des ministres. «Je trouve cela très positif», a-t-elle lancé, évitant toutefois de pavoiser trop tôt.

Pour Mme Bacon, Hydro pourra entreprendre la route dès que l'Environnement aura pris connaissance des études déjà réalisées par la société d'État et qu'il aura donné son approbation, un aval dont elle ne semblait guère douter hier.

«Une fois que l'Environnement a les études d'impact et qu'elles sont satisfaisantes, on peut commencer par les accès (la construction de la route)», a souligné Mme Bacon.

Dans le cas où le ministère de l'Environnement se dira satisfait de l'évaluation réali-

VOIR PARADIS EN A 2

UNE EXPLOSION FAIT DEUX MORTS



Ce sont les gaz toxiques se dégageant de produits inflammables utilisés pour des travaux de peinture qui auraient provoqué la violente explosion et l'incendie lors desquels ont péri mardi soir les deux occupants d'une maison de Saint-Anasthase, près de Saint-Jean-sur-Richelieu. La police pense que le jeune couple, Guy Ratté et Lorraine Tremblay, 28 ans tous les deux, se livrait à des travaux de peinture dans la petite maison, lorsque la tragédie est survenue. Nos informations, page A 3

PHOTO P.-H. TALBOT, *La Presse*



En 18 mois, à peine 3200 des 120000 cas d'immigrants illégaux ont été réglés

GILLES PAQUIN
du bureau de La Presse
OTTAWA

Malgré les mesures spéciales adoptées par Ottawa pour scruter les dossiers des quelque 120000 immigrants illégaux en attente du statut de réfugié, seuls 3244 cas cas ont été réglés et 115 personnes déportées depuis 18 mois.

C'est ce que démontrent les derniers chiffres recueillis par *La Presse* auprès des organismes fédéraux responsables du traitement de ces requêtes, accumulées depuis 1986. La nouvelle Commission de l'immigration et du statut de réfugié s'est mise à l'oeuvre en janvier 1989.

Même si elle devait disposer des dossiers hérités en deux ans tout en traitant les nouveaux avec diligence, la Commission n'avait, à la fin d'août, entrepris l'étude que de 34000 d'entre eux et accumulé un nouveau retard de près de 8000 cas.

«À ce rythme, la Commission mettra encore trois ans avant de disposer de tous les dossiers en attente, et elle aura besoin de nouveaux fonds pour y parvenir», a déclaré le député de Jonquière et président du Comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration de la Chambre des Communes, Jean-Pierre Blackburn.

Selon lui, l'appareil bureaucratique mis sur pied expressément pour régler les dossiers accumulés fonctionne plus lentement que prévu. Après avoir analysé environ 550 cas par semaine au début, les fonctionnaires en font maintenant une centaine de moins au cours de la même période. Même là, ils ne sont pas réglés pour autant puisque le processus compte plusieurs étapes.

Des 34000 cas examinés jusqu'ici, seuls 3244 ont franchi tou-

VOIR ILLÉGAUX EN A 2

Les femmes pourront avoir des enfants après la ménopause

d'après AP et UPI
BOSTON

Grâce à une nouvelle technique de fertilisation in vitro, beaucoup de femmes pourront désormais avoir des enfants lorsqu'elles se trouveront dans la cinquantaine et peut-être même la soixantaine, c'est-à-dire bien après leur ménopause.

Ce procédé consiste à féconder en laboratoire les ovules d'une donneuse à l'aide de sperme, puis à les implanter dans la matrice de la femme stérile.

La mère n'ayant pas fourni l'ovule, elle ne sera pas réellement la mère génétique de l'enfant. Toutefois, elle le portera et le mettra au monde comme toutes les autres mères.

Cette méthode est d'ores et déjà offerte par la clinique du docteur Mark Sauer, de l'Université de Californie. L'intervention coûte 8000$ US, et la mère devra en outre verser 1500$ à la donneuse.

La cessation des activités des ovaires, qui survient habituellement entre 40 et 50 ans, marquait juqu'à maintenant la fin du cycle

VOIR ENFANTS EN A 2

194 mandats n'ont jamais été exécutés contre des Mohawks de Kahnawake

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Depuis 1978, les Mohawks de Kahnawake profitent de l'immunité complète en matière judiciaire. La police n'y intervient plus, admettent le gouvernement et la Sûreté du Québec, et ce dans le but de privilégier la «voie politique». Des centaines de mandats d'arrestation ne sont pas exécutés.

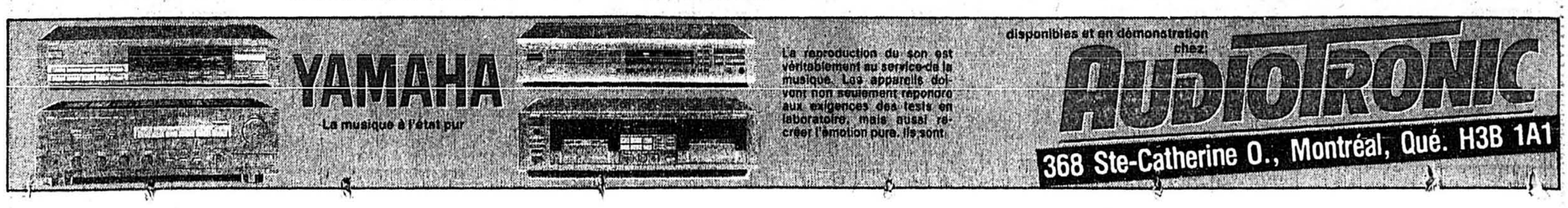
En procédant, l'été dernier, à un examen rigoureux de tous les dossiers judiciaires de la population de Kahnawake, la Sûreté du Québec a pu déterminer que 194 mandats n'ont jamais été exécutés contre les résidants de cette réserve. Tout simplement parce que la police n'y intervient pas. Les seuls accusations qui se retrouvent devant les tribunaux sont celles qui ont fait l'objet d'arrestations à l'extérieur de la réserve ou encore celles signifiées par la police locale, les «peacekeepers».

Même si des citoyens de Kahnawake ont été accusés relativement à la récente crise autochtone, aucun d'entre eux n'a été intercepté sur la réserve. Pour un seul événement, la perquisition faite à l'Ile Tékaquita à l'issue de l'affrontement, 66 plaintes formelles logées par des soldats des Forces canadiennes n'ont encore entraîné aucune accusation, même si plusieurs suspects sont identifiés.

Ces renseignements ont été confirmés hier à *La Presse* par des officiers de la Sûreté du Québec. Le gouvernement le reconnait lui aussi. À deux reprises cette semaine, le ministre de la Sécurité publique, Claude Ryan, a indiqué à l'Assemblée nationale que la Sûreté du Québec n'intervenait pas sur la réserve depuis 1978. Im-

VOIR MOHAWKS EN A 2

● *A 3: La tension reste vive à Oka-Kanesatake*
● *B 10: L'armée est fière*



Douanes et Accise Canada a toléré le trafic des Mohawks

Incités par l'administration à se montrer «tolérants», les douaniers affirment n'avoir pu faire leur travail

PATRICK GRANDJEAN

■ L'administration de Douanes et Accise Canada savait depuis 1986 que certains autochtones affiliés à des groupes terroristes passaient des armes des États-Unis au Canada et n'aurait rien fait pour empêcher ce trafic, a déclaré hier soir M. Mansel Lagecy, président de l'Union Douanes et Accise.

Selon lui, Ottawa a préféré que les douaniers ne puissent pas faire leur travail à Cornwall en leur demandant de rester dans l'île de Saint-Régis, sur la réserve d'Akwasasne, afin d'éviter de reconnaître implicitement un gouvernement autochtone.

«Nous avons demandé en 1986 à l'administration de quitter le pont dans l'île, sur la réserve, parce que nous n'étions pas en mesure d'y faire notre travail. Certains Mohawks intimidaient les agents qui n'étaient absolument pas protégés par les policiers avant la guerre des casinos. Mais les autorités ont refusé. Elles voulaient maintenir coûte que coûte une présence fédérale sur la réserve. C'est une décision politique», a-t-il expliqué.

Vingt ans de trafic

«Cela fait 20 ans que le trafic dure parce que nos agents sont parfois seuls et sans armes dans les petits bureaux», a poursuivi M. Lagecy. Le syndicat demande depuis plusieurs années la création d'une police des frontières, comme celle dont les douanes américaines sont dotées, et plus récemment le port d'armes pour tous les agents des douanes en uniforme.

En outre, pour la ligne réservée aux Mohawks, au poste de Cornwall, les douaniers avaient reçu la consigne de ne pas fouiller un véhicule s'ils n'étaient pas «sûr à 100 p. cent» de devoir le faire, a indiqué M. George Laflèche, représentant syndical du poste. «Comment voulez-vous faire votre travail dans ces conditions», a-t-il ajouté.

Une autre directive de la direction de Douanes et Accise Canada demandait aux douaniers d'être «tolérants» envers les autochtones fouillés qui transportaient alcools et cigarettes. L'administration, pressée de donner sa définition de «tolérance», n'aurait jamais fourni de réponse claire à ce sujet.

La situation ne devait changer qu'avec l'occupation de la réserve, au printemps dernier, pour mettre un terme à la «guerre des casinos», qui s'était soldée par la mort de deux Mohawks, puis avec la crise d'Oka. Des détachements de la Gendarmerie royale du Canada et de la Sûreté provinciale ontarienne ont été placés au poste frontière de Cornwall, situé à la frontière canado-américaine, à la limite de la réserve mohawk.

Auparavant, les Peacekeepers d'Akwasasne étaient chargés de la protection du poste frontalier. Les douaniers avaient rapporté qu'ils étaient parfois intimidés lorsqu'ils saisissaient ou voulaient fouiller des véhicules.

«Nous fouillons les autochtones comme les autres citoyens», a déclaré hier Mme Sandra Day, surintendante du poste.

Toutefois, il n'y a aucun poste frontière sur les deux routes entre les États-Unis et la réserve de Saint-Régis d'Akwasasne, sur la partie québécoise de la réserve. Et le fleuve Saint-Laurent n'est pas patrouillé par les douaniers, ce qui laisse toute lattitude aux habitants de la réserve de passer impunément alcools, cigarettes ou autres marchandises, indiquent les douaniers.

Environ 78 p. cent des douaniers veulent être armés pour pouvoir faire leur travail, indique un sondage réalisé cet été par l'Union Douanes et Accise, affilié à l'Alliance de la fonction publique du Canada, auprès de ses 900 membres qui sont en poste aux frontières.

Le syndicat à l'intention de demander en leur nom, au cours des prochains mois, le droit de porter une arme et de suivre un entraînement adéquat pour s'en servir.

SUITE DE LA UNE

BLOC

Le Bloc en avance au Québec

26 p. cent aux conservateurs et 34 p. cent aux libéraux. Seulement 270 personnes ont toutefois été interrogées par Gallup au Québec, ce qui double sa marge d'erreur par rapport au CROP.

Plus précis, ce dernier sondage donne également une plus grande ventilation des résultats. On y constate ainsi que l'avance du Bloc québécois sur les libéraux est surtout perceptible dans la région de Québec, puis dans celle de Montréal. En province, le Bloc et le NPD sont pratiquement nez-à-nez, devant le PLC. Partout, les conservateurs de Brian Mulroney arrivent bons derniers.

On remarque par ailleurs que la formation de Jean Chrétien ne se classe première que chez les électeurs de 55 ans et plus, dans la population non active, chez les économiquement faibles et chez les non-francophones (54 p. cent). À l'opposé, seulement 20 p. cent des francophones appuient le PLC, contre 38 p. cent qui voteraient pour le Bloc québécois.

Ce dernier recrute aussi ses appuis auprès de l'électorat masculin, chez les moins de 54 ans, chez les personnes ayant plus de 12 ans de scolarité, dans la population active et chez les ménages dont le revenu dépasse 20000$.

Jean Chrétien, élu chef du Parti libéral fin juin, n'aura donc virtuellement joui d'aucune «lune de miel» comme on le voit généralement à l'arrivée d'un nouveau leader. Les conservateurs, quant à eux, stagnent au bas du classement. L'impopularité du gouvernement Mulroney n'y est pas étrangère. Les deux tiers des Québécois interrogés par CROP se sont en effet déclarés peu ou pas satisfaits du gouvernement, comparativement à seulement 28 p. cent qui se disent relativement satisfaits des performancesconservatrices.

Mauvais leader?

La baisse vertigineuse du Parti libéral fédéral commence à semer des inquiétudes chez les militants, tout en réjouissant les adversaires de M. Chrétien. C'est ainsi que l'ex-député libéral de Shefford — passé depuis quelques mois au Bloc québécois — Jean Lapierre, met la responsabilité de la dégringolade sur les épaules de M. Chrétien.

«Ceux qui pensaient avoir ramassé un gagnant avec lui réalisent aujourd'hui qu'ils sont pris avec une vieille picouille, affirmait-il hier. Il avait réussi à créer un mythe autour de sa personnalité, mais le jour où il a occupé le poste de chef, il y est allé de gaffe par dessus gaffe. Et voilà maintenant que les Marc Lalonde et les autres pensent à ressortir *Cité libre* des boules à mites. C'est vraiment le retour de la vieille gang.» À partir du moment où il n'y a plus de rêve national, ce sont les partis régionaux comme le Bloc québécois ou le Reform Party qui comblent les vides laissés par les grandes formations, estime M. Lapierre, qui avait fait campagne en faveur de Paul Martin lors de la dernière course au leadership libéral.

Dennis Dawson dirigeait la campagne de M. Martin au Québec. Les déboires de son parti l'amènent à croire que les positions traditionnelles du PLC ne répondent plus aux besoins actuels, du moins ici. Lui aussi pense que Jean Chrétien doit assumer une bonne partie de la responsabilité: «Ça me fait de la peine de voir qu'on s'est trompé de chef. C'est une erreur stratégique».

Tout n'est pas perdu, estime-t-il toutefois, si l'aile québécoise du PLC se met davantage à l'écoute des besoins de la population aux assises de ce week-end. Des assises auxquelles n'assistera pas Jean-Serge Grisé, ex-organisateur de Sheila Copps.

«Les gens s'attendaient à beaucoup de M. Chrétien, et il ne livre pas la marchandise, explique M. Grisé. C'est une déception. Les électeurs espéraient se faire dire autre chose que: Visitez le Canada et il n'y aura plus de problème.»

Aux bureaux montréalais du parti, on fait valoir que l'électorat est très volatile, que le pays se cherche et qu'il reste encore au moins deux ans avant les prochaines élections. Pas question de modifier la stratégie, de réunir un comité de crise pour ramener le parti vers les sommets. Un plan d'action a été établi pour les deux prochaines années, on n'entend pas y déroger. □

PARADIS

Grande-Baleine: Paradis perd la bataille; feu vert à Hydro

sée au début des années 80, les travaux de la route pourront donc être entrepris sans que des audiences publiques soient réalisées sur les problèmes que représente cette voie pour l'environnement nordique.

À cette même question, le ministre Paradis refusait systématiquement de répondre hier, répétant inlassablement la décision officielle du cabinet.

Après avoir accepté le printemps dernier le principe voulant que le projet et ses infrastructures soient étudiés séparément, M. Paradis avait essayé de convaincre le gouvernement de revenir sur cette décision. Il y a un mois, il soutenait qu'il vaudrait mieux une seule audience publique sur le projet Grande-Baleine — projet et infrastructures confondus — pour conserver une certaine crédibilité à tout ce processus d'évaluation. Plus récemment, dans un baroud d'honneur, il se disait en faveur d'études «simultanées» sur le projet et ses infrastructures. Dans le dernier cas, la commission chargée de réaliser des audiences publiques aurait eu à se prononcer plus rapidement sur l'impact environnemental de la route. Cette avenue aurait tout de même forcé Hydro à repousser d'un an les travaux de la route, prévus pour le printemps prochain.

À sa sortie de la réunion, M. Paradis refusait encore de baisser pavillon toutefois. Son ministère scrutera «méticuleusement» les 400 études sectorielles que lui fournira Hydro-Québec, en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'une ne se présentant pas en cour, ils n'ont pas été inquiétés par la police.

Le fait que la réserve de Kahnawake a fait l'objet l'été dernier d'un examen rigoureux par la SQ n'était pas connu. Non plus que le fait que près de 200 mandats pour des actes criminels ne sont toujours pas signifiés. Il faut souligner que ces infractions n'ont rien à voir avec la récente crise autochtone.

Parmi les délits reprochés, on cite la conduite en état d'ébriété, les vols et voies de fait, le port d'arme illégal, etc.

Concernant par ailleurs les événements reliés à la crise de l'été dernier, on relève 15 agressions sur la personne avec lésions, 47 sans lésion, deux vols et une menace de mort.

Depuis 1978, ni la Sûreté du Québec, ni aucun autre corps policier n'intervient à cet endroit. Seuls les policiers de la réserve interviennent. «En clair, cela veut dire que même pour un crime grave, un meurtre par exemple, nous n'allons pas à l'intérieur de la réserve», explique un officer de la SQ qui tient à garder l'anonymat.

Le ministre Ryan ne cache cependant pas ces faits. Mardi, il déclarait: «Depuis 1988, nous savions qu'il y avait des armes en quantité sur la réserve. La description exacte de ces armes a été faite par l'armée, avec des moyens très avancés pour les photographier. Mais le gouvernement avait décidé à ce moment-là (en 1988), sur la recommandation du ministre responsable des Affaires autochtones (Raymond Savoie et ensuite John Ciaccia), que mieux valait emprunter la voie de la négociation pour chercher à résoudre ce problème plutôt que celle de l'affrontement. C'est la voie que le gouvernement a retenue, honnêtement et loyalement, aussi longtemps que ce fut matériellement possible. Aussi longtemps qu'on retenait l'approche politique pour régler le problème, il y a un certain nombre de questions qui, sans avoir été abandonnées, pouvaient rester en suspens».

Le ministre, hier, a réitéré son intention de faire en sorte que l'ordre revienne, même à l'intérieur de la réserve et ce, dans un proche avenir. □

ILLÉGAUX

En 18 mois, à peine 3200 des 120000 cas d'immigrants illégaux ont été réglés

nir le statut de réfugié. Au cours des neuf premiers mois de 1990, leur nombre atteignait déjà 27000, alors qu'il en était arrivé 21745 au cours de toute l'année précédente.

Hausse de l'immigration

Par ailleurs, c'est aujourd'hui que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration Barbara MacDougall dévoilera le nombre de nouveaux immigrants légaux qui seront admis au Canada au cours des cinq prochaines années. On s'attend à ce qu'Ottawa reçoive environ 230000 immigrants en 1991, une forte hausse par rapport aux quelque 170000 attendus cette année.

Pour l'année suivante, certaines sources indiquent que ce chiffre augmentera à nouveau pour atteindre 260000 en 1992 et se maintenir à ce niveau annuel jusqu'en 1995.

Ces données ne comprennent pas les quelque 30000 postulants au statut de réfugié admis annuellement.

Même si le gouvernement de Brian Mulroney a lentement augmenté le nombre d'immigrants pour le porter des 85000 reçus en 1984 aux chiffres cités plus haut, il a néanmoins réduit les fonds consacrés à divers programmes d'intégration des immigrants au cours de la même période.

Après avoir plaidé en faveur de l'augmentation du nombre d'immigrants, on croit que la ministre responsable, Barbara McDougall, a également réclamé quelque 500 millions$ de plus pour son ministère. Cet argent frais irait surtout à la formation linguistique et professionnelle des immigrants.

Pour Jean-Pierre Blackburn, le gouvernement doit absolument augmenter les fonds destinés à la formation et à l'intégration des immigrants s'il veut accroître leur nombre de manière substantielle.

Le comité de l'Immigration qu'il préside avait recommandé de plafonner l'immigration à son niveau actuel pour les deux prochaines années, en raison des énormes problèmes de formation et d'intégration que vivent les grandes villes.

«Nous n'avons pas le choix, il faut mettre de l'argent de ce côté-là, sinon, nous allons rater l'intégration de ces personnes», a t-il dit. Déjà, son comité réclamait une hausse des budgets alors qu'il n'était même pas question d'augmenter le volume de l'immmigration.

D'après M. Blackburn, la question est encore plus cruciale pour le Québec, puisque ses particularités risquent de s'estomper si les immigrants n'apprennent pas le français. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Québec cherche à prendre le contrôle de tout ce domaine, a t-il noté.

Le comité parlementaire entreprendra aujourd'hui une série de rencontres avec des fonctionnaires et Mme McDougall, dans le but de déterminer comment Ottawa entend dépenser les fonds supplémentaires prévus au chapitre de la formation avec l'entrée en vigueur de la réforme de la Loi sur l'emploi et l'immigration.

Il entend également se pencher sur les objectifs annoncés aujourd'hui, ainsi que sur les milliers de postulants au statut de réfugié qui attendent depuis des années une réponse d'Ottawa. □

MOHAWKS

194 mandats n'ont jamais été exécutés contre des Mohawks de Kahnawake

plicitement, le gouvernement reconnaît que les résidants de la réserve jouissent d'une immunité complète puisque le ministre admet également que la Gendarmerie royale du Canada a, elle aussi, interrompu ses interventions.

Interrogé hier par le leader de l'opposition Guy Chevrette, M. Ryan a précisé que les Mohawks qui avaient négligé de se présenter en cour en 1988 pour avoir bloqué le pont Mercier figurent encore aujourd'hui au fichier de la centrale. En un mot, même en

évaluation réalisée par la société même qui désire développer ce projet.

«On dit à Paradis: 'Prends le vieux document, s'il est bon, viens plus nous déranger'», décodent les fonctionnaires qui on suivi de près l'épreuve de force entre Mme Bacon et M. Paradis. La décision d'hier «penche clairement en faveur de Mme Bacon», reconnaît-on. Dans les coulisses du ministère de M. Paradis, on admettait hier avoir perdu la bataille avec la femme de fer du gouvernement.

Cette dernière serait sortie de ses gonds quand elle a pris connaissance d'une déclaration de son collègue Paradis qui incitait à mots couverts Ottawa à bloquer le projet Grande-Baleine. Même entre les fonctionnaires des deux ministères québécois, le ton a récemment monté.

Le projet de Grande-Baleine avait d'ailleurs été étudié par le ministère de l'Environnement au début des années 80. À l'époque du ministre péquiste Marcel Léger, le ministère avait même donné son aval à la construction de la fameuse route de 500 kilomètres pour se rendre sur le site à développer, affirme-t-on. Devant la baisse de la demande causée par la récession, le projet de Grande-Baleine avait été par la suite mis au rancart jusqu'à ce qu'Hydro le ressuscite, au printemps 1989.

Hydro a assuré le suivi de ces études depuis sa première évaluation, a reconnu M. Paradis. «Le ministère de l'Environnement va donner priorité à ces études», a-t-il dit, sans vouloir préciser s'il comptait en arriver à une décision à temps pour que les travaux de la route débutent comme prévu le printemps prochain.

Avec 3000 mégawatts, Grande-Baleine — un projet de 7 milliards$ — fournira environ le quart de l'énergie attendue de la seconde phase de la Baie James. Grande-Baleine doit, selon les prévision d'Hydro, entrer en fonction progressivement à compter de 1998.

Sans prévenir, le gouvernement Bourassa décidait récemment de donner le feu vert à Hydro sur un projet beaucoup plus important que Grande-Baleine.

Dans la Gazette officielle du 3 octobre, Québec permettait à Hydro d'entreprendre «les travaux d'exploration, les études, les relevés scientifiques et toute autre activité précédant le développement» du projet d'exploitation des rivières Nottaway, Broadback et Rupert, dans le Nord Québécois. Ce projet de 8400 mégawatts représentera en l'an 2000 «la majeure partie du potentiel hydro-électrique économiquement aménageable», souligne-t-on.

L'Environnement et l'Énergie vont-ils à nouveau croiser le fer? «Tout ce que nous pouvons souhaiter, à l'Environnement, c'est qu'Hydro, le promoteur du projet, nous soumette des demandes précises en donnant suffisamment de temps aux spécialistes de l'environnement pour bien faire leur travail», a soutenu M Paradis. □

ENFANTS

Les femmes pourront avoir des enfants après la ménopause

reproductif de la femme. Mais désormais, souligne le docteur Marcia Angell, rédactrice en chef du *New England Journal of Medicine*, «ce cycle ne semble plus limité que par l'énergie requise pour porter un enfant ou la capacité de se réhabituer à se lever à 2 heures du matin pour le nourrir».

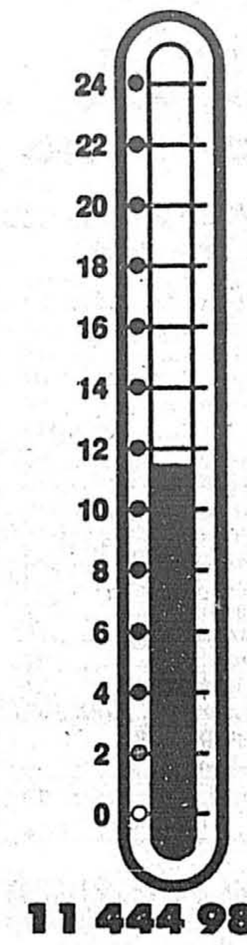
Dans un article publié hier par cette revue médicale, le docteur Sauer précise qu'après qu'on eut administré à sept femmes dans la quarantaine qui venaient de subir leur ménopause un traitement hormonal pour les préparer à la grossesse, les ovules de trois donneuses furent fécondés, puis implantés dans les sept sujets. Il en résulta six grosseses, qui aboutirent à la naissance de cinq bébés en parfaite santé, dont deux jumeaux; l'une des femmes eut une fausse-couche, et l'autre donna naissance à un bébé mort-né.

Selon le docteur Sauer, le taux de succès de cette technique semble être trois fois supérieur à la fertilisation in vitro ordinaire, une méthode utilisée extensivement depuis une décennie pour venir en aide aux couples stériles, qui consiste à extraire des ovules d'une femme, à les fertiliser in vitro puis à les replacer dans la matrice. Selon le spécialiste, la méthode utilisant les ovules d'une donneuse produit de meilleurs résultats parce que les ovules proviennent de femmes jeunes, au faite de leur fertilité, et que les receveuses n'ont pas été stimulées à l'aide d'hormones pour les inciter à produire leurs propres ovules.

Il est possible que les femmes à l'approche de la ménopause puissent un jour préserver leurs propres ovules pour les faire fertiliser plus tard, mais la congélation d'ovules humains en est encore au stade expérimental, et personne ne sait pour le moment si elle sera réalisable. □

Campagne Centraide 1990

Objectif: 24 millions $



11 444 981 $

Ligne Tel-Don
1-800-267-5555

Tirage d'hier
Le Lotto 6/49 1 9 14 20 43 48 (44)
E-X-T-R-A 9 8 0 5 8 7

La Quotidienne — Tirage d'hier
à trois chiffres 434
à quatre chiffres 1167

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900

ANNONCES CLASSEES
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

43-4-01

JEUDI 25 OCTOBRE 1990

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants :

- à Montréal : Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 20 h;
- à Lasalle : cégep André-Laurendeau, Salle des pas perdus, 1111, rue Lapierre, de 9 h 30 à 15 h 30;
- à Beaconsfield : Centre commercial Beaconsfield, place centrale, 50, boulevard Saint-Charles, de 10 h à 20 h 30;
- à Mont-Laurier : organisée par les Filles d'isabelle, Plaza boulevard Paquette, 939, boul. Paquette, de 14 h à 20 h 30.

DE VIGNEAULT À LELOUP
LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL DU 30 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE 1990
Hydro-Québec présente LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL en collaboration avec Radio-Canada Télévision

La Presse

Nouvelle perquisition de la SPCA dans un chenil clandestin de St-Tite

Depuis juillet dernier, les enquêteurs de la SPCA avaient dénoncé à trois reprises l'insalubrité, l'encombrement et la saleté des lieux

CONRAD BERNIER

■ La SPCA de Montréal a inspecté à trois reprises depuis juillet dernier le chenil clandestin administré par Thérèse Goulet au 1151 du rang Pierre-Paul, à Saint-Tite, et, chaque fois, a suggéré, primo, d'amorcer un grand ménage, secundo, de fournir aux bêtes les services vétérinaires de base.

Lasse de se faire berner et de tourner en rond dans ce dossier, la SPCA, munie d'un mandat de perquisition et de saisie, a fait irruption, hier, vers 11 h 30, au chenil de Thérèse Goulet. Dirigée par l'enquêteur-chef Robert Lamarche, qui avait mobilisé neuf inspecteurs et chauffeurs permanents de la SPCA, cette perquisition-saisie s'est faite sous la surveillance de deux policiers de la Sureté du Québec, du poste de Shawinigan.

L'escouade d'experts de la SPCA et deux vétérinaires de la région ont mis plus de cinq heures pour inventorier la population du chenil — 25 chiens, 13 chats, 55 poules, 25 canards, 1 poney, 4 lapins — capturer au filet poules et canards, détacher les chiens, exminer sommairement tous ces animaux qui, excepté les chats et les chiens, seront mis en pension pour 90 jours dans une ferme de la région de Montréal. Tous ces animaux subiront d'ailleurs une examen vétérinaire complet au cours des prochains jours.

Le rang Pierre-Paul, à Saint-Tite, est indiscutablement un très beau coin de pays. Le chenil encombré des Goulet y fait tache sordidement. En effet, en plein coeur de ce panorama splendide et tonique, ce chenil qui, sur le coup, n'a pas l'aspect horrifiant qu'offraient ceux de Saint-Samuel et de Weedon où la même escouade de la SPCA a perquisitionné les 19 et 22 juin dernier, n'en demeure pas moins un chenil en tous points inacceptable, monstrueux.

Pourquoi ? Parce que l'insalubrité, l'encombrement et la saleté y sont pour les animaux une source quotidienne, massive et proliférante d'inconfort, d'éclosion continue et surmultipliée de parasites et de vers qui investent les bêtes du dedans et du dehors, les torturent sans arrêt pendant des semaines et des mois, les rendent parfois folles, hallucinées, et, plus souvent qu'autrement, les tuent à petit feu. En bref, des conditions d'hébergement qui, ajoutées à une alimentation minable et à une privation totale et systématique de soins vétérinaires, même les plus élémentaires, valent à ces animaux des vies de misère, des agonies atroces et interminables.



Thérèse Goulet parcourant une partie de son chenil.

PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

Le frère de Thérèse Goulet — celui-ci a refusé de décliner son prénom — voit le problème différemment. «Les lois sur les animaux sont trop dures, puis la SPCA est capotée, déclare-t-il. Les inspecteurs de la SPCA braillent pour tout et pour rien. Ça capote pour une mouche morte, ces gars-là! Puis, par-dessus le marché, ils voudraient que tous les animaux soient vaccinés, inspectés, examinés, soignés, pouponnés. Ça peut pas marcher comme ça... surtout qu'on les vend pas cher nos animaux: 5 $, 10 $ ou, parfois, 15 $ ou 20 $ pour un chien, c'est donné, bon Dieu ! Mais les gars de la SPCA comprennent pas ça...y comprendront jamais...»

Thérèse Goulet, une assistée sociale, assure la gérance de ce chenil qui fonctionne depuis près de 15 ans. Son frère est propriétaire du terrain, de la maison et des remises. Des constructions bien faites. Sans ces monceaux d'articles divers » barils d'acier, fenêtres, batteries d'autos, vieux bains, des centaines de bicyclettes, des éviers, des chapeaux de roues, des tables à repassage, des boites vides, des tonnes de guenille, des trophées de bowling, des valises, des tondeuses à gazon, des bouts de planche, du bois de poêle, trois bagnoles rouillées pleines de marchandises diverses — sans cet encombrement proliférant, on pourrait raisonnablement croire que de bons bourgeois prospères habitent cette maison flanquée d'une antenne TV trois fois plus haute que la maison.

Quand on lui a demandé, hier, si un tel encombrement l'embarrassait, le frère de Thérèse Goulet a candidement répondu: «Ma soeur est ramasseuse !»

Malgré ses convictions écologistes, l'enquêteur-chef Robert Lamarche ne prise pas, lui, pareil système de récupération et de recyclage. «Mais regardez-moi cette montagne de byciclettes, lance-t-il. Où c'est qu'elle les prend, nom d'une pipe ! Elles lui tombent du ciel, quoi?» Aussi croit-il que rien, dans cette montagne-marché-aux puces, ne sera, finalement et sous quelque forme que ce soit, recyclé, et qu'un tel capharnaum n'aura pas de limites si la municipalité n'intervient pas.

Quant à la perquisition-saisie, Robert Lamarche la juge «absolument nécessaire, inévitable, parce que ce type de chenil, qui existe aux quatre coins du Québec, doit à tout prix disparaître. C'est une plaie, une honte, un abus de pouvoir criminel contre les animaux. A défaut de pouvoir miser sur une législation québécoise moderne pour protéger les animaux, la SPCA va continuer à pourchasser les chenils clandestins. Cela coûte très cher à la SPCA. Puis, il faut l'avouer, c'est pas un boulot facile et agréable. Surtout quand il y a de jeunes enfants indirectement impliqués... Un autobus scolaire s'est arrêté ici pendant notre perquisition... une petite fille a surgi.. et nous l'avons vue en larmes, incapable de retourner à l'école...»

Importante baisse du bénéfice de Loto-Québec

Les ventes du Lotto 6-49 ont chuté de près de 22%

Presse Canadienne

QUEBEC

■ Les ventes de billets de loterie ont chuté de 6,6 pour cent au cours des trois premiers mois de l'année financière 1990-91, signale le dernier rapport intérimaire de Loto-Québec.

Pour les trois premiers mois de l'année financière, soit d'avril à juin 1990, les ventes de billets ont atteint 265,3 millions $, soit 18,8 millions $ de moins que pour le trimestre correspondant de 1989.

Le président de Loto-Québec, David Clark, signale cependant que ces données excluent les ventes du produit de haut de gamme Edition spéciale, à 20 $ pièce.

«L'inclusion des ventes de ce produit aurait eu pour effet d'annuler la baisse», commente M. Clark. La situation devrait être rétablie au cours du trimestre suivant, notamment parce qu'il y aura une nouvelle loterie instantanée spéciale afin de souligner les 20 ans de Loto-Québec.

Les données de Loto-Québec indiquent cependant que pour des ventes qui ont baissé de 6,6 pour cent, les frais d'opération ont grimpé de presque 5 millions $, de sorte que le bénéfice net remis au gouvernement a connu une importante baisse de 15 millions $, de 105 millions $ à 90 millions $, soit 14,3 pour cent.

Toutes les loteries ont connu une chute de leurs ventes, soit la Mini, l'Inter, la Provinciale, les loteries instantanées, la Sélect 42, et le Lotto 6-49.

Dans ce dernier cas, la baisse des ventes a été de 33,5 millions $, soit 21,7 pour cent. Il faut dire cependant que les loteries Sélect 42 et Lotto 6-49 ont été jumelées avec l'Extra qui a rapporté pour sa part 21,7 millions $.

Une maison en rénovation explose: 2 morts

MARCEL LAROCHE

■ De fortes émanations de gaz toxiques se dégageant de produits inflammables utilisés pour des travaux de peinture semblent être à l'origine d'une violente explosion suivie d'un incendie qui a complètement détruit mardi soir une modeste résidence de Saint-Athanase, près de Saint-Jean-sur-Richelieu, tuant sur le coup les deux seuls occupants de cette maison en rénovation.

C'est du moins l'hypothèse actuellement retenue par les enquêteurs de l'Unité des crimes contre la propriété de la SQ de Montréal chargés d'établir les circonstances entourant cette tragédie qui a coûté la vie à Guy Ratté et Lorraine Tremblay, tous deux âgés de 28 ans.

Les policiers croient que le jeune couple s'affairait à des travaux de peinture à l'intérieur de leur petite maison située à 1143 rue Gervais, à Saint-Athanase, au moment de la déflagration survenue vers 23 h 30 mardi soir.

Des experts de la SQ, assistés par le chimiste Ronald Coulombe, du laboratoire de police scientifique de Montréal, ont d'ailleurs scruté hier les ruines de la maison, à la recherche de tout indice susceptible de faire progresser leur enquête.

Il semble que différents solvants habituellement utilisés lors de travaux de peinture, soit des produits extrêmement inflammables, pourraient avoir provoqué cette tragédie.

Encore sous le choc d'avoir perdu si bêtement leurs jeunes voisins, Narcisse et Bibiane Charest ne sont pas prêts d'oublier ce drame, d'autant plus que leur résidence séparée par quelques mètres seulement du foyer d'incendie a été endommagée par la chaleur intense se dégageant du brasier.



Les cadavres des deux victimes ont été retirés des décombres de cette maison dont un mur s'est affaissé sous la violence de la déflagration.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

Au cours d'une entrevue accordée hier matin à *La Presse*, Narcisse Charest a raconté avoir croisé son voisin Guy Ratté, vers 22 heures mardi soir, au moment où il transportait ses ordures ménagères près de la rue.

Les deux hommes se sont salués et Guy Ratté a dit que ses travaux de rénovation allaient bon train et qu'il commençait la peinture le soir même.

Incidemment, Guy Ratté avait entrepris depuis une quinzaine de jours de rendre plus confortable cette petite maison qu'il habitait depuis trois ou quatre ans. Sa nouvelle compagne, Lorraine Tremblay, une jeune femme originaire d'Iberville tout comme Ratté, vivait depuis environ sept mois dans cette modeste résidence.

Narcisse Charest a raconté avoir écouté les nouvelles télévisées pour ensuite aller se coucher, vers 23 h 00, en même temps que sa femme.

«En me couchant, j'ai entendu un gros boom et j'ai pensé que c'était un tremblement de terre... Au même instant, une boule de feu a éclairé toute la maison... Je me suis levé, j'ai regardé par la fenêtre de cuisine et j'ai vu des flammes qui sortaient par les fenêtres de la maison voisine...», a dit cet opérateur de machinerie lourde à la carrière Miron de Montréal.

Après s'être rapidement habillé, il est sorti en trombe pour aller déplacer sa voiture garée entre sa résidence et celle du couple Ratté-Tremblay.

En sortant, Charest a entendu un homme crier «Guy..Guy.. sors vite...» au même moment où un deuxième «boom» a résonné dans le noir, assez puissant pour faire écrouler tout un mur de la maison en flammes, laissant voir tout l'intérieur de la résidence enveloppé de flammes vives.

«En reculant mon auto dans la rue, j'ai entendu une 3e explosion beaucoup plus faible... Devant l'ampleur du feu qui menaçait de se communiquer à ma maison, j'ai crié à ma femme de sortir... C'est une autre voisine, Mme Pierre Rouleau, qui a alerté les pompiers d'Iberville... Quand les pompiers sont arrivés, je leur ai dit que les deux occupants étaient probablement restés prisonniers dans la maison...» a conclu ce voisin encore sous le choc.

Ce n'est que vers 4 heures hier matin que les corps des deux victimes ont finalement été localisés l'un près de l'autre, dans la cuisine de la maison, et transportés à l'Institut de médecine légale pour fin d'autopsie.

La tension entre Amérindiens reste vive à Oka

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

OKA

■ Un mois après la reddition des *Warriors*, la tension reste vive en haut de la Côte Saint-Michel, plus précisément aux limites du village d'Oka et du secteur autochtone de Kanasatake.

La semaine dernière, des vandales ont saccagé le «vert» numéro 4 du terrain de golf dont on venait à peine de terminer la réfection, causant de nouveaux dommages de l'ordre de 3000 $; une barricade symbolique a surgi à côté du jeu de crosse, près du chemin du Mille, quand de jeunes Amérindiens ont appris que des employés municipaux s'apprêtaient à nettoyer le terrain; des objets ont été lancés dans la pinède à la suite d'un *party*; et les policiers ont dû intervenir à diverses reprises pour calmer les esprits ou pour dresser contravention à des autochtones faisant fi des limites de vitesse.

De plus, des informations parvenues de différentes sources veulent que des bagarres aient éclaté entre des factions de Kanasatake. L'une d'elle aurait été très violente et aurait fait suite à une assemblée publique dans la communauté.

Des hommes et des femmes ont déclaré être rassurés par la présence de la Sûreté du Québec. «Avant le 11 juillet, il n'y avait pratiquement jamais de présence policière: *ils* pouvaient faire tout ce qu'*ils* voulaient. Maintenant, la situation a changé et nous espérons que les policiers vont demeurer au poste», ont-t-il dit.

Un policier a déclaré qu'il y avait toujours un mimimum de trois véhicules de patrouille dans le territoire d'Oka et que les agents avaient été instruits d'intervenir rapidement. Quelques automobilistes amérindiens ont même été arrêtés alors qu'ils conduisaient à une vitesses excessive et sans permis.

Quant à l'affaire du «vert» no 4, l'agent de la SQ chargé de l'enquête serait sur une piste. Dans la communauté amérindienne de Kanasatake, une rumeur impute l'incident à un individu qui a déjà endommagé le terrain de golf dans le passé.

La barricade, elle, a été immédiatement défaite à la demande des policiers qui seraient arrivés sur les lieux en un temps record.

Hier après-midi, une dizaine d'automobiles stationnaient devant une maison en bordure de la Route 344 dans le secteur Kanasatake, leurs occupants discutant à l'extérieur. Selon un avocat, ces réunions sont très fréquentes. «Ils prennent des décisions pour aller ensuite en informer d'autres de leur groupe et revenir plus tard sur ce qu'ils avaient décidé en premier lieu. Des rencontres semblables se tiennent presque chaque jour», a expliqué notre interlocuteur, très au courant des usages dans la communauté.

En bas de la Côte Saint-Michel, la situation est paisible. «Les Amérindiens descendent beaucoup moins souvent qu'auparavant. On dirait qu'ils sont gênés. Ceux qui viennent dans le village ne causent aucun problème, comme auparavant. En haut, les fauteurs de troubles sont toujours les mêmes: ça ne change pas non plus. La tension est beaucoup plus vive entre les Amérindiens qu'entre Blancs et Mohawks.»



La mendicité dans le métro soulève la controverse dans l'opposition

Les adversaires du maire Doré réprouvent la décision de la STCUM pour des raisons différentes

FLORIAN BERNARD

■ Jusqu'à maintenant, les principaux candidats de l'opposition à la mairie de Montréal partageaient des opinions assez semblables sur la plupart des grands dossiers et des enjeux de la campagne électorale. Il en va tout autrement de la décision des autorités de la STCUM d'autoriser la mendicité dans le métro.

Le maire Doré estime que le métro fait partie du domaine public, au même titre que la rue, et qu'on ne peut empêcher les indigents d'y solliciter la charité. Pour lui, il s'agit d'une liberté d'expression, garantie par la charte des droits et libertés.

Ce point de vue — qui est également, en substance, celui des dirigeants de la STCUM, et qui s'appuie sur un récent jugement de la cour suprême des États-Unis — est complètement réfuté par le chef du Parti municipal de Montréal, M. Alain André. Ce dernier, qui est avocat et qui enseigne le droit aux policiers, souligne que tout encouragement à la mendicité est un encouragement à l'agressivité et à l'insécurité. On fait fausse route, selon lui, en assimilant la mendicité aux libertés fondamentales. «Les libertés individuelles sont assujetties aux libertés collectives», rappelle M. André.

Le chef du PMM souligne que la collectivité a droit à un métro sécuritaire et libre de toute sollicitation. «Certains mendiants sont agressifs lorsqu'on refuse de leur faire l'aumône. En leur accordant le droit de mendier, on augmente le sentiment d'insécurité des voyageurs. On crée de nouveaux problèmes pour les policiers responsables du maintien de la paix et de l'ordre public».

Le problème des mendiants et de la pauvreté en général doit être réglé, selon lui, par d'autres moyens plus respectueux de la personne et de la collectivité.

Le métro, un ghetto pour les mendiants

Le chef de la Coalition démocratique de Montréal, M. Pierre-Yves Melançon, hésite à interdire la mendicité dans le métro. Il n'est pas prêt à blâmer la STCUM dans ce dossier, sauf peut-être de l'accuser de réagir après coup, en réaction aux événements.

M. Melançon rappelle que 20 à 25 p.cent des Montréalais vivent au seuil de la pauvreté et que 5 p.cent peuvent être qualifiés d'indigents. Il rappelle que si les mendiants, depuis quelques années, prolifèrent dans les rues et envahissent le métro, c'est parce que les pouvoirs publics n'ont pas assumé leurs responsabilités face à l'indigence.

Toutefois, M. Melançon craint qu'une «libéralisation de la mendicité» dans le métro contribue à créer de nouveaux ghettos de mendiants. Dans le passé, les mendiants étaient refoulés dans certaines rues. Il a fallu beaucoup de temps, par exemple, pour éliminer le ghetto de mendicité de la rue Saint-Laurent, entre Sainte-Catherine et Notre-Dame.

«Refouler les mendiants dans le métro, c'est tout simplement refouler le problème», soutient M. Melançon.

Pour le chef de la Coalition, il n'existe qu'une solution. Il va falloir que les prochains dirigeants de Montréal règlent le problème des sans-abri en y consacrant tout l'argent nécessaire. «En ce qui me concerne, dit-il, c'est beaucoup plus important que la célébration des fêtes du 350e anniversaire de Montréal».

Chef du Parti civique de Montréal, Mme Nicole Gagnon-Larocque est tout à fait opposée à l'idée d'autoriser la mendicité dans le métro.

«Accorder un permis de mendier, c'est créer la libre entreprise de l'indigence. Il est aberrant de constater que nos dirigeants reconnaissent maintenant que la mendicité existe, qu'elle a droit de cité, et qu'on s'apprête à lui accorder des permis !», déclare Mme Larocque.

«L'administration du RCM a pris l'habitude de tout décentraliser. Sa dernière trouvaille est la décentralisation des mendiants», ajoute la candidate à la mairie, en soulignant que ce dossier démontre, de façon éloquente, que l'administration de Montréal n'a pas réussi à régler le problème de l'indigence.

«En ce qui me concerne, l'idée d'autoriser la mendicité équivaut à un constat d'échec».

Le problème américain

Aux États-Unis, les pouvoirs publics ont failli dans leurs tentatives d'enrayer, ou même de contrôler la mendicité. À plusieurs reprises, les tribunaux ont débouté les villes et les sociétés publiques qui tentaient d'interdire les mendiants. La Cour suprême a confirmé et renforcé les décisions des tribunaux inférieurs.

Le cas le plus éloquent est celui du Port Authority Terminal, à New York. Cette vaste gare centrale où affluent des milliers de véhicules de transport en commun est littéralement envahie par les mendiants, généralement de race noire, qui y ont élu domicile. Certains y dorment. Des sacs de couchage sont étendus partout. Les voyageurs doivent enjamber les dormeurs pour se rendre aux quais.

Faute de pouvoir les expulser, en raison de décisions rendues par les tribunaux, l'administration a placardé les murs d'avertissements, tels que «For your own security, address yourself to uniformed people only», ce qui se traduit par «Pour votre sécurité personnelle, adressez-vous aux personnes en uniforme seulement».

Deux jeunes quêteurs du métro blessent un professeur à une jambe

■ Deux jeunes quêteurs ont blessé un professeur à la jambe, d'un coup de couteau, hier après-midi, à la station de métro Place-des-arts.

Les deux jeunes hommes, d'environ 18 ans, ont demandé 50 cents à un étudiant pour le laisser passer, près du guichet. L'adolescent de 15 ans, qui était avec sa classe et son professeur, a refusé de se plier à leur chantage et une altercation a suivi.

Le professeur, âgé de 26 ans, est intervenu et, au moment où il tournait le dos aux deux suspects, a été poignardé à la jambe. Il a été conduit à l'hôpital. Les deux jeunes ont réussi à prendre la fuite.

Le groupe d'étudiants revenaient d'une séance de cinéma au centre-ville. Le nom de leur établissement n'a pas été mentionné.

Cet incident est le premier à être signalé depuis que la STCUM a autorisé officiellement les mendiants à quêter dans les stations de métro de son réseau.

L'envoi de brochures en français au Québec: certaines entreprises semblent ignorer la loi 101

GEORGES LAMON

■ La Charte de la langue française est en vigueur au Québec depuis le 26 août 1977 et pourtant, certaines entreprises canadiennes qui ont leur siège social en Ontario ou dans d'autres provinces semblent encore l'ignorer sinon tout simplement en faire fi. S'agit-il effectivement d'erreurs?

Un résidant québécois de l'Outaouais a reçu dernièrement toute une documentation uniquement en anglais pour le renouvellement d'une carte de crédit Shell. Surprise évidemment. D'autant que jamais il n'avait fait affaire dans une autre langue que le français. Et la Charte est suffisamment explicite en ce sens.

Rappelons que l'article 55 de la Charte, relatif aux «contrats d'adhésion où figurent les clauses types imprimées ainsi que les documents qui s'y rattachent» est assez clair: ils doivent être rédigés en français. Ils peuvent cependant être rédigés «dans une autre langue si telle est la volonté expresse des parties».

Par ailleurs, l'article 52 de la même charte stipule que «les catalogues, les brochures, les dépliants et toute autre publication de même nature doivent être rédigés en français».

Joint au bureau de Montréal de Shell Canada, la directrice des relations publiques, Sonia Larin, a expliqué que d'habitude toute correspondance avec les résidants du Québec se faisait en français, conformément à la Charte de la langue française.

«C'est certainement une erreur administrative», a noté Mme Larin qui nous a dirigé au bureau Shell-Aide (1-800-661-1600). À ce service on a également invoqué «une possible erreur». Une préposée au service a expliqué n'avoir jamais été confrontée avec «une erreur» de ce genre.

Avisé de la situation, la Commission de protection de la langue française, a également entrepris des démarches pour faire «apporter les corrections».

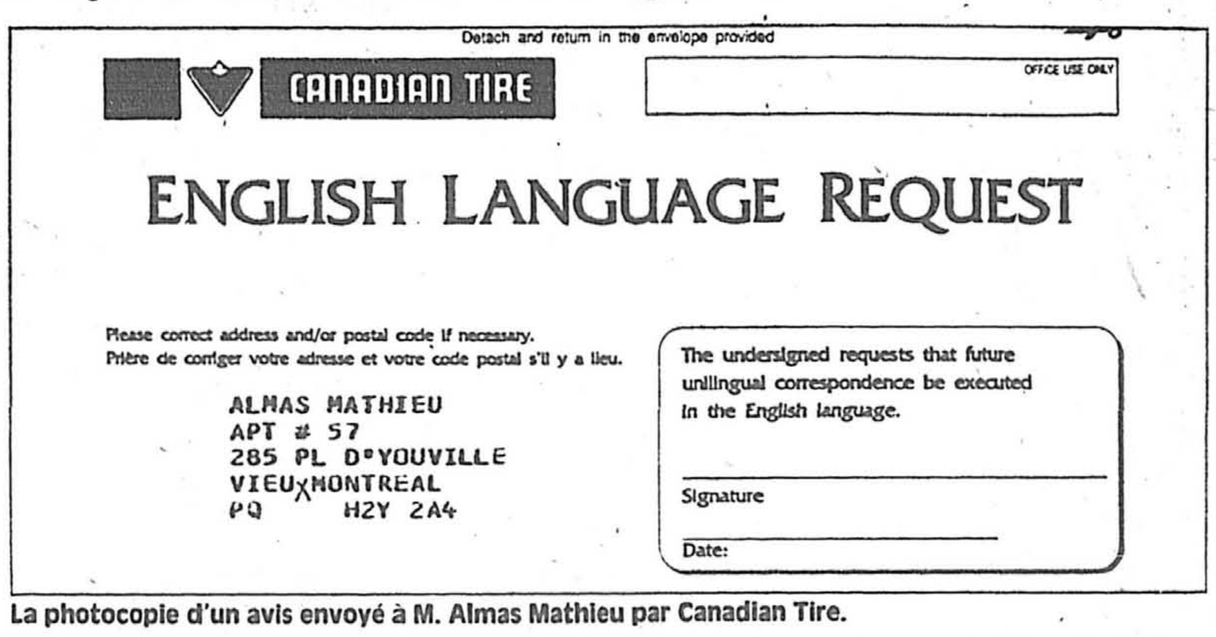
La présidente de la Commission, Mme Ludmilla de Fougerolles, a expliqué, hier à *La Presse*, que Mme Larin, tout en déplorant cette erreur qu'on corrigera, dit-on, a admis qu'à l'avenir «on serait plus vigilants». Par ailleurs, une documentation en français sera envoyée à notre résidant québécois.

Mme de Fougerolles a reconnu que de telles erreurs peuvent survenir, d'autant que ces envois sont faits à l'extérieur du Québec. Toutefois, elle admet que «le fait d'envoyer un formulaire de demande de carte dans une autre langue que le français est «techniquement légal» avec l'accord exprès des parties. À son avis, pour les entreprises qui font affaire avec des Québécois, il s'agit là d'une simple protection légale.

«D'habitude les grandes compagnies corrigent une erreur rapidement, a précisé Mme de Fougerolles. Elle font beaucoup plus attention à cela. Ces cas sont plutôt rares, au plus deux ou trois par année. Par exemple, c'est la première fois que le cas de Shell est porté à notre connaissance. On peut dire que de ce côté on assiste à une nette amélioration. Nous avons obtenu de bons résultats par incitation.»

Un autre cas a également été porté à l'attention de *La Presse*. Cette fois par un Montréalais détenteur d'une carte de crédit de Canadian Tire. M. Almas Mathieu, un architecte de Montréal, a récemment reçu un avis de correction d'adresse en anglais. English Language Request. Seule figure sur l'avis en petits caractères en en-dessous de l'anglais cette phrase: «Prière de corriger votre adresse et votre code postal s'il y a lieu». Simple question de protection légale, évidemment. Pourquoi un envoi en anglais à des résidants québécois? M. Mathieu se le demande bien.

«Régulièrement ces envois sont faits par le siège social de Toronto, soutient M. Mathieu. Je trouve cela bien spécial mais quand même bizarre par les temps qui courent. Je dirai même que c'est un peu impertinent.»


Detach and return in the envelope provided

CANADIAN TIRE

OFFICE USE ONLY

ENGLISH LANGUAGE REQUEST

Please correct address and/or postal code if necessary.
Prière de corriger votre adresse et votre code postal s'il y a lieu.

ALMAS MATHIEU
APT # 57
285 PL D'YOUVILLE
VIEUX MONTREAL
PQ H2Y 2A4

The undersigned requests that future unilingual correspondence be executed in the English language.

Signature

Date:

La photocopie d'un avis envoyé à M. Almas Mathieu par Canadian Tire.

Une brochette d'accusations attend la juge Ruffo

■ La juge Andrée Ruffo, qui doit comparaître devant le Comité de discipline du Conseil de la magistrature, se ferait reprocher son attitude avec les journalistes depuis le début de ses démêlés avec le Conseil, en 1988, affirmait hier soir le réseau TVA.

Dans sa plainte déposée jeudi dernier, le juge en chef de la Cour du Québec, Albert Gobeil, reprocherait également au juge Ruffo d'avoir d'avoir accepté les fleurs qui lui avaient été offertes par différents groupes la soutenant, à sa sortie de l'audience du Comité de discipline qui venait de la blâmer.

Mme Ruffo, de la chambre de la jeunesse de la Cour du Québec, se verrait aussi reprocher d'avoir participé à une soirée «lambada» au bénéfice des enfants, à laquelle elle n'aurait finalement pas participé, soutenait TVA.

STCUM: motus et bouche cousue

■ L'arbitre Denis Tremblay a rendu sa décision concernant le congédiement de deux employés de la STCUM hier vers 22h, mais le résultat n'en sera dévoilé que ce matin.

Ni la direction de la STCUM ni le syndicat des employés d'entretien n'ont voulu annoncer la décision et la commenter, hier en fin de soirée.

RÉSULTATS loto-québec

Banco

Tirage du: 90-10-24

1	2	6	11	17
25	27	31	35	36
38	40	44	45	48
54	59	60	61	62

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirage.

Prochain tirage: 90-10-26

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Winnipeg en classe Affaires: plus d'espace pour vous allonger les jambes.

Quand vous vous envolerez vers Winnipeg à bord de notre classe Affaires, vous pourrez profiter du confort de nos sièges, et d'un supplément d'espace pour vous détendre tout à votre aise. Nous offrons la seule liaison sans escale pour Winnipeg, sept jours sur sept.

Et avec Aéroplan, chacun de vos voyages compte davantage.

LA PASSION DU MONDE

Air Canada

Richard Samson: dix mois de prison pour avoir battu sa femme

YVES BOISVERT

■ Richard Samson, 31 ans, a été condamné hier à 10 mois d'emprisonnement pour avoir battu sa femme.

Samson, qui avait déjà été condamné à «garder la paix» pendant un an en septembre 1989 (il avait déjà des antécédents de violence) pour avoir frappé sa femme, a été arrêté par les policiers à son domicile de La Salle, le 1er juin dernier. Il avait donné des coups à sa femme après être entré à la maison en pleine nuit et cette dernière avait fui avec sa fille de neuf ans (dont il n'est pas le père).

Mais Samson avait continué à vivre avec sa femme. Le 29 septembre, cette fois, à la suite d'une sortie du couple, les conjoints ont eu une prise de bec à la maison. Samson a poussé sa femme en bas de l'escalier, l'a remontée, l'a appuyée sur le mur et frappée à plusieurs reprises. Elle a finalement réussi à se défaire de son emprise et à se réfugier chez un voisin. Elle avait subi une coupure à la lèvre, elle a eu plusieurs bleus et quelques bosses. Il est incarcéré depuis et a plaidé coupable à des accusations de voies de fait et voies de fait graves.

Prononçant la sentence, le juge André Chaloux, de la Cour du Québec, a rappelé les nombreux antécédents de Samson et souligné «les exemples» des dernières semaines.

«Je n'attendrai pas que l'on arrive devant moi et qu'on dise: voici l'exhibit P-1, le cadavre de Madame Une telle!», a-t-il lancé à l'avocat de la défense, Me Donald Carette, qui tentait de mettre en lumière la responsabilité de la victime et qui plaidait en faveur d'une peine plus clémente.

«C'est un homme faible, a prétendu Me Carette, en parlant de son client. Sa femme joue au yo-yo avec lui!»

Mais le juge Chaloux, qui écoutait d'un air sceptique la plaidoirie de Me Carette, a surtout retenu que Samson s'en est pris plusieurs fois à sa femme et qu'il a déjà violé une ordonnance de la cour.

«Est-ce qu'on a le droit de s'attaquer à la vie privée des gens, de les attaquer physiquement? Il n'y a pas de limite à la violence! Surtout quand on n'a pas le temps de réfléchir au fait que la prochaine fois, ce sera peut-être la dernière», a dit le juge Chaloux.

«Nous vivons dans une société de violence. Les tribunaux n'arrivent pas à venir à bout de ce problème. On ne sait plus quoi faire. On donne des avertissements mais les gens n'écoutent pas. Je pense qu'il est temps de mettre un frein; il va falloir prendre le responsable et lui dire: tu vas aller réfléchir.»

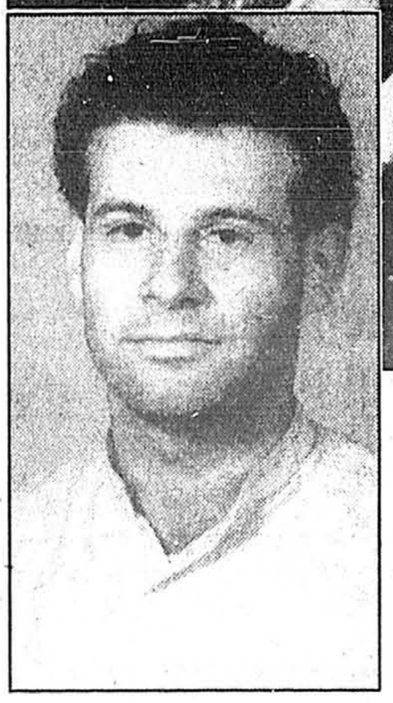
Me Carette a plaidé qu'il ne s'agissait pas d'un «cas classique de violence conjugale où il y a harcèlement».

Le juge a reconnu qu'il ne s'agit pas d'un cas «extrême», mais que la victime a quand même subi des coupures, qu'elle a eu des bosses, des bleus...

«La prochaine fois, qu'est-ce que ça sera? Des coups de couteau? Je ne sais pas, moi. Je ne sais plus...»

Samson, un mécanicien, a en outre été condamné à trois ans de probation pendant lesquels il devra garder la paix, et il lui est interdit d'entrer en contact, directement ou indirectement, avec sa femme.





TELEPHOTO AP

Les débris de l'hélicoptère dans lequel deux Montréalais ont perdu la vie en Suède. En mortaise, Carl Choueiri, une des deux victimes.

Les corps des victimes de l'accident d'hélicoptère rapatriés samedi

■ Les corps des deux techniciens en chantier montréalais décédés lundi en Suède dans un accident d'hélicoptère seront rapatriés samedi à Montréal.

M. Carl Choueiri, 26 ans et son collègue et ami Hartwinder Grewal, deux employés de la compagnie montréalaise SR Telecom, étaient partis en Suède le mois dernier afin de travailler à l'installation d'une station de transmission téléphonique vendue par la firme à la Swedish Telecom, près de Taernaby, une ville isolée du nord-ouest du pays.

L'hélicoptère loué dans lequel ils avaient pris place avec deux techniciens suédois et le pilote, s'est écrasé au sol après avoir heurté une antenne de 20 mètres, poussé par des vents violents. Quatre personnes, dont les deux Québécois, ont perdu la vie, dans cet accident.

«Ils devaient rentrer d'ici un mois, avant Noël», a indiqué M. Alain Choueiri, le frère de Carl. Ce dernier a indiqué que son frère était célibataire. M. Grewal, qui avait environ 27 ans, était marié et sans enfants. M. Choueiri et sa famille sont d'origine libanaise. Carl Choueiri était arrivé de Beyrouth il y a deux ans et travaillait pour SR Telecom depuis son arrivée.

Huissiers à la main lourde: Québec paie les deux tiers d'un règlement à l'amiable

YVES BOISVERT

■ Le gouvernement du Québec a payé plus des deux tiers d'un règlement à l'amiable pour rembourser des citoyens victimes de la cupidité de deux grands bureaux d'huissiers de Montréal.

Très exceptionnelle, l'entente a été conclue le 11 juillet 1988 et a évité un procès aux firmes *Paquette et associés* ainsi que *Villeneuve, Miller*, toutes deux poursuivies dans le cadre d'un recours collectif.

Celui-ci avait été intenté en 1984 par trois personnes aux voitures desquelles on avait posé un «sabot de Denver» et qui estimaient que les huissiers avaient eu la main trop lourde dans leur facturation.

Les plaignants introduisaient leur recours au nom d'une quantité indéterminée d'autres victimes de la pratique abusive des huissiers, lesquels imputaient l'affaire à une interprétation aussi erronée qu'involontaire des règlements de leurs activités.

Jusqu'en 1982, le règlement du gouvernement permettait en effet aux huissiers de facturer plusieurs «honoraires de transport» même s'ils n'effectuaient qu'un seul déplacement. Par exemple, un huissier chanceux, qui posait un sabot à la voiture d'un conducteur ayant à son ardoise trente contraventions impayées pour stationnement interdit, était autorisé à facturer 30 fois ses frais de transport... Comme on s'en doute, ce mode de calcul permettait des factures aux montants astronomiques, la surcharge dépassant parfois 1000$ à elle seule.

Or, en 1982, l'article du règlement permettant ce type d'addition fut aboli. Mais les huissiers restèrent fidèles à leurs habitudes et l'interprétation des fonctionnaires du Bureau d'administration de la loi sur les huissiers (BALH) ne changea pas non plus.

Un recours collectif

Devant les gros montants qui leur étaient réclamés, Frank Jeudi, Moise Cadoch et Danielle Joly ont donc contesté cette façon de faire dans un recours collectif intenté en 1984 et réglé à l'amiable il y a deux ans (depuis 1987, le règlement interdit ce type de facturation).

Les huissiers imputaient l'erreur à l'incurie du ministère de la Justice et des fonctionnaires du BALH, lesquels persistaient à dire aux huissiers qu'ils pouvaient comme avant facturer plusieurs fois leurs honoraires pour une seule course.

Ainsi trompés dans leur bonne foi, les huissiers ont obtenu du gouvernement qu'il paie sa part puisque, selon eux, il était responsable du malentendu.

Quatre ans plus tard, une entente intervient entre les trois automobilistes demandeurs, les deux bureaux d'huissiers et le Procureur général du Québec. En vertu de l'accord déposé en Cour supérieure, chacun des deux bureaux payait 22000$ tandis que le gouvernement s'adjugeait la part du lion en prenant un peu plus de 93000$ dans les coffres publics pour dédommager les victimes.

Totalisant 137167$, le magot a été confié à la Cour supérieure et des avis ont paru dans les journaux afin que toute personne victime d'une facturation abusive à l'occasion de la pose d'un sabot de Denver avant 1984 puisse se faire rembourser.

Responsabilité morale

«Nous aurions préféré que le gouvernement paie tout!», de dire M. Jean-Marc Paquette, président de la firme Paquette et associés, selon qui les huissiers n'ont fait que suivre les directives de Québec.

«Le ministère a admis une responsabilité morale parce qu'il avait entériné une interprétation erronée du règlement de tarification», reconnaît Anne LeBel, porte-parole du ministre de la Justice, M. Gil Rémillard.

S[illegible] Mme LeBel, ce remboursement est conforme à l'intérêt public.

Il nous a néanmoins été impossible de trouver d'autres cas où le Procureur général a déboursé des deniers publics dans un règlement à l'amiable résultant d'un défaut d'interprétation de la loi par des fonctionnaires.

Selon des observateurs, il est tout à fait inusité que le gouvernement reconnaisse avoir mal interprété sa propre loi sans même qu'un jugement intervienne.

En fait, selon certaines sources proches du gouvernement, ce type d'arrangement exceptionnel est significatif du poids politique des huissiers.

Il semble enfin que très peu de citoyens lésés se soient prévalus du droit de remboursement. À tel point que, dans un jugement rendu le 30 mars dernier, deux ans après le règlement, le juge Ginette Piché souligne que seulement trois personnes se sont fait rembourser (les auteurs du recours collectif).

Le juge Piché a donc ordonné la publication d'un quatrième avis dans les quatre quotidiens de Montréal, exhortant les autres victimes du «malentendu» à se faire rembourser dans les deux mois. On ignore encore les résultats du nouvel avis.

Car si l'affaire avait fait sensation lors de l'introduction du recours collectif, sa conclusion est passée complètement inaperçue, les avocats au dossier ayant convenu de s'abstenir de toute déclaration publique à son sujet. Le règlement prévoyait que les avocats des trois citoyens percevraient 9 000$ d'honoraires à même les 137000$ de l'entente.

Pierre Foglia



La France donc...

Je le dis avec un émerveillement tout neuf: la France est le pays le plus exotique que je connaisse... 30 ans de brouille en avaient fait le pays le plus loin de mon coeur, 30 ans durant lesquels j'ai furieusement évité d'y retourner... Essayez cela une bonne fois: quittez le Québec en claquant la porte, restez 30 ans parti, puis, un beau jour, retournez-y... Vous saurez alors exactement ce que je veux dire quand je dis que l'exotisme, le vrai, celui qui vous fait le regard pointu et vicieux n'est pas le dépaysement mais le RE-paysement...

La France donc, 9 p. cent de chômage comme chez nous, une conjoncture économique *infléchie* (comme on dit dans *Le Monde*) mais who cares?...

Ici, je vous parlerai plutôt de la France à dix heures du soir à Millau, Aveyron. Celle du lendemain matin en lisant les journaux. La France des mots, de la télé, de la mode, des W.-C. à chasse électrique. Je vous parlerai des 10 000 librairies où je n'ai pas trouvé le livre que je cherchais... Tout cela n'étant bien sûr qu'un prétexte pour renouer le fil de notre conversation. (Qu'est-ce qu'on disait déjà avant que je parte en vacances? Ah oui les Mohawks! Oh fuck non, ne renouez pas ce fil-là)...

Anyway, un prétexte disais-je. La France donc, puisque je l'ai sous la main. Et nous commencerons tout d'abord par la France des chiens...

* * *

La France est peuplée de 56 millions de Français moyens et de mille millions de petit chiens laids et énervés, pour la plupart issus de cette race crispante de chiens-tapettes, pomponnés, poudrés, frisottés et adulés par des maîtres bétifiants.

Je m'étonne qu'on s'en inquiète seulement pour déplorer la merde sur les trottoirs (ce qui est d'ailleurs bien exagéré...) Je m'étonne qu'on ne s'inquiète pas plutôt de l'émolliante zoolâtrie dans laquelle baigne toute la France qui ne sera bientôt plus qu'un immense chenil. Le chien a pris une place effarante dans la vie quotidienne des Français, dans leurs loisirs, leurs échanges conviviaux, en particulier dans leurs conversations, à ce point qu'on se demande de quoi pouvaient bien parler les Français avant de parler chien?

Le moindre encouragement ou compliment, la plus anodine remarque enclenche des échanges délirants entre parfaits inconnus...

— T'es bien énervé toi!... reprochai-je un jour à une jappante bestiole, dans un bar que je croyais désert. À ma grande surprise, la bestiole me répondit d'une voix de fausset:

— C'est que je suis malade, moi. Je sors de l'hôpital...

C'était le patron du bar qui, émergeant de dessous son comptoir, prêtait à Fifi (je vous jure!) cette voix ridiculement contrefaite. Il a d'ailleurs continué à me parler chien-chien à la première personne, me racontant avec force détails «son» eye-lift (je vous jure!) pour raffermir des paupières trop longues et tombantes...

À Avignon, c'est une dame très comme-il-faut, que je ne connaissais pas cinq minutes avant, qui m'a fait le portrait de ses trois enfants tels que perçus par son berger-allemand qui n'aimait pas Christophe le cadet, mais adorait son frère Jean-Claude qui vit maintenant en Irlande, quant à Sophie qui vient de divorcer, cela dépend — «le croiriez-vous, monsieur, cela dépend de comment elle est habillée, en pantalon rien à faire, en robe ça va...»

— Et au Canada, vous avez des chiens?

— Plein madame. Et des chats aussi. Mais presque plus d'enfants (sauf quelques enfants de chienne, forcément)...

Sérieusement... si j'étais caricaturiste et qu'on me demandait une image actuelle de la France, je dessinerais un grand panier plus ou moins hexagonal, et j'y placerais dedans, sur une montagne de coussins, un poodle en train de ronger son nonosse. Comme légende: «Aux armes citoichiens...»

* * *

C'est la France du matin que je préfère. À cause des journaux. *Le Monde* pour le texte. *Le Monde* qu'on prend encore ici pour un journal rigoureux au sens d'emmerdant, alors que c'est, de très loin, le plus délicieux des journaux francophones. La nouvelle bon, c'est la nouvelle. Ce sont les à-côté qui sont rock'n'roll dans *Le Monde*, chroniques et critiques, jusqu'à la section tourisme du samedi, un pur bijou...

Le Monde donc. Et de temps en temps *Libération* pour exactement le contraire. Pour ce qu'il ne faut pas faire. Maniérisme et snobisme. Tiens, par exemple, le jour où Michel Leiris est mort. Les cinq premières pages de Libé sur Michel Leiris! CINQ! Vous ne savez pas qui est Michel Leiris (1)? La joke c'est que le Français moyen non plus ne le sait pas... Cette prétention d'imposer l'événement, ça c'est bien Libé. T'es branché ou t'es ringard...

Libé c'est aussi «l'anti-Québec» systématique. Ringard le Québec. Film ou musique du Québec, beurk. Ça leur a tout pris pour trouver le Cirque du Soleil pas trop pire, encore qu'à la fin de son premier paragraphe, le critique de corvée, trouvait déjà le moyen de bâiller...

Ce que j'aime le plus dans Libé c'est la critique rock. Délirant. Comme jadis le jazz, le rock déclenche chez les branchés français un irrépressible besoin de rangement. L'examen de l'objet musical n'a d'autre but que de le classer, le répertorier, le comparer, le formater, bref de le faire entrer dans la bonne catégorie avec la bonne étiquette. Ce qui n'empêche pas le discours d'avoir du beat, une sorte de délire compensatoire à cette infirmité dont souffrent les branchés français: ils sont incapables d'écouter de la musique simplement. De triper simplement. Faut qu'ils raisonnent les sacraments...

* * *

C'est pas la musique qui est rock'n'roll en France. C'est la parole.

J'essayais des espadrilles dans un magasin de chaussures. Je les trouvais un poil trop justes...

— Je les garde quand même, dis-je à la vendeuse. Je déferai cette couture au bout qui ne sert à rien et ce sera parfait...

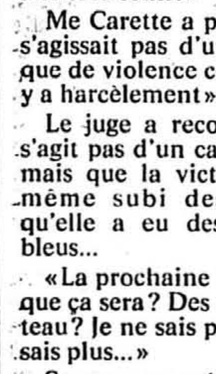
— Si vous défaites la couture au bout, objecta la jeune vendeuse, la toile va grimacer...

On se raconte bien des peurs, de ce côté-ci de la francophonie, sur la France qui s'anglicise... Je vous assure moi qu'on parle encore merveilleusement français en France. Et, si j'interprète bien la spontanéité de cette petite grimace-là, pour longtemps...

(1) - Michel Leiris. Critique d'art, écrivain (*Tristes tropiques*) et ethnologue. Témoin important et de «qualité» de notre époque, mais tout de même fort discret, et connu surtout des intellectuels...

Centraide
Ligne Tel-Don: 1 800 267 5555

DUVETS D'OIE FABRIQUÉS SUR PLACE



Format	Duvets d'oie et canard légers	Duvets d'oie et canard	Duvets d'oie blanche
Jumeaux	79$	119$	149$
Double	109$	139$	179$
«Queen»	129$	179$	209$
«King»	169$	209$	249$

OREILLERS EN PLUME 17.99$ | OREILLERS EN DUVET 55.00$ | OREILLERS DUVET D'OIE 69.00$

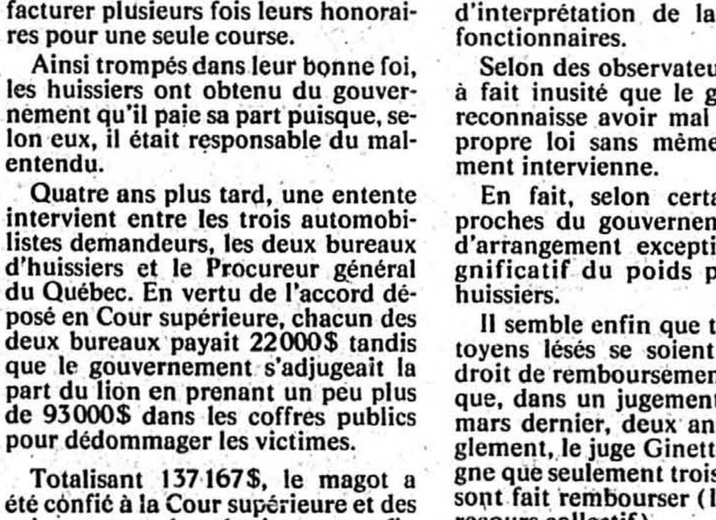


FUTONS — SOFA-LIT

Format	Futon 6 po	Base
Simple	99$	89$
Double	119$	99$
«Queen»	139$	129$

LES DUVETS UNGAVA
793, rue Avoca, Dorval • 636-5011 (Côte nord du ch. Côte-de-Liesse) 3e rue (à l'ouest de la 55e Avenue)
10, av. des Pins ouest, local 210 (coin boul. Saint-Laurent) 287-9276

ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités, d'expansion?
Compagnies établies seulement.
Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488



ROLEX
KAUFMANN
MAÎTRES JOAILLIERS DEPUIS 1954
2195 Crescent, Montreal H3G 2C1, Tel. (514) 848-0595
PATEK PHILIPPE Cartier ROLEX BLANCPAIN GÉRALD Chopard PIAGET BREITLING

Les employés de bureau du Conseil des services essentiels réclament la sécurité d'emploi

GEORGES LAMON

■ Les 16 employés de bureau, syndiqués, du Conseil des services essentiels (CSE) dont la section locale 3194 est affiliée au Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), ont voté, mardi, à l'unanimité en faveur de moyens de pression qui pourraient aller ultimement jusqu'à la grève.

Ces employés de soutien (secrétaires, réceptionnistes et professionnels), qui négocient leur deuxième convention collective de travail (l'actuelle est échue depuis le 19 avril 1989), réclament prioritairement la sécurité d'emploi.

Pour le président du Syndicat, Normand Larivière, cette sécurité d'emploi faisait déjà partie des demandes syndicales de la première convention. Mais avec la loi 30 créant la Commission des lois du travail, le syndicat s'était «fait échauder». D'autres points sont également en suspens, même s'ils ne constituent pas pour autant des pierres d'achoppement.

Au Conseil, on s'est dit très étonné par cette menace de grève d'autant que les négociations sont toujours en cours. D'ailleurs la prochaine séance doit se tenir le 1er novembre.

Étonnement

«C'était vraiment inattendu à ce moment-ci puisqu'on négocie toujours», a déclaré la porte-parole du Conseil, Carole Bégin.

D'autre part, elle s'est étonnée de la demande syndicale en insistant sur le fait que le Conseil ne pouvait d'aucune façon accéder à une telle demande puisqu'il est au nombre des 75 organismes gouvernementaux qui ont été créés par la Loi de l'Assemblée Nationale, qui seule peut accorder une telle demande.

Le Conseil demeurant toujours un organisme qui peut être sujet à des changements de structure ou autres. Aussi, croit-elle que si le syndicat veut obtenir la sécurité d'emploi, c'est ailleurs qu'il doit aller frapper à la porte.

De toute manière, si grève il devait y avoir, selon Carole Bégin, le Conseil, qui a un effectif global d'une quarantaine de personnes, pourrait fonctionner quand même avec sa vingtaine d'employés non-syndiqués: quatre cadres, deux conseillers juridiques et dix médiateurs.

La FTQ invite à boycotter les produits Alcan

■ La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) invite la population à boycotter les produits Alcan pour appuyer les 150 syndiqués de cette multinationale qui travaillent à Laval, où une grève perdure depuis janvier dernier.

Le porte-parole du Syndicat des métallos, François Lefebvre, a qualifié les offres patronales d'inacceptables et d' inférieures à celles présentées aux autres syndicats de l'entreprise.

«Nous croyons que ce moyen de pression forcera Alcan à présenter des offres vraiment sérieuses. Jusqu'à présent, on ne nous a offert que 3,4 p. cent d'augmentation de salaire et un p. cent de plus dans les bénéfices marginaux», a expliqué le représentant syndical.

Le boycottage vise principalement les matériaux et les produits de grande consommation, comme le papier d'aluminium.

NOUS VOULONS

acheter des oeuvres d'artistes canadiens reconnus

- F. Carmichael
- L. S. Harris
- A. Lismer
- A. Y. Jackson
- F. H. Johnston
- F. H. Varley
- J. E. H. MacDonald

et artistes contemporains

Nous desirons egalement acheter des oeuvres plus anciennes d'artistes canadiens, britanniques, europeens et americains.

Du jeudi 25 octobre au dimanche 28 octobre

David Loch

sera à Montréal au Château Champlain 1, Place du Canada

Composez 878-9000 *pour prendre rendez-vous*

ÉVALUATION GRATUITE *(sans obligation)*

Généreuses primes *Consultez-nous avant de vendre*

LOCH MAYBERRY FINE ART INC.

306 St. Mary's Road Winnipeg R2H 1J8

A. Gold & Sons® DEPUIS 1899

C'est le bon temps d'acheter de bonnes bottes à bon prix

Bravez l'hiver avec ces bottes mode en cuir de notre collection importée

GOLD SPORT



AUBAINE EXCEPTIONNELLE SEULEMENT

UN SEUL PRIX 75 $ AU CHOIX

BRUN • NOIR POINTURES 7 À 12

Modèle à enfiler, hauteur 10½" Chaude et luxueuse doublure

Fermeture-éclair sur le côté Hauteur 9½". Chaude et luxueuse doublure

MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD • CENTRE ROCKLAND • LA PLACE VERTU • LES PROMENADES SAINT-BRUNO • FAIRVIEW, POINTE-CLAIRE • 960, SAINTE-CATHERINE OUEST • LES GALERIES D'ANJOU • LE CARREFOUR LAVAL

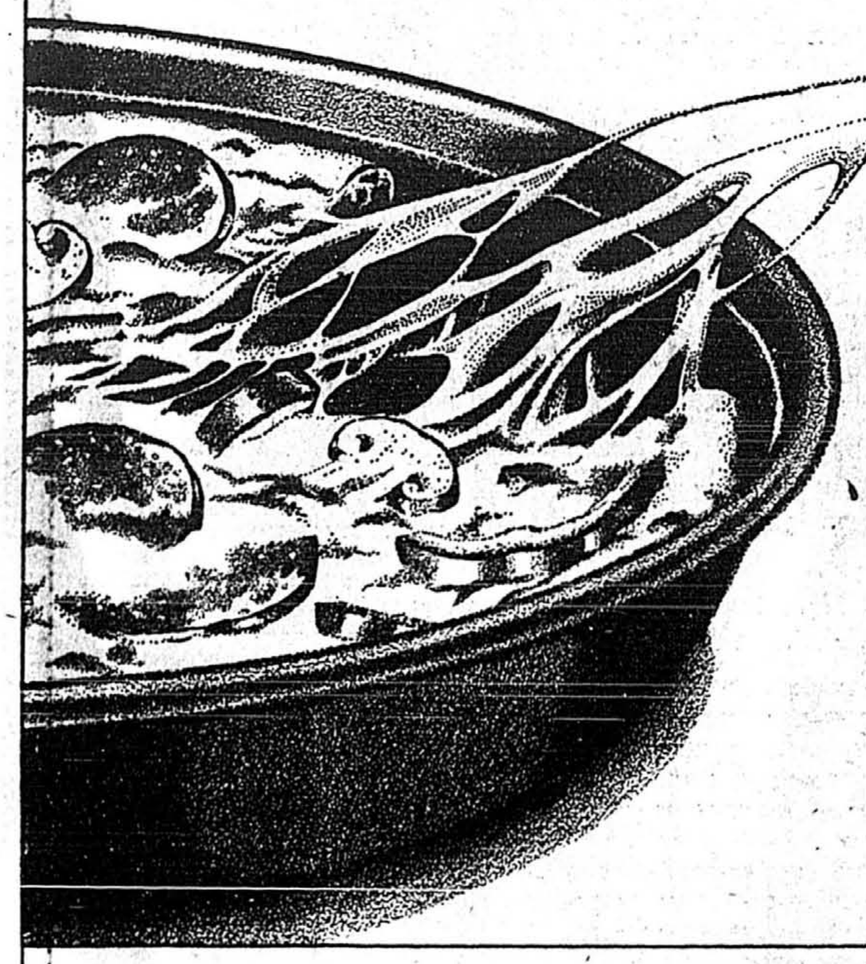
American Express, Visa, MasterCard, Diners, Carte Blanche, A. Gold & Sons



LA PAN PIZZA DE PIZZA HUT.

LES "FANS DE LA PAN" EXIGENT L'ORIGINALE.

L'authentique Pan Pizza, celle de Pizza Hut, est maintenant au Québec! Faite avec une pâte fraîche deux fois par jour, avec deux couches de mozzarella pur à 100% et débordante de savoureux ingrédients frais, elle est cuite juste à point dans une casserole. C'est depuis 1958 que Pizza Hut fait la Pan Pizza; alors joignez-vous aux Fans de la Pan et exigez l'originale!



Pizza Hut®

Ça s'peut pas comme c'est BON!

Restaurants, comptoirs et livraison (si vous êtes dans une zone où il y a un restaurant). 7551, boul. Newman, (coin Lapierre) Ville LaSalle (Québec) 595-PHPH (7474) • 324, boul. Labelle, St-Thérèse (Québec) 433-3334 • 2054, boul. Labelle, Lafontaine, St-Jérôme (Québec) 565-3334 • 3545, boul. St-Martin Ouest, Chomedey Laval (Québec) 687-8070 • Dans les Cantons de l'est •

® Pizza Hut est une marque déposée de Pizza Hut Inc. Usager inscrit Pepsi-Cola Canada Ltée.

TÊTES D'AFFICHE



Denis Lavoie

Les membres du conseil d'administration et le personnel du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal répondront aujourd'hui aux questions du grand public à l'occasion d'une journée «porte ouverte». C'est une occasion unique donnée à tous de s'informer sur les services offerts aux jeunes comme aux personnes âgées, aux femmes comme aux handicapés, aux toxicomanes, etc. On n'a qu'à se présenter aux locaux du CRSSS, 3725, rue Saint-Denis, entre 13h et 17h, ce jeudi 25 octobre. Cet événement tiendra lieu d'assemblée publique annuelle, pour s'informer des activités qui se sont déroulées en 1989-90. Il y aura des stands d'information, etc.

o



La Société royale du Canada, notre académie nationale pour les arts, les lettres et les sciences, vient d'élire son 102e président en la personne de l'honorable ***Jules Deschênes*** qui succède au docteur ***Digby J. MacLaren***. Juge en chef de la Cour supérieure du Québec de 1973 à 1983, Jules Deschênes préside aujourd'hui la Commission d'enquête sur la Roumanie instituée par l'Organisation internationale du travail.

o



Une pionnière du mouvement féministe américain, ***Betty Friedan***, auteure de *The Feminine Mystique* et professeure invitée à l'University of Southern California, prononcera une conférence le 31 octobre, à 10h, au Centre hospitalier gériatrique Maimonides, au 5795 av. Caldwell, Montréal. Intitulée «The Well-Aged Woman», la conférence de Betty Friedan ouvrira une journée clinique comportant des ateliers sur la dépresion, la violence et la femme professionnelle. Conférence et ateliers sur la condition de la femme seront en anglais. Rappelons que la conférencière a inspiré par ses écrits une révolution dans les stéréotypes sexuels à travers le monde. Friedan continue depuis de parcourir le monde pour débattre de la situation de la femme. Pour renseignements, tél: 483-2121, poste 258 ou 279.

o

Deux étudiantes du collège Ahunstic bénéficient de bourses octroyées aux femmes qui s'inscrivent dans des carrières traditionnellement masculines Il s'agit de ***Noëlline Dubé***, étudiante de 3e année en Techniques géodésiques et ***Antoinetta Peccia*** étudiante de 3e année en Mécanique du bâtiment. La première bénéficie d'une bourse créée au lendemain du drame de l'École polytechnique, par la communauté collégiale d'Ahunstic, afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. La seconde reçoit sa bourse du Canadien National, bourse qui vise les mêmes objectifs.

o



Le président de l'Ordre des compatables agréés du Québec, ***Jacques Lévesque***, participera, le 20 octobre à l'Université d'Ottawa, à une table ronde ayant pour thème: «La profession de compatabe en l'an 2000». C'est dans le cadre de l'événement Retour 90, organisé par l'Assoiciation des anciens de l'Université d'Ottawa. L'Ordre des comptables agréés du Québec, qui compte près de 14 000 membres, voit une nouvelle génération de professionnels joindre ses rangs, avec 40 pour cent de membres ayant moins de 35 ans, et une croissance de la gent fénminine qui compte pour 20 pour cent des membres, mais pour la moitié des nouveaux arrivants.

o

L'Institut québécois de recherche sur la culture vient de décerner le Prix Edmond-de-Nevers 1990 à ***Aline Charles***, étudiante en histoire à l'Université du Québec à Montréal. C'est en présence du recteur ***Claude Corbo***, que le président par intérim de l'Institut, ***Guy Laperrière***, a remis le prix. On a en même temps lancé l'ouvrage de la lauréate: *Travail d'ombre et de lumière, le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine, 1907-1960*. L'Institut vient également de publier *L'emploi en devenir*, de ***Diane-Gabrielle Tremblay***, qui affirme que: «la précarité de l'emploi et la flexibilité du travail ne peuvent être vues comme des panacées. Elles sont au contraire à la source de nos problèmes de compétitivité et de productivité.» Mme Tremblay prononcera une conférence sur la question, lors de l'Assemblée fédérative de la Fédération autonome du collégial, le 31 octobre à 21h à l'Hôtel Ramada, 5500, rue Sherbrooke est. Renseignements: 848-9977.

o

Membre fondateur de Suicide-Action, ***Richard Carpentier*** s'est vu décerner un certificat de mérite dans le cadre du Prix de Bénévolat Canada 1990. C'est le député de Rosemont, ***Benoît Tremblay***, qui lui a remis cet honneur de la part du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, ***Perrin Beaty***. Pendant sept ans, Carpentier a consacré temps et énergie au service de la collectivité. Pour présenter des candidatures à ce certificat de mérite pour les personnes qui se dévouent bénévolement à l'amélioration de la santé ou de la condition sociale des Canadiens et Canadiennes, s'adresser au: Secrétaire, comité du Certificat de mérite, Prix Bénévolat Canada, Santé et Bien-être social Canada, Ottawa, Ontario K1A 0K9.

o

Premier congrès du Regroupement Loisir Québec, demain et samedi, au Palais des Congrès. Remises de prix et conférences sont à l'ordre du jour de cette rencontre qui porte sur le thème: «Pour une vision actualisée de la société du loisir». Le directeur du module d'intervention touristique à l'UQAM, ***Louis Jolin***, et le directeur du département des sciences du loisir à l'UQATR, ***Gilles Pronovost***, seront au nombre des conférenciers. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, ***Gaston Blackburn***, prendra la parole lors d'un banquet. Demain, ***Gabriel Savard***, président-directeur général de la Société de développement industriel du Québec, sera l'invité du déjeuner-conférence où il abordera le sujet suivant: «Fini l'état providence, bienvenue à l'entrepreneurship social!» On parlera également de lobbying, de bénévolat et de philantropie à ce congrès.

o



L'Association québécoise des critiques de théâtre vient de décerner ses quatre prix Jean-Béraud pour la saison 1989-1990. Dans la catégorie presse écrite quotidiens et hebdos, la palme est allée à ***Gilles G. Lamontagne*** (notre photo) pour son texte sur la production *Les femmes savantes*, paru dans *La Presse* du jeudi 15 mars sous le titre: «Pintal-Molière: Explosif». Commentaire sur cette critique: «Excellente critique. Du style, de la clarté, des connaissances, du jugement et du flair. Un article bien écrit, rebondissant et qui nous donne du plaisir à lire jusqu'au dernier mot.» Les autres lauréats sont: ***Michel Vais***, dans la catégorie presse écrite, revues; ***Josette Feral*** dans la catégorie essais et études, et ***Danielle Bilodeau*** et son équipe, dans la catégorie presse électronique. Ces prix sont décernés en collaboration avec la Banque Nationale.

o

Pigistes, rédacteurs-réviseurs et autres personnes intéressées sont conviées à une séance d'information sur l'Association canadienne des pigistes de l'édition, qui se tiendra mardi 30 octobre à 19h30 dans l'édifice INRS-Urbanisation, (Université du Québec), 3467, rue Durocher. Renseignements, Jonathan Paterson, 522-2842 ou Kathe Roth, 278-5243.

o

L'Association des journalistes de la presse spécialisée a élu un nouveau conseil d'administration: ***Sylvie Bellemarre*** présidente, ***Denis Beauchamp*** trésorier, ainsi que les directeurs (trices) ***Guylaine Chabot***, ***Nathalie Vallerand***, ***Yvan Cliche*** et ***Claude Tessier***.

o

Une soirée belge, avec souper et bal, se tiendra le samedi 27 octobre, à l'Union Belge, 452 est, rue Notre-Dame, avec la participation du Consul général de Belgique et son épouse. Pour réservations, 20$: Jean-Cloot, 365-6067 ou Irène Stof, 671-6330.

o



La plus haute responsabilité et la plus prestigieuse fonction pour un officier de la réserve a été octroyée au major-général ***Frédéric Mariage***, nommé chef des Réserves et des Cadets au quartier général de la Défense nationale à Ottawa. Canadien originaire d'Algérie, Mariage est directeur-général pour l'Est du Canada chez MacMillan Bloedel et a oeuvré avec les Voltigeurs de Québec et fut commandant du 6e Bataillon du Royal 22e Régiment à Saint-Hyacinthe.

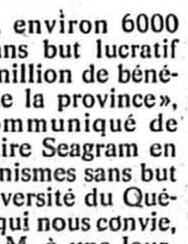
o

Le dimanche 28 octobre, les policiers de la Communauté urbaine de Montréal tiennent leur Journée des Fèves au Lard au Complexe Desjardins au profit de la Société pour les enfants handicapés du Québec.

o

L'Association de la construction du Québec et sa régionale de Montréal, représentées par ***Marcel Saint-Jacques*** et ***Jean Cantin***, ont accepté de fournir une contribution de 25 000$ au projet d'implantation d'un Centre international du bâtiment, destiné à jouer un rôle majeur dans la diffusion de l'information technique sur cette industrie. Le secrétaire du CIBAT est ***Colin H. Davidson***. L'ACQ a par ailleurs honnoré la compagnie d'informatique Calculus, comme lauréat de son concours «Construire Montréal 1990». Cette entreprise développe son expertise dans le domaine de l'informatisation de la construction depuis une douzaine d'années.

o



Se définissant comme «le théâtre d'exception», le plus petit de nos grands théâtres, le Théâtre de Quat'Sous, célèbre dignement ses 35 ans d'existence. Inauguré le 3 décembre 1965 par ***Paul Buissonneau***, ***Yvon Deschamps***, ***Claude Léveillée*** et ***Jean-Louis Millette***, le Quat'Sous a présenté près de 200 spectacles, 1085 artistes, et donné 4733 représentations qui ont attiré 538 709 spectateurs. C'est beaucoup pour une salle de 159 places. Bravo et longue vie! ***Buissonneau*** est demeuré à la barre du Quat'Sous pendant 28 de ses 30 années.

o

«Au Québec, environ 6000 organisations sans but lucratif se partagent le million de bénévoles qui compte la province», rappelle un communiqué de presse de la chaire Seagram en gestion des organismes sans but lucratif de l'Université du Québec à Montréal, qui nous convie, demain à l'UQAM, à une Journée sur les organismes sans but lucratif. Ateliers et conférences auront lieu au local J-2930 du pavillon Judith-Jasmin, de 8h30 à 17h. Les frais d'inscription sont de 45$. Renseignements: Roderick Macdonald, 987-7768.

o

Le rapport annuel 1989 de Sidbec-Dosco a remporté l'un des vingt prix d'excellence décernés à New York par le magazine américain *Art Direction*. 20 000 publications concouraient pour ces prix. Le directeur des Communications de Sidbec-Dosco, ***Gilles Monette*** a reçu le certificat d'excellence (dans le domaine du graphisme) des mains de ***Pierre Nolin*** du bureau de concepteurs-graphistes Nolin Larosée, qui a réalisé la conception du rapport annuel mettant en relief le programme de gestion globale de la qualité en voie d'implantation dans toute l'entreprise.

o

Une agence de relations publiques québécoise, le cabinet de relations publiques National, a reçu le prix «Best Bet» dans la catégorie environnement, pour son projet *La Maison sur la lune*. Remis à ***Pierre Ladouceur*** directeur Marketing pour les Restaurants McDonald's du Canada Limité, et à ***Renée-Claude Ménard*** et ***Daniel Lamarre*** de National, ce prix de la Corporation McDonald's de Chicago vise à souligner les meilleurs projets parmi ceux mis sur pied pour les 11 000 restaurants McDonald's dans 52 pays.

o



Seul club de service francophone, Richelieu International a élu un natif de l'Ontario comme 16e président international, ***René Pitre*** d'Ottawa (notre photo), vice-président de Trust Prêt et Revenu. À l'occasion de son congrès annuel, l'organisme a proclamé comme personnalité de l'année ***Martin-J. Légère***, président du Conseil de la Vie Française en Amérique, originaire de Caraquet au Nouveau-Brunswick.

o



Aujourd'hui, à Nassau, Bahamas, on rendra hommage au directeur général et dirigeant principal du port de Montréal ***Dominic J. Taddeo***, pour souligner la fin de son mandat comme président de l'American Association of Port Authorities, dont le congrès annuel a été ouvert en présence du premier ministre des Bahamas, ***Lynden O. Pindling***.

o

Les religions ont-elles un avenir? Tel est le sujet de la conférence que donnera ***Roger Bouchard***, samedi 27 octobre à la Bibliothèque Nationale, 1700, rue Saint-Denis, à 20h. Auteur de *La Prière de l'Âme*, Roger Bouchard est conférencier pour le Centre culturel de la Rose-Croix. Entrée, 10$. Renseignements: 495-3074.

À DIMANCHE



Quand l'environnement s'illustre

*Le ministre fédéral des Communications **Marcel Masse** échange des propos avec la graphiste **Danielle Roy** qui a réalisé avec six autres graphistes québécois l'une des sept affiches illustrant le thème: l'environnement une question de culture. Le ministère des Communications a accordé 100 000 $ pour réaliser ces affiches qui serviront à la campagne de sensibilisation de la Fondation québécoise en environnement présidée par Me **Louis-Paul Allard**. Celui-ci rêve d'un changement d'attitude et de comportement pour passer d'une société de consommation à une société de conservation. Les autres graphistes qui ont illustrés un thème artistique (danse, peinture et sculpture, théâtre et cinéma, musique, architecture, photographie, et radio et télévision) sont: **Susan Scott**, **Nelu Wolfensohn**, **François Picard**, **Daniel Charron**, **Luc Parent** et **Philippe Vinet**. C'est à la suite d'un concours parmi ses membres, que les sept graphistes ont été sélectionnés, a signalé le président de la Société des Graphistes du Québec, **Philippe Bouvry**.*

PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*



Palmes académiques

*Mercredi, le 17 octobre dernier à Montréal, l'ambassadeur de France au Canada, son excellence **François Bujon de l'Estang** remettait la médaille d'Officier des Palmes académiques à **Suzanne Viau**, ancienne directrice de la Maison des étudiants canadiens à Paris. Sur notre photo, de gauche à droite: **Jean P.W. Ostiguy**, président d'honneur de Richardson Greenshields du Canada et Président du Conseil d'administration, de la Maison des étudiants; **Suzanne Viau**; l'ambassadeur de France; et **Richard G. Gervais**, président-directeur général de Gervais Gagnon Frenette & Associés et Vice-président du Conseil d'administration de la MEC.*



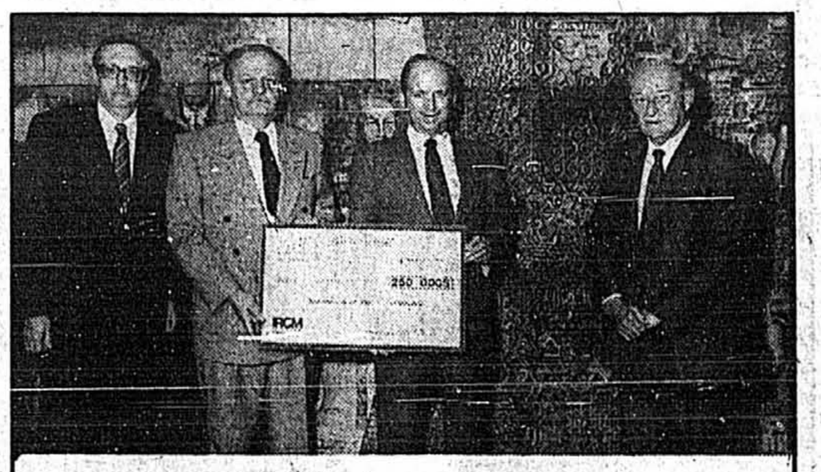
Opération coeur à coeur

*Premier vice-président, Québec, de la Banque Royale du Canada, **Michael L. Turcotte**, et le docteur **Marcel Boulanger**, directeur des services professionnels de l'Institut de Cardiologie de Montréal, regardent les croquis illustrant l'agrandissement futur du centre de recherche de l'Institut. Par un don de 125 000 $, la Banque Royale du Canada contribue à la campagne «Opération coeur à coeur» qui permettra la réalisation de ces travaux.*



Une relève d'excellence

*L'Association des diplômés de l'École des HEC a décerné récemment ses Prix Relève d'Excellence, en présence du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie **Gérald Tremblay** et de 600 gens d'affaires. Figurent, dans l'ordre habituel: **Hubert Barbeau** président du conseil de l'Association des diplômés HEC (président de Multi-Marques), le président du jury, **Roger Desrosiers** (président du groupe Malette), **Daniel Perreault** lauréat de la catégorie Entrepreneur, **François-Marie Proulx** (organisme sans but lucratif), **Diane Patenaude** (organisme public ou parapublic), **Pierre Donaldson** (grande entreprise) et lauréat du Prix spécial du jury, **Bertin F. Nadeau** président d'Unigesco et président d'honneur des Prix Relève d'Excellence 1990, et **Jean-Marc Gravel**, président de l'Association des diplômés HEC.*



250 000 $ pour la recherche sur la douleur

*La compagnie Canadien Pacifique a donné 250000 $ à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, pour la création d'une chaire de recherche sur la douleur. Ont participé à la cérémonie de remise de ce don, dans l'ordre habituel: **K S Benson**, vice-président, personnel et administration de Canadien Pacifique Ltée, le docteur **Michel Chrétien**, directeur scientifique et chef de la direction de l'IRCM, **William W. Stinson**, président du conseil et chef de la direction de Canadien Pacifique Ltée, et Me **Marcel Piché**, président du conseil d'administration de l'IRCM.*

MONTRÉAL ET SES QUARTIERS

HOCHELAGA-MAISONNEUVE

DISTRICTS 40, 41

41/Maisonneuve	
Population	**21 595**
Origine ethnique	**%**
français	93,0
britannique	3,1
autres	3,8
Langue maternelle	**%**
français	90,3
anglais	4,0
autres	2,2
Scolarité (-9 années)[1]	**36,6%**
Revenu familial[2]	**23 185$**
Chômage	**%**
hommes[3]	18.9
femmes[4]	18.4

1. Mtl.: 26,5% 2. Mtl.: 31 787$
3. Mtl.: 13,6% 4. Mtl.: 14,1%
Source: Statistique Canada 1986

Candidats	Parti
L'Heureux, Ginette*	RCM
Aubin, Robert	CDM
Pitre, Marcel	PMM
Lavigne, Marc	PEB
Béland, Jean-Guy	PCM

Légende

RCM — RASSEMBLEMENT DES CITOYENS DE MONTRÉAL
PCM — PARTI CIVIQUE DE MONTRÉAL
PMM — PARTI MUNICIPAL DE MONTRÉAL
CDM — COALITION DÉMOCRATIQUE DE MONTRÉAL
PEB — PARTI ÉLÉPHANT BLANC DE MONTRÉAL
ME — MONTRÉAL ÉCOLOGIQUE

*Sortant

40/Hochelaga	
Population	**18 720**
Origine ethnique	**%**
français	91,0
britannique	3,7
autres	5,7
Langue maternelle	**%**
français	90,9
anglais	1,9
autres	3,3
Scolarité (-9 années)[1]	**36,5%**
Revenu familial[2]	**23 654$**
Chômage	**%**
hommes[3]	20,0
femmes[4]	16.5

1. Mtl.: 26,5% 2. Mtl.: 31 787$
3. Mtl.: 13,6% 4. Mtl.: 14,1%
Source: Statistique Canada 1986

Candidats	Parti
Barbeau, Diane*	RCM
Lavoie, Robert	PMM
Lalumière-Pace, Nicole	PCM
Bouchard, Gabrielle	PEB

*Sortant



Le mât du stade olympique domine les rangées de duplex et de triplex d'Hochelaga-Maisonneuve.

Des gens qui achètent leur nourriture au dépanneur

FRANÇOIS BERGER

Les dépanneurs sont nombreux dans Hochelaga-Maisonneuve. Trop nombreux même, selon des résidants qui ont mis sur pied la Coalition sur l'alimentation.

Dans la partie la plus défavorisée du quartier, le sud-ouest, il n'existe plus de grand marché d'alimentation. Les *épiceries* ont cédé la place aux *dépanneurs*, dont les prix sont jusqu'à 20 p. cent plus élevés que ceux des supermarchés.

Ainsi les gens les moins nantis paient-ils les prix les plus forts pour combler leurs besoins élémentaires de nourriture. On trouve aussi dans le quartier des écoliers dont la concentration en classe est déficiente parce qu'ils sont simplement affamés... comme dans certains pays du tiers monde.

Cette aberration est attribuable à plusieurs facteurs, dont la «rationalisation» des grandes chaînes d'alimentation préférant les secteurs à population relativement prospère, ce qui n'est évidemment pas le cas de la plupart des gens de Hochelaga-Maisonneuve.

Un autre facteur est la déficience des transports en commun dans l'axe nord-sud du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Souvent dépourvus d'automobiles, les résidents sont peu enclins aux déplacements et se rabattent inévitablement sur le dépanneur du coin. D'autant plus facilement que, contrairement au supermarché, le dépanneur assure la livraison des vivres. De plus, le dépanneur fait crédit.

C'est dans ce contexte que des octogénaires vivant dans des logements situés au troisième étage ne mettent pas le nez dehors de l'hiver. Ils «font livrer» par le dépanneur.

Les organismes communautaires de Hochelaga-Maisonneuve — ils sont une centaine — ne restent pas les bras croisés devant le problème de l'alimentation qui devient la première préoccupation des gens, souvent sans emploi.

Des «cuisines collectives» sont organisées tous les mois par des femmes qui mettent en commun leurs maigres ressources pour préparer des plats qui seront congelés.

Dans une expérience destinée à contrer la sous-alimentation dans le quartier, des gens ont créé *Le chic resto-pop*, qui a d'ailleurs fait l'objet d'un film sur la pauvreté par la cinéaste Tahani Rached, de l'Office national du film (le Tout Hochelaga-Maisonneuve, en plus du maire Jean Doré, ont assisté à la première au début du mois, au théâtre Denise-Pelletier, situé dans le quartier).

Le *resto-pop* récupère dans les commerces des invendus qui sont la plupart du temps de bonne qualité. Il donne deux repas par jour aux résidants du quartier et a aussi permis la création de quelques emplois.

Mais les cuisines collectives et le *resto-pop* n'ont pas (encore) fait diminuer le recours aux dépanneurs trop chers. Les résidants ont réclamé une révision du zonage qui interdirait l'ouverture de nouveaux dépanneurs, afin que la réouverture des supermarchés redevienne rentable.

Une population en crise, singulièrement éprouvée par le chômage



FRANÇOIS BERGER

«Les gens d'ici ne sortent pas du quartier: ils y vivent comme dans un village», dit Mme Danièle Lamoureux, qui habite et travaille dans Hochelaga-Maisonneuve, l'un des quartiers montréalais les plus défavorisés.

L'esprit de clocher, de «ville dans la ville», se maintient aisément dans ce quartier de l'Est montréalais, enclavé entre les voies ferrées du Canadien Pacifique (rue Moreau) et celles du Canadien National (à l'Est de la rue Viau). Les *tracks*, autrefois symbole de la prospérité industrielle qui a valu au quartier le surnom de «Pittsburg du Canada» jusqu'aux années 1950, ne constituent guère aujourd'hui qu'une barrière «naturelle» isolant le quartier.

L'enclave, fermée au sud par le port et le fleuve, et au nord par la côte de la rue Sherbrooke, abrite 47 000 personnes vivant en vase clos et souvent dans des conditions difficiles.

En fait, quand les habitants de Hochelaga-Maisonneuve «sortent» de leur village, c'est pour toujours. Ils le quittent simplement, pour aller ailleurs, où il y a des *jobs*. Depuis 30 ans, le quartier a perdu 42 p. cent de sa population, laquelle avait atteint un sommet de 82 000 personnes en 1961. Et l'exode se poursuit, à l'ombre du fleuron d'épanouissement montréalais qu'est le stade olympique.

Car habiter dans Hochelaga-Maisonneuve équivaut à passer la plupart du temps en «situation de crise».

Les logements y sont vétustes et mal entretenus. Les deux tiers des résidences, de deux et trois étages, datent d'avant la deuxième guerre mondiale et neuf habitants sur dix en sont locataires. Les propriétaires des immeubles, par ailleurs d'architecture attrayante dans certains secteurs, se désintéressent de leur entretien parce qu'ils ne vivent pas sur place et que leurs hypothèques sont payées depuis belle lurette.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, il n'est pas rare de voir un assisté social consacrer au loyer mensuel 350 des 476$ de son chèque de prestation. Plus de 1100 familles du quartier sont inscrites sur la liste d'attente de l'Office municipal d'habitation pour l'obtention d'une habitation à loyer modique (HLM).

Malgré les efforts déployés dans la construction de coopératives d'habitation (300 unités en quatre ans), la situation demeure dramatique, surtout dans le secteur sud-ouest du quartier, où un programme de rénovation majeur est nécessaire. La municipalité s'est d'ailleurs engagée à promouvoir la rénovation subventionnée de manière à ce que les résidants actuels ne soient pas délogés du quartier.

Pauvreté et manque d'emploi

Plus du tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le revenu moyen, moins de 20 000$ par an, est inférieur de 25 p. cent à celui de l'ensemble des Montréalais et plus de 8000 personnes dépendent de l'aide sociale. Les statistiques officielles font état d'un taux de chômage de 18 p. cent.

Selon une étude de la corporation locale de développement économique, ce sont 12 000 personnes «aptes au travail» qui demeurent inactives en raison de l'absence d'emplois. Presque la moitié des adultes en âge de travailler! Plaie de tout l'Est de Montréal, la pénurie de travail est particulièrement aiguë dans Hochelaga-Maisonneuve, qui ne se remet pas du déclin des industries manufacturières. Pourtant, des emplois ont été créés au cours des dernières années dans le quartier, mais ce ne sont pas les résidants qui les occupent.

Plus de 2000 postes sont occupés par des non-résidants, un peu plus de dix p. cent des boulots existants. «Six nouveaux emplois sur dix sont accaparés par des gens de l'extérieur du quartier», indique M. Normand Robert, coordonnateur du Pavillon d'éducation communautaire, un organisme rassemblant une multitude de groupes communautaires.

Le chaînon manquant

Les nouveaux emplois sont trop spécialisés pour la population locale, dont la formation est inadéquate eu égard aux exigences des technologies dernier cri.

Le «chaînon manquant» est celui de la formation et de l'éducation. Un élève sur cinq abandonne l'école avant la fin du secondaire. «Les jeunes sont démoralisés: ils savent qu'il n'y a pas de *job* pour eux de toute façon», dit M. Robert.

Plus de 70 p. cent des habitants du quartier n'ont pas atteint le niveau collégial, malgré la présence du cégep de Maisonneuve dans le quartier. Jusqu'à 43 p. cent de la population est considérée comme «analphabète fonctionnelle».

«Les difficultés pécuniaires et l'obligation de *gagner sa vie* se conjuguent pour fermer l'accès des jeunes de Hochelaga-Maisonneuve aux études supérieures», dit le groupe Concertation-Jeunesse du quartier.

Des représentants des centres de main-d'oeuvre du Canada, de la Commission de formation professionnelle, des centres Travail-Québec, des écoles et des groupes communautaires ont créé à la fin de l'année dernière le *Guichet multi-services pour l'emploi et la formation*, qui commence tout juste à s'attaquer au problème de la formation pour les nouveaux emplois qu'on attend dans la pétrochimie et du traitement des déchets.

En attendant, les décrocheurs de l'école se retrouvent dans la rue, faisant une *jobine* par-ci ou un larcin par-là. Les vols de voitures et les effractions sont fréquents dans le quartier, selon les statistiques de la police. Les jeunes s'adonnent aussi à la drogue — on dénombre 80 piqueries — et à la prostitution.

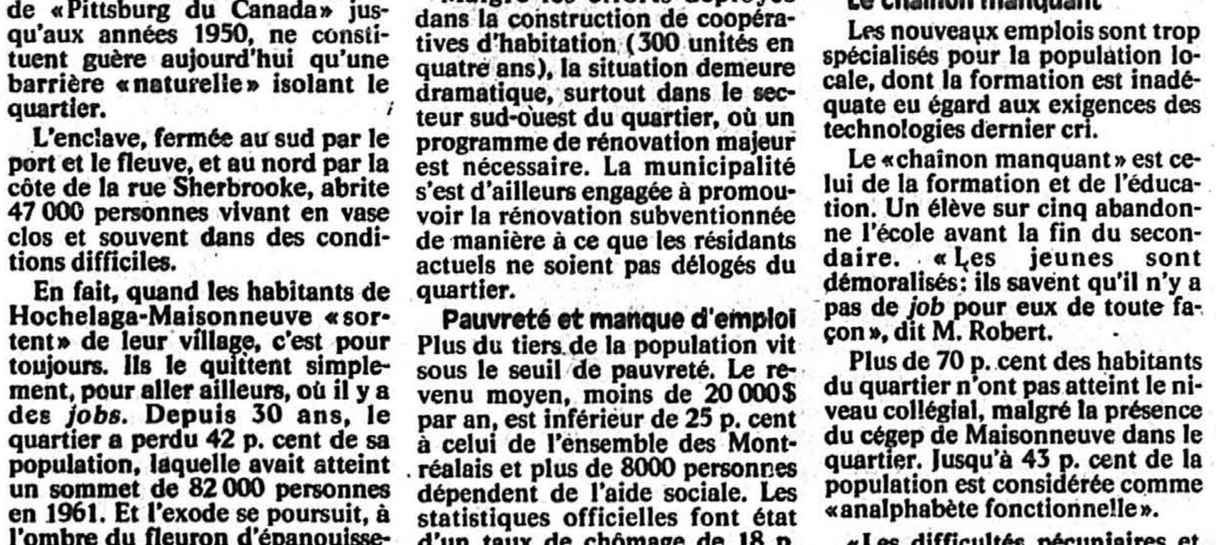
«Les gens sont pas mal *poqués*», dit Normand Robert. Les maladies mentales sont à la hausse. Ainsi, Hochelaga-Maisonneuve a le taux d'hospitalisation le plus élevé du Département de santé communautaire Maisonneuve-Rosemont au chapitre des névroses, selon le groupe Concertation-Jeunesse.

Les femmes et les personnes âgées (un citoyen sur sept a 65 ans ou plus) n'osent plus sortir seules le soir, affirment plusieurs résidents. «Après 9 heures du soir, on ne rencontre pratiquement que des hommes, des jeunes, dans les rues», précise un autre. «Je n'ose pas me promener seule dans le coin, le soir», commente encore celle-ci.

Le problème de la «sécurité publique» est évidemment lié directement au «chaînon manquant» de la formation et au manque chronique d'emplois. Sans parler des mauvaises conditions de logement ni de la sous-alimentation (voir texte ci-contre).

«Mais les gens restent très fiers de leur quartier et veulent y rester», tient à souligner Mme Danièle Lamoureux.

Jusqu'à ce que certains se «tannent» et quittent le «village»...



Vue saisissante du mât du stade olympique au-dessus de l'église de la Nativité, située rue Ontario, à l'angle de la rue Saint-Germain.

PHOTOS MICHEL GRAVEL, *La Presse*

Un stade beau, gros et qui ne rapporte rien

FRANÇOIS BERGER

Le mât du stade olympique surplombe majestueusement tout le quartier qui s'étend au pied de la côte de la rue Sherbrooke. Il est devenu la «carte postale» de Montréal, et il ne représente justement pas plus qu'une «carte postale» pour les habitants de Hochelaga-Maisonneuve.

Le complexe olympique, ouvert en 1976 pour les Jeux, a permis le développement de la restauration et de l'hôtellerie, donc d'emplois, rue Sherbrooke, mais seulement à l'est de la rue Viau, limite orientale du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Il n'a eu presque aucune «retombée» économique dans l'un des quartiers les plus défavorisés de la métropole, son «propre quartier».

Situé «en haut de la côte», le complexe olympique, tout comme le Jardin botanique en face, n'attire pas les résidants du quartier et les visiteurs ne descendent pas la côte.

Dans son plan d'aménagement urbain, l'administration municipale fait grand état du potentiel «récréo-touristique» du site olympique. Les résidants de Hochelaga-Maisonneuve voudraient bien que leur quartier bénéficie de ce potentiel.

Il est ainsi question que la Société d'histoire du quartier ouvre un kiosque à l'entrée du mât, là où un funiculaire emporte les touristes jusqu'au sommet. On y offrirait un «forfait touristique» dans Hochelaga-Maisonneuve, question de montrer un quartier «typique» aux touristes.

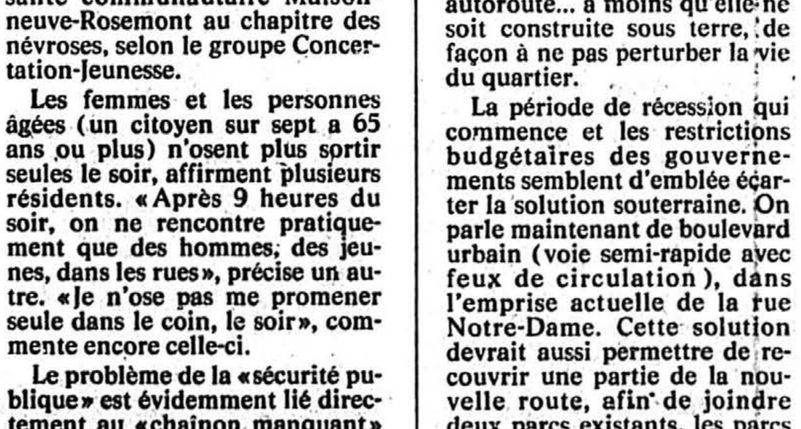
Selon des intervenants du quartier, la municipalité doit développer un plan d'aménagement d'ensemble qui intégrerait au «circuit touristique» le beau bâtiment du Marché Maisonneuve, au coeur du quartier. Des propositions parlent aussi de créer un «corridor vert» qui suivrait l'axe du boulevard Morgan jusqu'au fleuve, où des projets d'autoroute ou de boulevard urbain refont surface.

Car en plus du stade au nord, Hochelaga-Maisonneuve pourrait bien se retrouver avec une autoroute, sur son flanc sud. Déjà, dans les années 1970, les résidants étaient parvenus à bloquer le projet de prolongement de l'autoroute Est-Ouest (appelée aussi Ville-Marie) au-delà de la rue d'Iberville, dans le quartier voisin du Centre-sud. Le projet revient aujourd'hui à l'ordre du jour.

À l'époque, 1200 logements avaient été démolis dans le sud de Hochelaga-Maisonneuve pour faire place à l'autoroute qui devait relier l'ouest de la ville à l'est jusqu'à l'autoroute 25 et au tunnel Hyppolyte-Lafontaine. Les terrains sont encore libres, mais les résidants ne veulent toujours pas d'une autoroute... à moins qu'elle ne soit construite sous terre, de façon à ne pas perturber la vie du quartier.

La période de récession qui commence et les restrictions budgétaires des gouvernements semblent d'emblée écarter la solution souterraine. On parle maintenant de boulevard urbain (voie semi-rapide avec feux de circulation), dans l'emprise actuelle de la rue Notre-Dame. Cette solution devrait aussi permettre de recouvrir une partie de la nouvelle route, afin de joindre deux parcs existants, les parcs Morgan et Champêtre, créant ainsi un vaste espace vert dans le centre du quartier (en préservant en même temps la piste cyclable qui s'y trouve).

La réponse définitive à ces projets doit venir du gouvernement du Québec, qui a déjà indiqué son intention de terminer l'autoroute ou le boulevard Ville-Marie en 1993.



La clientèle de La Ronde a baissé au cours de sa dernière saison

GEORGES LAMON

■ La 23e saison de La Ronde s'est terminée avec une baisse de clientèle d'environ 180 000 amateurs comparativement à l'an dernier. On avait alors atteint une clientèle de 1 217 339 contre 1 037 112, cette année. En 1987, le nombre d'entrées s'était élevé à 1 327 355.

À l'Association montréalaise d'action récréative et culturelle (AMARC), organisme paramunipal qui gère La Ronde, on explique cette baisse de clientèle par une série de facteurs: apparence de récession, conflit de travail, abondance d'événements culturels et un temps incertain.

Selon Manon Lord, directrice des relations publiques de La Ronde, il est évident que «l'apparence de récession qui s'est manifestée cette année» a certainement joué un rôle prépondérant dans cette baisse.

«Tout le monde du divertissement commercial a subi des baisses de clientèle, a-t-elle fait remarquer. Ainsi cet été à Saint-Sauveur, on a enregistré une chute de 20 p. cent et une de 30 p. cent à Bromont.»

Par ailleurs, la succession d'événements culturels à Montréal qui se multiplient d'année en année (expositions, festivals), a fait que le budget affecté par les familles au loisir s'est dilué. L'augmentation du droit d'entrée qui est passé de 14,95 $ en 89 à 16,95 $, lui non plus, n'a certes pas encouragé les familles à venir s'amuser à La Ronde plus qu'à l'accoutumée. Cependant, tout en admettant que ce facteur ait pu avoir «une certaine influence», Manon Lord n'a pu le quantifier en termes d'entrées.» Il ne faut pas oublier que La Ronde demeure un produit de luxe qu'on n'hésite pas à restreindre en temps difficile», a-t-elle rappelé.

Quant aux moyens de pression du Syndicat des employés de Terre des Hommes (étudiants employés aux manèges et autres secteurs de La Ronde), il a également pu influer sur la clientèle. Dans quelle mesure? Elle ne le sait pas.

Enfin, le temps particulièrement changeant cet été — il pleuvait le matin et le temps se mettait au beau l'après-midi — n'a pas non plus aidé à augmenter la clientèle de La Ronde. Pourtant, Manon Lord admet qu'en définitive «on s'en est pas si mal tiré cette année, on a maintenu notre moyenne de 1988».

Solde d'entrepôt Grand chic



Quelle est l'occasion? Un solde unique. Un solde classique. Le solde d'entrepôt Grand chic de Classy! C'est l'occasion plus que jamais de profiter de rabais incroyables sur toute une gamme de smokings usagés, de chemises de soirée neuves et usagées et sur une foule d'accessoires.

Faites votre choix parmi une vaste sélection de smokings et d'habits de soirée en noir, en blanc, à motifs mode ou à carreaux. Tout est soldé afin de faire place à la nouvelle collection mode 1991.

Qui est invité? Des gens qui ont le goût du chic, des gens élégants, des gens d'affaires, des gens de théâtre, des gens de l'hôtellerie, des gens de la restauration, des gens comme... vous tous!

Quand? Pourquoi ne pas venir aujourd'hui même afin de profiter du meilleur choix! Ne tardez pas: le solde ne durera qu'un temps très limité.

Solde d'entrepôt Classy
1432, Ste-Catherine O.
(entre Mackay & Bishop)
954-0708

Célébrer avec classe

Audio Centre Présente

"Opération déstockage"

YAMAHA
Magnétophone à Cassette 195$
Lecteur Audio-numérique 298$
Magnétophone Double 388$
Laservision 888$

SUPER SPÉCIAUX
KLIPSCH Enceintes Acoustiques CH 344$
REVOX Lecteur Audio-numérique 788$
ADCOM Ampli 498$
SONY Lecteur Audio-numérique 198$

SYSTÈME DÉFI
Harman Kardon... Récepteur
TEAC... Lecteur Audionumérique
PSB... Enceintes Acoustiques
777$

DENON
Magnétophone à cassette 298$
Lecteur Audio-numérique 348$
Récepteur 288$
Ampli Audio-Video avec "Dolby Pro-Logic" 588$

NOUVEAU
NAD Récepteur
NAD Lecteur Audio-numérique
KEF Enceintes Acoustiques
1590$

audio centre
5252 Sherbrooke o. (Décarie) 482-4420
1970 boul. Le Corbusier, Laval 687-3627

PAS SORCIER...
LES COUPONS-RABAIS!

DU JEUDI AU SAMEDI

ENCORE UNE FOLIE D'ALEXIS

ATWATER

Pour l'Halloween, la Place Alexis Nihon vous offre beaucoup plus que des bonbons: des coupons-rabais de 10$ s'appliquant à tout achat dans tous nos magasins*!

Pour les obtenir, il suffit de vous présenter au kiosque d'information, DÉGUISÉ pour la circonstance. Le jeudi, 100 coupons-rabais de 10$ seront remis aux premiers venus; le vendredi, 100 autres et le samedi ...200!

Aussi, nous attendons une horde de fantômes, de sorcières et de personnages inimaginables car seuls ceux et celles qui sauront nous faire raidir les cheveux sur la tête ou rire aux larmes obtiendront ces coupons-rabais. Autrement dit, il faut plus qu'un masque!

*À l'exception du Bureau de poste, S.A.Q., et Téléboutique.
Un coupon par personne.

STATIONNEMENT GRATUIT
parlons-en!

PLACE Alexis Nihon

*Certaines restrictions d'heures sont appliquées.

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

Au cœur de la culture

Plus de 50 000 adultes ont déjà choisi de fréquenter **Les Belles Soirées**.

Soyez vous aussi **au cœur de la culture** cet automne. Faites le point sur des sujets diversifiés traités par des experts, en quelques séances.

Les Belles Soirées

Thèmes et Invités :

CONFÉRENCE-DÉBAT
LES MÉDECINES DOUCES, PHÉNOMÈNE SOCIAL
Rémi Gulbert
Gilles Dussault
Gilles Bibeau

LA MUSIQUE SYMPHONIQUE
Marielle Guertin et invités

PHILOSOPHIES DES GRECS ANCIENS
Richard Bodeus

VIVRE LA MÉNOPAUSE
Diane Corbeil
Louise Lambert-Lagacé
Nicole Trudel

LE VÊTEMENT, ENVIRONNEMENT INTIME
Denyse Roy

L'EXISTENCE JUIVE, UNE IDENTITÉ
Esther, Benaim-Ouaknine

FISCALITÉ, TESTAMENT ET LA LOI 148
Jean-Pierre Colpron

et une quarantaine d'autres activités et invités de marque...

DEMANDEZ LE CAHIER CULTUREL DES BELLES SOIRÉES

Renseignements : 343-6090
3744, rue Jean-Brillant, 3e étage 1-800-363-8876

(FEP0008 E)



Funérailles des deux policiers repêchés à Oka

Près de 250 personnes, dont une centaine de policiers, se sont réunis hier à l'église Sainte-Catherine de Labourée, à LaSalle, pour saluer une dernière fois les agents Jean-Noël Blanchette, 30 ans, et Marc Hamel, 28 ans, noyés la semaine dernière en faisant de la plongée sportive dans les eaux d'une mine désaffectée d'Oka. À l'issue de la cérémonie funèbre — sobre et intime — le lieutenant Guy Ryan, de la police de la CUM, a remis les képis des deux jeunes policiers à leurs compagnes. Le cortège a ensuite pris le chemin du cimetière au milieu d'une haie d'honneur formée d'une vingtaine d'agents du poste 31 (Côte-des-Neiges). Plusieurs pleuraient sans retenue. « Ce ne sont pas des collègues de travail que nous perdons, mais des amis... », a dit, la gorge serrée, le lieutenant Ryan.

PHOTO PIERRE CÔTÉ, *La Presse*

NOS FAMEUX «MEILLEURS TAUX GARANTIS» SUR LES CPG SONT ENCORE MEILLEURS

ACTUELLEMENT

11 3/4 %

PAR ANNÉE

PENDANT 18 MOIS!

En matière de CPG d'une durée de 1 à 5 ans, nous garantissons que nos taux seront équivalents, sinon supérieurs, aux taux d'intérêt annoncés dans tout le pays par les principales banques et sociétés de fiducie (Banque de Montréal, Banque de Nouvelle-Écosse, CIBC, Banque Toronto-Dominion, Banque Royale, Trust Royal et Canada Trust).

DES TAUX ENCORE MEILLEURS

En investissant 5 000 $ ou plus, d'ici au 30 novembre 1990, dans un CPG spécial d'une durée de 18 mois, vous profiterez d'un taux d'intérêt supérieur à celui de nos CPG d'une durée de 2 ans. Pour connaître nos taux d'intérêt actuels, composez le 1 800 26-TRUST.

CENTRAL GUARANTY
COMPAGNIE TRUST CENTRAL GUARANTY

Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada

Montréal
5222, chemin Queen Mary
486-4737
1130, rue Sherbrooke ouest
842-8362
2000, rue Mansfield
285-1771
1150, boul. de Maisonneuve ouest
288-4866
Westmount
4825, rue Sherbrooke ouest
933-1122
4120, rue Sainte-Catherine ouest
931-7266
Pointe Claire
Les Colonnades
Pointe Claire
695-7124
Brossard
1155, boul. Rome
Le Carrefour Rome
466-5522
Sainte-Marthe-sur-le-Lac
2801, boul. des Promenades
Les Promenades
Deux-Montagnes
472-9675
Laval
Le Carrefour Laval
682-8270
Québec
888, rue St. Jean
522-4206

AU BON MARCHÉ VOUS PRÉSENTE LA

GRANDE VENTE RISTOURNES DU MAN



Obtenez une ristourne de **15%*** SUR RIDEAUX DE DOUCHE EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **15%*** SUR DESCENTES DE BAIN EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **15%*** SUR COUVRE-MATELAS EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **20%*** SUR LES DUVETS D'OIE BLANC EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 20% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **25%*** SUR LES DUVETS COUVRE-DUVETS EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 25% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **40%*** SUR LES DRAPERIES ET RIDEAUX EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 20% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **30%*** SUR LES SERVICES DE VAISSELLE DE 20 ou 45 PIÈCES EN STOCK Sur présentation de ce coupon. Ristourne de 25% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-00

Obtenez une ristourne de **15%*** SUR LES COUVRE-LITS ET ÉDREDONS EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de **15%*** SUR LES ACCESSOIRES DE SALLES DE BAINS EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

NOUS FABRIQUONS LES STORES PLISSÉS. QUELLE QU'EN SOIT LA GRANDEUR, PEND

STORES VERTICAUX

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX PVC RIGIDES* 75" x 84" POUR PORTE-PATIO **19.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX EN ALUMINIUM 3½" 75" x 84" **29.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX MINI PVC 2"* EN STOCK 75" x 84" **38.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX EN TISSUS* 75" x 84" **29.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX DE LUXE* POUR PORTE-PATIO 75" x 84" **45.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX TEXTURES 3½" 75" x 84" **48.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX MINI* 75" x 84" ALUMINIUM 2" EN STOCK **43.99** l'ens.

TRINGLE DE LUXE GARANTIE À VIE
VERTICAUX MIROIR* DE LUXE 75" x 84" **139.99** l'ens.

*** LA DISPONIBILITÉ DES COULEURS PEUT VARIER DE JOUR EN JOUR SELON LE STOCK.**

STORES HORIZONTAUX PVC 1" *OLYMPIC
EN VINYLE DE 1re QUALITÉ
3 COULEURS DÉCORATIVES

16x45	2.99	16x64	6.99	16x78	19.99
20x45	3.49	20x64	7.99	20x78	24.99
24x45	3.99	24x64	7.99	24x78	29.99
27x45	4.99	27x64	7.99	27x78	34.99
30x45	6.49	30x64	9.99	30x78	39.99
36x45	6.99	36x64	10.99	36x78	42.99
40x45	10.99	40x64	13.99	40x78	44.99
48x45	10.99	48x64	14.99	48x78	47.99
54x45	17.99	54x64	19.99	54x78	49.99
60x45	13.99	60x64	18.99	60x78	59.99
72x45	21.99	72x64	27.99	72x78	69.99

PORTE-PATIO: 78x84 **34.99**
À l'achat de plusieurs stores, la couleur peut légèrement varier.

MICRO-STORES HORIZONTAUX P.V.C. ½" EN STOCK*

20x45	16.99	36x45	39.99	28x64	38.99
22x45	22.99	38x45	43.00	30x64	40.99
23x45	24.99	40x45	44.99	31x64	41.99
24x45	25.99	44x45	45.99	32x64	42.99
25x45	26.99	46x45	41.99	33x64	43.99
26x45	27.99	48x45	49.99	34x64	44.99
27x45	28.99	72x45	59.99	35x64	46.99
28x45	29.99	20x84	22.99	36x64	49.99
30x45	31.99	22x64	23.99	38x64	50.99
31x45	32.99	23x64	29.99	40x64	54.99
32x45	33.99	24x64	34.99	44x64	55.99
33x45	34.99	25x64	35.99	46x64	56.99
34x45	35.99	26x64	36.99	48x64	59.99
35x45	36.99	27x64	37.99	72x64	69.99

MICRO-STORES HORIZON 100% ALUMINIUM* 1/

18x45	31.99	42x45	57.99	31x6	
20x45	32.99	44x45	60.99	32x6	
22x45	35.99	46x45	62.99	33x6	
24x45	38.99	48x45	63.99	34x6	
26x45	40.99	53x45	70.99	35x6	
27x45	41.99	60x45	74.99	36x6	
28x45	42.99	66x45	84.99	38x6	
29x45	43.99	72x45	87.99	40x6	
30x45	48.99	18x64	43.99	42x6	
31x45	48.99	20x64	46.99	44x6	
32x45	49.99	22x64	47.99	46x6	
33x45	50.49	24x64	48.99	48x6	
34x45	50.99	26x64	50.99	54x6	
35x45	51.49	27x64	51.99	60x6	
36x45	51.99	28x64	52.99	66x6	
38x45	53.99	29x64	53.99	72x6	
40x45	56.99	30x64	54.99		

POUR PORTE PATIO 78x84

INCROYABLE, MAIS VRAI! SUR LE PLISSÉ

Achetez-en 1 obtenez-en 1 à **½ PRIX** | Achetez-en 3 obtenez-en 1 DE PLUS **GRATUIT** | Ache obtenez-e **GRA**

L'article-à ½ prix ou gratuit doit avoir une valeur égale. Cette offre ne s'applique pas aux articles annoncés ici et ne peut

OREILLERS FORMAT GÉANT Lavables 100% polyester non allergène. SUPER SPÉCIAL **2 pour 9.99**

RIDEAUX DE DOUCHE EN TISSUS Imperméables ou avec doublure. SPÉCIAL **19.99**

DOUILLETT Assorties. Simple **24.99**

Les coupons-ristournes ne s'appliquent pas aux articles

LE PLUS GRAND CENTRE DE DÉCORATION AU MONDE

Au Bon Marché

Prix du Meilleur Commerce 1990 Le Choix du Consommateur



UNE 350

HEURE

Québec continuera d'émettre des contraventions aux camionneurs

ANDRÉ CÉDILOT

■ En dépit de la décision de la Cour d'appel, les contrôleurs routiers en service dans les postes de pesée du ministère des Transports du Québec continueront d'émettre des contraventions aux camionneurs qui transportent des charges excessives.

Joint par La Presse, l'attachée de presse du ministre Sam Elkas, Johanne Denault, a été formelle, hier: il n'est pas question ni d'annuler les causes en suspens depuis cinq ans, ni d'arrêter de distribuer des billets d'infraction.

Dans un jugement rendu la semaine dernière, la Cour d'appel du Québec avait acquitté un transporteur de Drummondville, après avoir statué que les balances installées en bordure des routes n'étaient pas identifiées aussi clairement que l'exige le Code de la sécurité routière.

Depuis le milieu de 85, le décret ministériel fait état seulement de la localisation des balances approuvées, alors que la loi exige la marque et le numéro de modèle ou de série.

Le problème, selon l'attachée de presse du ministre, c'est que les appareils en usage dans les postes de pesée ne sont pas tous de même modèle et ne portent pas non plus un numéro de série unique. «Chacune des composantes de la balance a son propre numéro qui la distingue», a-t-elle expliqué.

Pour l'instant, le gouvernement étudie deux solutions: modifier l'arrêté ministériel de façon à satisfaire la réglementation routière ou retourner devant la Cour d'appel pour faire «une preuve d'exactitude».

Des fonctionnaires s'affairent par ailleurs à compiler le nombre de causes en suspens devant les tribunaux concernant des infractions reprochées à des transporteurs qui avaient des charges trop lourdes.

Un avion s'écrase à Cuba: 10 morts

■ Quatre touristes allemands ont trouvé la mort dans l'accident de l'appareil des lignes aériennes cubaines «Cubana de Aviacion» qui s'est écrasé à l'aube de mercredi, à l'atterrissage, près de l'aéroport de Santiago de Cuba, apprend-on de source officielle. L'accident a fait dix morts, dont, outre les allemands, cinq cubains et une personne non identifiée mercredi soir. Tous les autres sont blessés, deux étant dans un état critique.

L'appareil, un tri-réacteur Yak-40 de fabrication soviétique, assurait une liaison interne Camaguey-Santiago, selon l'agence d'informations nationale (AIN) qui précise que parmi les blessés figurent 12 Espagnols.

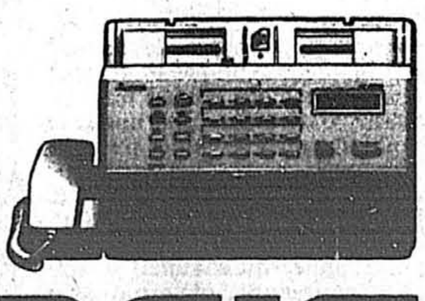
L'appareil s'est écrasé à 02h00 du matin alors qu'il faisait son approche à huit kilomètres de l'aéroport de Santiago de Cuba, situé à 960 km à l'est de La Havane.

MITSUBISHI
Télécopieurs



FA-60
• Mémoire de 60 numéros
• Alimenteur de 10 pages
• Détecte fax et appels
• Durée de transmission: 12s.
995 $
Prix régulier: 1695 $

FA-2150
• Mémoire de 100 numéros
• Alimenteur de 10 pages
• Transmission différée
• Coupe-papier automatique



1295$
Prix régulier: 2195 $

DARGIS
BUREAUTIQUE DARGIS
8318 RUE ST-HUBERT, MONTRÉAL 382-8970

GODIVA



Des truffes pour ceux qui aiment le champagne!

Si vous avez un penchant pour les choses raffinées, Godiva vous invite à goûter à ses nouvelles truffes à la liqueur. Leur goût somptueusement riche vous mènera au septième ciel. Croquez une truffe au rhum Myers... à l'Amaretto di Saronno*... au kirsch... au Grand Marnier... au cognac... ou au champagne Moët et Chandon, un delice pétillant. En un mot, elles meritent toutes qu'on leur porte un toast!

Dégustation d'échantillons à titre gracieux, du 25 au 31 octobre.

GODIVA Chocolatier

Rockland Centre
2305 Chemin Rockland
Ville Mont-Royal
738-3766

Ogilvy
1307, rue Ste-Catherine ouest
Montréal
842-7711

© 1990 Godiva Chocolatier, Inc. Godiva is a registered trademark.

CHOCOLATIER

PETIT DÉJEUNER
Samedi, magasinez avant midi (12 h) et savourez un petit déjeuner gratuit composé d'oeufs, rôtie et café, servi à notre cafeteria.

phin et Richard ont été capables d'obtenir RISTOURNES de leurs fournisseurs. Nous nos prix à rabais pour vous faire bénéficier économie. Venez économiser, venez profiter prix à Montréal! En plus, obtenez un itionnel de 10 à 40%. Venez chez Au Bon vous n'achèterez plus jamais ailleurs.

FACTURIER

Obtenez une ristourne de 25%* SUR RIDEAUX DE CUISINE EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 25% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de 15%* SUR NOS LAMPES EN MAGASIN sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de 20%* SUR LES OREILLERS EN PLUME EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de 15%* SUR LES SERVIETTES EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de 20%* SUR LES ENSEMBLES DE DRAPS MARQUES RENOMMÉES EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 20% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

Obtenez une ristourne de 15%* SUR TOUS LES COUVERTURES ET COUVRE-MATELAS «CLOUDLINE» EN STOCK sur présentation de ce coupon. Ristourne de 15% en-dessous de nos bas prix en magasin. EXP. 31-10-90

ERTICAUX ET VÉNITIENS
NT QUE VOUS ATTENDEZ

RES HORIZONTAUX 1"
POLO*
ALUMINIUM EN STOCK
COULEURS DÉCORATIVES
PREMIÈRE QUALITÉ

.99	20x64	5.99	20x78	14.99
.99	24x64	8.99	24x78	16.99
.99	27x64	13.99	27x78	24.99
.99	30x64	16.99	30x78	28.99
.99	36x64	23.99	36x78	42.99
.99	38x64	26.99	38x78	44.99
.99	42x64	27.99	42x78	52.99
.99	72x64	56.99	72x78	78.99

TE-PATIO: 78x84 89.99

STORES PLISSÉS
EN TISSUS EN STOCK
7 couleurs en stock

18x45	14.99	18x64	19.99
20x45	16.99	20x64	21.99
23x45	18.99	23x64	22.99
24x45	19.99	24x64	24.99
26x45	20.99	26x64	25.99
27x45	21.99	27x64	27.99
30x45	22.99	30x64	29.99
31x45	23.99	31x64	31.99
35x45	24.99	35x64	32.99
36x45	25.99	36x64	33.99
38x45	26.99	38x64	38.99
40x45	27.99	40x64	41.99
44x45	31.99	44x64	43.99
48x45	33.99	48x64	44.99
54x45	38.99	54x64	49.99
60x45	44.99	60x64	55.99
64x45	55.99	64x64	66.99
72x45	66.99	72x64	77.99

STORES OPAQUES BLANCS
1re QUALITÉ

GRANDEUR	UNI	FRANCE	GRANDEUR	UNI	FRANCE
28½x58	8.99	14.99	55½x82	27.99	34.99
37½x70	12.99	18.99	54½x58	27.99	38.99
37½x82	14.99	20.99	54½x70	28.99	39.99
43½x70	15.99	21.99	73½x58	38.99	39.99
43½x82	17.99	23.99	73½x70	31.99	41.99
48½x70	18.99	24.99	78½x70	48.99	59.99
48½x82	20.99	27.99	85½x70	59.99	78.99
55½x70	23.99	31.99	97½x70	69.99	89.99

POUR PORTE-PATIO: 73¼"x90" 49.99

STORES HORIZONTAUX
EN BOIS VÉRITABLE
Pécan, naturel, cerise ou noyer.

18x45	66.99	18x64	99.99
20x45	70.99	20x64	93.99
22x45	75.99	22x64	99.99
23x45	79.99	23x64	106.99
24x45	88.99	24x64	107.99
26x45	81.99	26x64	108.99
27x45	82.99	27x64	110.99
28x45	90.99	28x64	120.99
30x45	96.99	30x64	126.99
31x45	99.99	31x64	132.99
33x45	103.99	33x64	137.99
35x45	103.99	35x64	143.99
36x45	112.99	36x64	148.99
38x45	114.99	38x64	154.99
40x45	124.99	40x64	165.99
44x45	132.99	44x64	176.99
48x45	148.99	48x64	198.99
54x45	165.99	54x64	220.99
60x45	181.99	60x64	242.99
64x45	190.99	64x64	253.99
72x45	198.99	72x64	264.99

DUVETS D'OISEAU AQUATIQUE
Simple, 21 oz. Super spécial 109.99
Double, 27 oz. Super spécial 139.99
Reine, 36 oz. Super spécial 159.99
Roi, 42 oz. Super spécial 189.99

ENSEMBLES DE DRAPS C.S. BROOKS CANADA
Simple «Wabasso» 13.99
Double «Wabasso» 21.99
Reine «Wabasso» 26.99
Roi «Texmade» 36.99

STORES VERTICAUX, VENITIENS, ET STORES DE TOILE
Achetez-en 5 obtenez-en 2 DE PLUS
Achetez-en 7 obtenez-en 3 DE PLUS
GRATUITS
Moindre ou égale à l'article acheté. Ne jumelée avec aucune autre promotion.

FORMAT GÉANT (polyester/coton double ou Reine) 34.99

NAPPES EN TISSUS OU EN DENTELLE
52"x70", 60" rond, 60"x84", 60x104", 60"x120"
SPÉCIAL 16.99

Non valables ici et ne peuvent pas être jumelés avec aucun autre promotion.

UNE SEULE ADRESSE VASTE STATIONNEMENT GRATUIT
boul. ST-JOSEPH est 259-3500
(St-Michel et Pie-IX)
HEURES D'AFFAIRES OUVERT
Mercredi 9 h 15 à 18 h
Jeudi 9 h 15 à 21 h
Vendredi 9 h à 17 h
CHÈQUES ACCEPTÉS

3 JOURS SEULEMENT
25, 26, 27, OCTOBRE



1890 1990 un siècle de distinction

FOURNIER
PORTE-DOCUMENTS, BAGAGERIES, BOURSES, PORTE-MONNAIES, ARTICLES CADEAUX.

PLACE QUÉBEC — PLACE STE-FOY — GALERIE DE LA CAPITALE — 632, CATHCART — PLACE MONTRÉAL TRUST — CENTRE FAIRVIEW — GALERIES D'ANJOU — PROMENADES ST-BRUNO — CARREFOUR LAVAL — MAIL CHAMPLAIN — CENTRE ROCKLAND — PLACE DU ROYAUME (CHICOUTIMI) — CARREFOUR DE L'ESTRIE (SHERBROOKE).

Votre conjoint ronfle? Ça se soigne, vous savez!

ET VOICI
«LA GRANDE VENTE»
FRANCE B. PRONUPTIA
UNIQUEMENT AU 6832, RUE SAINT-HUBERT
JUSQU'À
50%
DE RABAIS
SUR UN VASTE CHOIX DE
ROBES DE MARIÉE
PAS DE MISES DE CÔTÉ • PAYEZ ET EMPORTEZ

CAROLE THIBAUDEAU

■ Le ronflement, ça se soigne! affirme le docteur Manuel Cosio, pneumologue à l'Hôpital Royal Victoria. «Toute personne émet un léger bruit à chaque respiration, explique le médecin. Mais lorsque ce bruit traverse les murs, on peut se demander s'il n'y a pas lieu de faire quelque chose.»

Prétexte aux rires et aux quolibets, le ronflement n'en est pas moins un problème sérieux, indiquant souvent une maladie cardiaque, l'hypertension, ou l'apnée du sommeil.

L'apnée du sommeil touche beaucoup de ronfleurs sonores. Ce blocage de la respiration dure entre 15 et 90 secondes, ce qui suffit à gâcher le sommeil et mène parfois à la mort par étouffement.

«Il existe un type de ronflement caractéristique de l'apnée du sommeil, explique le docteur Cosio: le témoin entend trois ou quatre ronflements, puis une pause de quelques secondes puis encore quelques ronflements, puis une pause, et ainsi de suite toute la nuit. On croirait parfois qu'un ours est dans la maison. «Pourtant, l'apnée du sommeil se soigne facilement, éliminant du même coup le ronflement, le manque de sommeil et la peur de mourir durant son sommeil», soutient le docteur Cosio.»

Que faire?

La première chose à faire pour contrôler ces vrombissements inopportuns est de consulter un otorhinolaryngologiste (O.R.L.), qui déterminera si le ronflement est dû à une obstruction nasale ou



PHOTO JEAN-YVES LÉTOURNEAU *La Presse*
Le docteur Manuel Cosio.

à un autre élément défectueux de la gorge ou du nez, facile à corriger par une opération.

«Le deuxième élément important, c'est un excès de poids, explique le pneumologue. On ne sait pas trop pourquoi, le ronflement et l'apnée augmentent avec l'obésité.»

Troisième étape: réduire la consommation d'alcool; cela pourait suffire à contrôler le ronflement.

On peut aussi à ce moment insérer une balle de tennis dans le dos du pyjama, ce qui suffit à faire dormir la personne sur le côté ou sur le ventre. «Il y a des ronfleurs positionnels, qui ne ronflent que lorsqu'ils sont sur le dos», explique le docteur Cosio.

«La balle de tennis est un des seuls outils qui fonctionnent, poursuit le pneumologue. Il y a sur le marché plus de 300 gadgets destinés à faire cesser les ronflements. Ce nombre démontre bien qu'aucun n'est vraiment efficace.»

Etude du sommeil

Si les étapes précédentes n'ont pas réussi à enrayer les vibrantes émissions sonores, il reste à faire une étude du sommeil, pour déterminer si le ronflement est simple ou s'il s'accompagne d'une apnée du sommeil.

Un ronflement sérieux sans apnée ni aucune des causes sus-mentionnées est probablement dû à la vibration du voile du palais au passage de l'air. On peut proposer alors au patient une opération qui enlève cette partie vibrante du palais et la luette. «Cette chirurgie est très délicate, et elle ne peut convenir qu'à une minorité de ronfleurs, souligne le docteur Cosio. Le voile du palais aide à avaler et empêche les sécrétions de tomber dans le nez. Il faut faire attention pour ne pas en enlever trop.»

Par ailleurs, une proportion élevée de ronfleurs font de l'apnée, laquelle est très facile à corriger. Lorsque l'on aspire l'air dans les poumons, il se crée une baisse de pression à hauteur de la gorge. Chez les personnes souffrant d'apnée, cette pression négative suffit à coller ensemble les parois de la gorge, amollies par le relâchement nocturne du tonus musculaire, ce qui empêche l'entrée d'air.

La solution? Dormir avec un masque relié à un compresseur d'air, explique le docteur Cosio. L'appareil est très confortable. Il est petit, portatif, peut se brancher sur l'allume-cigarette de la voiture, fonctionner à piles, s'emmener en camping, etc.

«Près de 90 p. cent des gens souffrant d'apnée acceptent de l'utiliser pour dormir, explique le docteur Cosio. Le masque est confortable, et le compresseur est ultra-silencieux. Il procure un sentiment de sécurité au ronfleur ou à la ronfleuse, ainsi qu'à son ou sa partenaire.»

Ménopause

Curieusement, beaucoup de femmes se mettent à ronfler au moment de la ménopause, («allez savoir pourquoi!», dit le docteur Cosio). Pas moins de 40 p. cent d'entre elles ronflent après 50 ans, alors que seulement 15 p. cent de l'ensemble des femmes sont des ronfleuses.

Quant aux hommes, environ 35 p. cent d'entre eux ronflent, et ce pourcentage grimpe à 60 p. cent à l'âge de 40 ans.

De nombreux diabétiques pourraient éviter la cécité

C'est ce que soutient l'Association des ophthalmologistes du Québec

PIERRE GINGRAS

■ De nombreux diabétiques pourraient éviter la cécité par de simples visites régulières chez leur médecin, soutient l'Association des ophthalmologistes du Québec.

Le regroupement de médecins spécialistes, en conférence de presse hier pour le lancement d'un dépliant sur la cécité à l'intention des 300 000 victimes québécoises du diabète, soutient que la prévention peut sauver les yeux de centaines de patients.

Les problèmes d'assimilation du sucre que vivent les diabétiques provoquent souvent l'apparition de vaisseaux sanguins anormaux sur la rétine de l'oeil. Appelée rétinopathie diabétique par les médecins, l'anomalie n'est pas perceptible par le malade mais le diagnostic est facile à établir pour quelqu'un du métier. La rétinopathie est la plus fréquente cause de cécité chez les gens de 20 à 70 ans en Amérique du Nord. C'est à partir de cette étape que l'évolution de la maladie doit faire l'objet d'une attention suivie. Il est alors fréquent que les vaisseaux prolifèrent à l'intérieur de l'humeur vitrée de l'oeil. Très sensibles, ces vaisseaux provoquent en éclatant une hémorragie qui entraîne la cécité.

Si le diagnostic est posé à temps, on peut recourir à la technique du laser et détruire par ce rayon, sans perturber la vue patient, les vaisseaux qui prolifèrent. En cas d'hémorragie, on peut aussi remplacer entièrement l'humeur vitrée de l'oeil et rendre au malade une vue très améliorée: c'est la vitrectomie. Toutefois, et comme avec la plupart des autres problèmes de santé, il faut intervenir le plus rapidement possible.

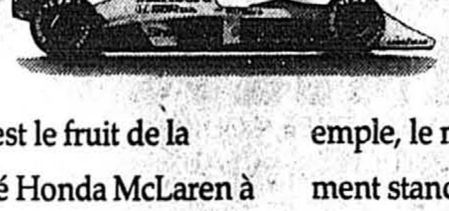
Plus de 200 diabétiques sont frappés de cécité totale chaque année au Québec, et l'on estime que 60 p. cent de ces cas pourraient être évités si les diabétiques maintenaient un contrôle serré de leur diabète en plus de subir régulièrement un examen ophthalmologique. Les médecins considèrent que 85 p. cent des malades atteint de diabète en bas âge (diabète junévile, de catégorie 1) souffriront de réthinopathie dans les 15 ans qui suivront.

COMBIEN DE BERLINES SONT DE LA RACE DES FORMULE 1?



La berline Integra GS 1991 est représentée avec un déflecteur offert en option.

IL EXISTE une seule autre voiture qui puisse se comparer à l'Integra 4 portes 1991. Mais elle coûte beaucoup plus et elle ne possède pas quatre portes (en fait, elle n'en a aucune). La voiture dont il s'agit est la voiture de Formule 1 Honda McLaren. Et la comparaison n'est pas exagérée, au contraire.



Le moteur de haute technologie de l'Integra est le fruit de la même équipe qui a mené Honda McLaren à la victoire lors du Championnat des constructeurs de Formule 1 au cours des quatre dernières années.

En effet, toutes les grandes caractéristiques de la berline Integra sont issues de la Formule 1. Une puissance de 130 chevaux. Deux arbres à cames en tête. L'injection programmée de carburant. Les quatre soupapes par cylindre. La suspension à double fourchette indépendante inspirée des voitures de course. En plus, vous découvrirez plusieurs autres avantages que nos voitures de Formule 1 n'ont pas. Par exemple, le modèle GS comprend, en équipement standard, un système de freins antiblocage et le climatiseur. Et en option, le recouvrement de cuir.

Pour les ingénieurs Acura, la berline Integra 1991 n'est qu'une réussite parmi tant d'autres. Et pour ceux qui pensent que berline et somnifère sont synonymes, eh bien! réveillez-vous. L'Integra fait exception à la règle. De plus, vous pouvez vous l'offrir à partir de seulement 16 995 $.* Venez en piloter une et vous verrez qu'elle a autant de tempérament que notre voiture de Formule 1.

*Pour de plus amples renseignements sur l'Integra et sur la garantie Acura de 5 ans/100 000 km,** les concessionnaires et le Plan AcuraBail,*** composez sans frais le 1 800 263-2828.*

ACURA
LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE
Votre vie tient à votre ceinture.

*P.D.S.C. à partir de 16 995 $ pour une berline Integra RS 1991 avec boîte manuelle à 5 vitesses. Le prix ne comprend pas les frais d'immatriculation et de transport, ainsi que la taxe de vente provinciale. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. **Le premier, selon le cas échéant. ***Un service Acura authentique offert par Honda Canada Finance Inc.

ACURA
PRESTIGE ACURA
3700 Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234
ACURA PRÉSIDENT
4648 Boul. St. Jean N., Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991
LUCIANI ACURA
4040 Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344
LES GALERIES ACURA
7100 Boul. Métropolitain E., Anjou Tél.: 354-8811

Les hôpitaux et les DSC s'opposent à la publicité sur l'alcool

■ L'Association des hôpitaux du Québec et les Départements de santé communautaire du Québec (DSC) estiment que la publicité sur l'alcool que s'apprête à permettre sur une grande échelle le CTRC, à la demande des distilleurs canadiens, favorisera le phénomène de surconsommation. Selon les DSC, il existe «suffisamment d'indices liant l'impact de la publicité et la consommation d'alcool pour recommander au CRTC le statu quo concernant la règlementation qui interdit la radiodiffusion des messages publicitaires sur les spiritueux.» Toujours selon les DSC, il existe une corrélation entre la quantité de messages recus et la concommation excessive d'alcool, responsable notamment de 50 p. cent des décès sur les routes du Québec.



AVEZ-VOUS ENVIE DE SAVOIR COMMENT CERTAINS CIMETIÈRES DIFFÈRENT DES AUTRES? BIEN SÛR QUE NON... ET C'EST BIEN NATUREL. MAIS PUISQUE LA QUESTION EST POSÉE PRÉCISONS QUE NOS CIMETIÈRES N'ONT RIEN À VOIR AVEC LES AUTRES PUISQU'ILS SONT EN FAIT DE GRANDS JARDINS OÙ L'ON RETROUVE, EN UN MÊME LIEU, CHAPELLE, SALLE D'EXPOSITION, SALLE DE RÉCEPTION, COLUMBARIUM, MAUSOLÉE, DE MÊME QUE LES SERVICES DE CRÉMATION ET D'INHUMATION TRADITIONNELLE. SI VOUS DÉSIREZ EN SAVOIR PLUS LONG SUR **LE PARC COMMÉMORATIF DE MONTRÉAL, LES JARDINS LAURENTIDE DE ST-HUBERT** OU **LE PARC DU SOUVENIR DE LAVAL,** COMPOSEZ LE 932-2225 POUR NOUS REJOINDRE. URGEL BOURGIE

NE MANQUEZ PAS
LE SALON DU TIMBRE ET DE LA MONNAIE
DE MONTRÉAL
Vendredi 26 octobre de 10h à 21h
Samedi 27 octobre de 10h à 18h
Dimanche 28 octobre de 10h à 17h
OUVERT AU PUBLIC — ÉVALUATION — ACHAT — VENTE
+ SECTION DE CARTES SPORTIVES
● Plus de 75 tables de bourses
● Stand de la Société des postes
● Stand de la Féd. Qué. de Philatélie
● 3 importants encans (monnaie vendredi à 16h) (timbres vendredi à 19h30) (monnaie samedi à 13h)
● Stand de la monnaie royale du Canada
LE SALON SE TIENDRA AU 201, avenue Viger Ouest Montréal (Québec) H2Z 1X7 Canada
METRO Place d'Armes
Palais des Congrès de Montréal
Renseignements: Serge Laramée 449-1888
ENTRÉE 13$ GRATUIT 12 ANS ET MOINS

Étalement urbain autour de Montréal: les urbanistes réclament une action mieux ordonnée

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Montréal, métropole du Québec, est une région qui souffre d'un grave problème d'étalement urbain et celui-ci ne se réglera pas par la création d'une nouvelle superstructure régionale qui fera concurrence au pouvoir du gouvernement.

Les urbanistes oeuvrant dans les principales universités du Québec ont exprimé ce point de vue hier lors du déjeuner causerie organisé par l'INRS-Urbanisation.

Cette rencontre portait sur le sujet du partage des pouvoirs entre les administrations municipales de tous les échelons et le gouvernement du Québec responsable des affaires municipales. Elle était animée par M. Hubert Simard, conseiller municipal associé au cabinet du Comité exécutif de la Ville.

Les quatre panelistes, tous professeurs d'urbanisme, ont convenu que la solution au problème de la concertation, en matière d'aménagement urbain, ne se trouve pas dans la création d'un nouvel organisme, «une superadministration métropolitaine» de planification, qui coifferait les Communautés urbaines. La situation politique du Québec, ne se prête pas, selon eux, à un pareil abandon, par l'Etat, d'une partie de ses responsabilités.

La solution se trouve plutôt dans la mise en place de meilleurs «mécanismes de gestion» dans lesquels les représentants du gouvernement seraient directement impliqués. Ces mécanismes prendraient alors mieux en compte les graves enjeux auxquels le Québec est actuellement confronté.

Du reste, a soumis M. Mario Polèse, de l'INRS, certaines grandes villes — Los Angeles par exemple — fonctionnent très bien sans être administrées par des systèmes régionaux tels les Communautés urbaines.

La plupart des participants ont déploré que le gouvernement du Québec ait jusqu'ici failli à sa tâche de contrôler le développement périurbain des grandes villes. L'OPDQ, par exemple, a été morcelé, et ne peut plus jouer son rôle de modérateur en aménagement urbain. Les ministères, eux, n'agissent pas en concertation en fonction des grands enjeux.

L'enjeu principal, a dit M. Robert Pétrelli, de l'UQAM, est justemment l'étalement urbain de la périphérie de Montréal. Le Québec, a-t-il dit franchement, ruine Montréal en permettant que sa périphérie s'étende jusqu'aux Basses-Laurentides. Montréal, a-t-il dit, perd ainsi sa «masse critique». Les systèmes de transport, par exemple, a-t-il précisé, avaient été conçus pour une population de trois millions d'habitants. La population actuelle de la Communauté, ne compte que 1,6 millions et n'arrive pas à rentabiliser le système.

Au lieu de penser à créer une super-administration métropolitaine pour régler cette question, a précisé M. Pétrelli, il faudrait créer un «mécanisme léger».

Selon cette formule, le gouvernement créerait une administration de coordination et de concertation des organismes existants. Il s'agirait donc d'une opération conjointe, fondée sur une entente intergouvernementale. Celle-ci donnerait le pouvoir de procéder à des mises en oeuvre et permettrait d'assurer un suivi.

Le professeur Polèse a soumis que la bataille de l'étalement est quasiment perdue. Mais il a précisé que, si on veut agir pour protéger la métropole, il faudra bien faire payer aux citoyens de la périphérie le coût réel de leur choix. Le prix des autoroutes, par exemple, n'est pas pris en compte et il y faudrait qu'il le soit.

Son collègue Pétrelli, plus optimiste, a dit qu'avec le nouvel organisme «léger» dans lequel les ministères seraient représentés, il sera possible d'orienter le développement pour consolider Montréal.

Tous se sont entendus, en tout cas, pour dire que, si le gouvernement veut agir, il devra se rendre compte que la construction des grands ouvrages, des infrastructures, est déterminante dans le développement des villes. Le professeur Pétrelli a rappelé à cet égard que la construction de l'autoroute Ville-Marie a contribué à vider Montréal d'une partie de ses forces vives.

Mmes Marie-Odile Trépanier, de l'Université de Montréal et Jeanne Wolfe, de l'Université McGill, également présentes, ont exprimé des opinons semblables.

THERMOPOMPES
ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60%
SUR LES COÛTS DE CHAUFFAGE
Marques réputées fabriquées par
■ LENNOX
■ CARRIER
■ YORK
■ RHEEM
■ ARMSTRONG
■ MITSUBISHI
■ et plusieurs autres
SPÉCIAL 3595$ 2 TONNES
APPELEZ LE SEUL CENTRE D'ESCOMPTES DE THERMOPOMPES À MONTRÉAL
Offre valable jusqu'au 31 octobre 1990
ECONO-TECH 733-1414

S.C.I.B.'90
Le Salon Canadien de l'informatique et de la bureautique - S.C.I.B.'90, c'est plus que des ordinateurs...
-c'est l'*INFORMATION* avec les tous derniers produits de plus de 200 exposants.
-c'est l'*ÉDUCATION* avec plus de 30 conférences gratuites durant le salon.
-c'est l'*INNOVATION* avec deux sections spéciales, le Pavillon du Logiciel et le carrefour Unix.
-c'est la *PARTICIPATION* avec le concours «La Carte Gagnante» et plus de 20 000$ en prix à gagner.
-c'est à propos d'*AFFAIRES* et c'est à propos de vous!
DATES ET HEURES
Mardi 23 octobre, 11 h - 20 h
Mercredi 24 octobre, 11 h - 20 h
Jeudi 25 octobre, 11 h - 18 h
Réservé aux gens d'affaires et professionnels âgés de 18 ans et plus.
S.C.I.B.'90
Les 23, 24 et 25 octobre 1990
Palais des Congrès de Montréal
Pour plus d'information appelez la
LIGNE INFO-S.C.I.B. : 270-4795
Expositions industrielles et commerciales inc.
1057 avenue Laurier ouest Outremont, Québec H2V 2L2

● FAILLITE ● LIQUIDATION ● FAILLITE ●
FAILLITE
«3 DERNIERS JOURS À NE PAS MANQUER!»
VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR pour dames «VALENTIA inc.» de 70% à 90% DE RABAIS SUR TOUT
1 000 MANTEAUX D'HIVER Ord. 150 à 250 SPÉCIAL $49 à $69
1500 JUPES et PANTALONS Ord. 40 à 135 SPÉCIAL $8
LIQUIDATION BELEC INC.
4349, rue ST-DENIS (angle Marie-Anne) Montréal
Jeudi et ven.: 10h à 21h
Samedi: 10h à 17h

SOYEZ PRÉVOYANT!
ACHETEZ VOS NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
Les nouvelles Obligations d'épargne du Canada constituent un placement intéressant, car elles sont:
Profitables
La nouvelle émission rapporte 10¾ % la première année. Pour chacune des années suivantes jusqu'à l'échéance, en 2002, le taux d'intérêt annuel de cette émission sera déterminé et annoncé au moment du lancement de la nouvelle émission.
Les Obligations d'épargne du Canada vous offrent un taux d'intérêt concurrentiel. De plus, ce taux est garanti tout au long de l'année.
Pour l'année commençant le 1er novembre 1990, le taux de 10¾ % s'appliquera également aux émissions en cours, soit les émissions S 39 de 1984 à S 44 de 1989 inclusivement.
Sûres
Les Obligations d'épargne du Canada sont garanties par le gouvernement du Canada.
Encaissables en tout temps
Vous pouvez encaisser vos nouvelles obligations n'importe quand. Si vous les encaissez à compter du 1er février 1991, vous en toucherez la valeur nominale plus les intérêts courus depuis le 1er novembre 1990.

Vous qui savez prévoir...
rappelez-vous que cette année, les Obligations d'épargne du Canada sont en vente du 18 octobre au 1er novembre inclusivement. Pour tout achat d'obligations effectué au cours de cette période, le paiement pourra être daté du 1er novembre.
10¾ % LA PREMIÈRE ANNÉE
Ne tardez pas!
Vous n'avez que jusqu'au 1er novembre inclusivement pour acheter vos nouvelles Obligations d'épargne du Canada.
L'émission S 38 de 1983 arrive à échéance le 1er nov. de cette année.
Si vous détenez des obligations de l'émission S 38 de 1983, il est temps de les encaisser, car elles ne rapporteront plus d'intérêt après le 1er novembre prochain.
Profitez-en pour en acheter de nouvelles.
Les Obligations d'épargne du Canada
Canada
EN VENTE JUSQU'AU 1er NOV.
SAVOIR PRÉVOIR

Île de Montréal

Une francophone à la mairie de Beaconsfield?



FLORIAN BERNARD

Une femme d'affaires, présidente d'une société de consultants en environnement, Mme Anne-Marie Parent, brigue les suffrages à la mairie de Beaconsfield. Déjà membre du conseil, Mme Parent mène campagne contre un collègue, le conseiller Roy Kemp. La lutte s'est engagée à la suite de la décision de la mairesse, Mme Patricia M. Rustad, de ne pas solliciter un renouvellement de mandat. Mme Parent, une francophone parfaitement bilingue, établie à Beaconsfield depuis 14 ans, propose une politique d'acquisition et de préservation des espaces verts. Elle veut aussi entreprendre une révision du zonage de certains secteurs de la ville, favoriser l'accès au lac Saint-Louis, développer le caractère historique et culturel de certains quartiers, conserver le caractère résidentiel de Beaconsfield, développer le civisme chez les jeunes au moyen de programmes communautaires, et donner davantage de poids à la représentation de la ville auprès de la CUM. Son adversaire, le conseiller Roy Kemp, s'est fait élire avec l'équipe du maire Rustad, en 1986. La population de Beaconsfield est d'environ 20 000 citoyens. Quelque 28 p.cent des résidants sont francophones. Les assemblées du conseil se déroulent généralement uniquement en anglais.



Anne-Marie Parent

SIX PARTIS PERDENT LEUR AUTORISATION

■ Parce qu'ils n'ont pas produit un rapport annuel, ou encore parce qu'ils n'ont pas un nombre suffisant de candidats dans la présente campagne électorale, six partis politiques du territoire de la CUM viennent de perdre leur autorisation. Il s'agit de l'Alliance démocratique de Montréal, Action locale et municipale de Montréal-Nord, Action Saint-Laurent, Action municipale de Saint-Léonard, Equipe démocratique de Saint-Léonard et Unité de Saint-Léonard. Cette décision a été rendue publique par le directeur général des élections du Québec, Me Pierre-F. Côté. La loi prévoit qu'un parti, pour conserver son accréditation, doit présenter des candidats à au moins un tiers des postes de conseillers. En perdant leur autorisation, ces partis ne peuvent profiter du financement partiel de leur campagne par les fonds publics.

ROUSSEAU VEUT UNE POLICE À ST-LAURENT

■ Candidat à la mairie de Saint-Laurent, M. Rodolphe Rousseau préconise un plus grand pouvoir d'intervention des maires de banlieue au sein de la CUM, surtout dans le domaine de la sécurité publique. Tout en reconnaissant que l'intégration des forces de police a eu ses bons côtés, il estime que les villes y ont perdu en ce qui touche la prévention locale et la jeunesse. Selon lui, une grosse administration centrale de la police a tendance à l'éloigner du citoyen. Les villes de banlieue, soutient-il, ne peuvent abdiquer complètement leurs responsabilités dans le domaine de la sécurité publique. S'il est élu, le candidat Rousseau s'engage à créer un service local d'agents de la paix qui patrouilleront les rues et les parcs et les autres endroits particulièrement menacés par la criminalité. Cette «police parallèle» — qu'il n'ose qualifier de ce nom — devra travailler, soutient-il, en collaboration avec la police de la CUM. Rappelons que dans le passé, ces services de policiers «auxiliaires» ont suscité de nombreuses critiques de la part de la Fraternité des policiers de la CUM.

CONTROVERSE À MONTRÉAL-NORD

■ Les candidats de l'opposition sont furieux. Invoquant un règlement municipal, l'administration du maire Yves Ryan a interdit l'installation d'affiches électorales sur les terrains et les propriétés de la ville. L'un des candidats de l'opposition, M. Richard Labrie, de Collectivité Montréal-Nord, a dénoncé cette mesure, qu'il assimile à un refus de démocratiser l'administration. Il soutient qu'au cours des dernières élections provinciales, le candidat libéral Marcel Parent a installé ses affiches sur le domaine public, sans que personne ne fasse interdiction. «Un poids, deux mesures?» s'est-il demandé. M. Labrie affirme, en outre, que Montréal-Nord est l'une des rares villes à imposer un tel règlement durant une campagne électorale.

LE MAIRE DE LaSALLE PRÉPARE SON ÉLECTION DE... 1991

■ L'Action civique de LaSalle est déjà en pleine préparation de la campagne électorale de l'automne 1991. Le parti, dont le chef est le Dr Michel Leduc, maire de LaSalle, vient d'adopter un programme élaboré par ses membres. Une campagne de fonds avec un objectif de 25,000 $ est également en cours. Fondé en 1979, le parti de l'Action civique a pris le pouvoir en 1983, en faisant élire son chef et neuf conseillers. Le Dr Leduc avait alors fait mordre la poussière au maire Gérald Raymond. Réélue en 1987, l'équipe compte toujours neuf membres au conseil. La présidente du parti, Mme Isabelle Cyr, n'a que 22 ans. La moyenne d'âge des membres du conseil d'administration se situe à moins de 35 ans, ce qui a fait dire au maire Leduc que «le parti est jeune, mais vieillit bien».

PAQUET PROPOSE UNE POLITIQUE FAMILIALE À SAINT-LAURENT

■ Dauphin du maire Marcel Laurin et candidat à la mairie de Saint-Laurent, le Dr Bernard Paquet promet d'instaurer, s'il est élu, une véritable politique de la famille. Lui-même médecin de famille depuis plus d'un quart de siècle, il soutient que les villes doivent être administrées prioritairement en fonction de la protection, de l'épanouissement et des besoins des familles. Le Dr Paquet souligne que diverses mesures seront adoptées dans tous les services — loisirs, hygiène et santé, développement communautaire, sécurité publique, etc — favorisant le bien-être des familles. Une consultation publique aura lieu, cet hiver, précédant l'adoption, au printemps 1991, d'un programme précis en fonction des familles.

LE MAIRE DE HAMPSTEAD EST RÉÉLU

■ Rien ne change à Hampstead. Les citoyens de la petite ville de Hampstead, aux limites de Montréal et de Mont-Royal, viennent de réélire, par acclamation, le maire Irving L. Adesky. Ce n'est pas nouveau. Depuis un quart de siècle, il n'y a eu que trois maires à Hampstead, tous élus ou réélus, sauf une seule fois, par acclamation. Le maire Adesky a succédé au maire Stuart M. Finlayson, au décès de ce dernier, il y a une dizaine d'années. Hampstead est sûrement la localité la plus conservatrice du Québec. C'est l'une des seules qui ne tolère aucun commerce sur son territoire, même pas un dépanneur ou une station d'essence. Tous les citoyens de Hampstead se rendent à Montréal ou à Mont-Royal pour faire leurs achats, même les plus usuels, comme la nourriture.

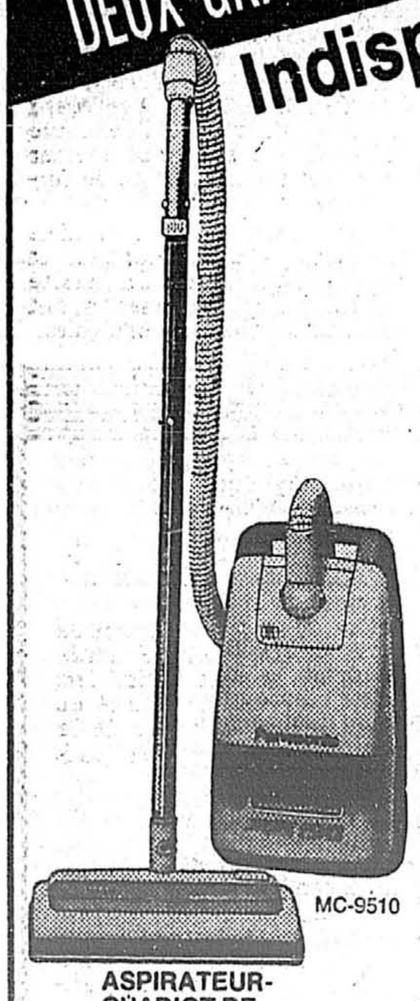
Panasonic

DEUX GRANDS ATOUTS! LA PUISSANCE ET LE PRIX

Indispensable lors du ménage automnal

TRIPLE SYSTÈME DE FILTRATION EXCLUSIF

● Protège le moteur ● Emprisonne la poussière dans le sac ● Bouche de raccord d'accessoires pour nettoyage des murs et plafonds ● Silencieux et léger ● Agitateur de 30 cm avec 4 brosses conçu pour le nettoyage le long des plinthes sur 1 côté ● Moteur de 600 watts ● Tête autoréglable selon la hauteur des fibres du tapis ● Dégagement rapide du fil ● Pare-chocs sur tout le pourtour.



MC-9510

ASPIRATEUR-CHARIOT DE 1 100 WATTS

- Moteur de 1 100 W
- Triple système de filtration exclusif
- Agitateur en métal de 35 cm (14 po).
- Tuyau souple pivotant sur 360°.
- Compartiment pour accessoires dissimulé
- Rappel automatique du fil d'alimentation.
- Indicateur de sac plein
- Bouche d'échappement/ souffleur.
- Pare-chocs
- Nettoyage facile des plinthes

449,95$*



MC-5111

229,95$*

TOUT-USAGE, PRATIQUE ET AUCUN SAC DE RECHANGE NÉCESSAIRE!

- Raccordement facile d'accessoires
- Accessoires fournis
- Léger, compact et à encombrement réduit
- Puissant moteur 190 watts
- Aucun sac



HV-1000C

Seulement! 129,99$*

*Les détaillants peuvent vendre à prix moindre

Achetez auprès d'un détaillant Panasonic agréé.

Protégez vos droits et vos intérêts.

Les Aspirateurs Lachine — Galeries Lachine, 2774, Remembrance, Lachine, Quebec — Tel.: 634-3359

Centre Singer — Place Longueuil, 825, St-Laurent Ouest, Longueuil, Quebec — Tel.: 677-8943

Centre Singer — Place Versailles, 7275, Sherbrooke Est, Montreal, Quebec — Tel.: 354-5654

Aspirateur Sanitizer de Montréal Inc. — 4812, rue St-Denis, Montreal, Quebec — Tel.: 842-4473

La violence à l'endroit des femmes et des enfants augmente au Québec

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ La violence, au Québec, se manifeste de façon de plus en plus brutale et les citoyens doivent se mobiliser pour la combattre.

C'est le message que les groupes d'aide aux victimes de violence ont livré hier au cours d'une conférence de presse.

Les représentants de sept sociétés sans but lucratif, qui portent secours de diverses manières aux personnes en difficulté, les femmes et les enfants battus, notamment, étaient réunis à l'invitation du Comité intersyndical de Montréal.

Le porte-parole du Comité, Mme Michèle Brouillette, a expliqué que la rencontre avait pour objet de convaincre la population de participer activement à la Semaine internationale du désarmement et de la paix, et à la Marche pour la Paix.

La Marche aura lieu dimanche à 12h30 à partir du parc Lafontaine. Elle est organisée par le Comité régional intersyndical. Celui-ci est formé de représentants du Conseil central de Montréal (CSN), du Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (FTQ) et l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal (CEQ).

Les représentants des groupes d'entraide, le comédien Yvon Deschamps en tête, ont tous signalé que, pour diverses raisons qui concernent le changement des valeurs, la violence, particulièrement celle faite aux femmes, a un caractère de plus en plus brutal.

Gisèle Lemay représente la Maison d'hébergement pour les victimes de violence conjugale. Elle a signalé qu'il existe 300h000 hommes violents, au Québec, et que 87 p. cent des victimes d'actes violents sont des femmes. Selon elle, la cause de cette violence est un désir de la gent masculine de maintenir son pouvoir.

Le comédien Deschamps est depuis longtemps actif au sein du groupe Le Chainon qui a vocation de venir en aide aux femmes en difficulté. Il a dit avoir noté que, depuis trois ans, «la violence est plus forte et plus horrible».

Il a par ailleurs apporté l'exemple de ses propres enfants, deux jeunes filles de 10 et 11 ans, qui ont été «violentées», prises à partie par des jeunes gens à Westmount. Ce fait prouve, a-t-il soumis, que la violence n'a pas de frontières et frappe partout.

Alain Jean-Bart représente SOS Racisme. La vague récente du parrainage des femmes et des enfants des immigrants, a-t-il signalé, contribue à renforcer la vague de violence. Le parrainage particulier des femmes, a-t-il soumis, est «une forme d'esclavagisme». Les femmes parrainées par leurs proches, en bien des cas, a-t-il dit, sont victimes d'un «transfert du système patriarchal». Elles deviennent ainsi émotivement dépendantes et objet de violence. Par ailleurs, a-t-il ajouté, la violence chez les jeunes immigrants est en forte augmentation.

Le représentant de l'Alliance des professeurs, M. Denis Grenon, a pour sa part signalé un phénomène nouveau. Dans les classes, a-t-il déploré, les enseignants sont fréquemment menacés de violence par leurs élèves.

800 scènes de violence par semaine à la télé

■ Les jeunes assistent en moyenne à 800 scènes de violence par semaine à la télévision!

Cette seule donnée motive la campagne de prévention que vient de lancer le nouvel organisme TROP (Travail de réflexion pour les ondes pacifiques), créé il y a six mois à la suite des tragiques événements de la Polytechnique.

«Cette tragédie a ouvert les yeux brusquement sur toute la violence qui germe dans notre société», affirme le comédien René Caron, qui parraine le mouvement. Selon lui, la violence est omniprésente dans les médias et la culture québécoise.

«Alors qu'on s'efforce de plus en plus à sensibiliser les gens à l'importance d'une société pacifique, comment expliquer que nous laissions les télédiffuseurs projeter des films comme Rambo, Commando, Le Prédateur, et des émissions telles que Transformeurs, Miami Vice, Ninja Turtles dans lesquelles la violence est banalisée, voire glorifiée...», se demande les leaders de l'organisation.

La violence, selon TROP, se retrouve aussi dans les jeux électroniques (Nintendo, par exemple), les vidéos clips, les livres, les revues et les journaux. En bref, son programme d'action est le suivant:

- une pétition est présentement en circulation pour repousser à 21 h 30 les films trop violents pour les enfants;

- on prépare aussi un sondage auprès des jeunes pour la remise des trophées Toxique et Pacifique aux deux émissions de télévision jugées respectivement la plus condamnable et la plus louable.

DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DE LA PRÉVENTION DU CRIME

La Presse ET Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, Direction de la formation à distance

VOUS PROPOSENT TOUS LES JOURS DU SAMEDI 3 AU SAMEDI 10 NOVEMBRE 1990

SÉCURITÉ ET PRÉVENTION DU CRIME

À VOUS DE JOUER

Samedi 3 novembre
— En sécurité chez soi
— Comment répondre à la porte
— Comment répondre au téléphone
— Avant de partir
— S'entraider entre voisins
— Le nécessaire inventaire

Dimanche 4 novembre
— Vol de sac à main
— Au restaurant
— Dans la rue
— Au guichet automatique
— Les cartes de crédit
— Les enfants aux toilettes
— Les marchands d'aubaines

Lundi 5 novembre
— L'automobile, une cible convoitée
— Le vol dans l'auto
— La bicyclette
— Les skis
— L'incendie criminel

Mardi 6 novembre
— La sécurité au travail
— Le vol interne
— Les fraudes par chèques (petits commerces)
— La publicité sympathique

Mardi 6 novembre (suite)
— Le vol à l'étalage
— Le vol à main armée
— La sécurité informatique

Mercredi 7 novembre
— La violence familiale
— L'impact sur les enfants
— L'inceste
— L'exploitation sexuelle des enfants
— Le viol
— La sécurité des aînés

Jeudi 8 novembre
— Drogues
— Vandalisme
— Transports publics
— Prostitution des mineurs

Vendredi 9 novembre
— En voyage
— Voyager seul(e)
— Recel

Samedi 10 novembre
— Éclairage
— Portes
— Des serrures de qualité
— Fenêtres
— Burinage
— Systèmes d'alarme

Une collaboration de: Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation, Direction de la formation à distance; Gouvernement du Québec, Ministère de la Sécurité publique, Direction de la prévention; Vidéotron; Vidéo Indem; Ville de Montréal; Collège Marie-Victorin; La Presse



Empiècement avec pli au dos

A. Gold & Sons — DEPUIS 1899

La seule caractéristique démesurée de ce trench d'hiver c'est le rabais incroyable de 117$

Incroyablement léger. Incroyablement confortable au volant. Incroyablement élégant et chaud. À un prix incroyablement intéressant.

Seulement 128$

ORDINAIRE 245$ ● Vert forêt ● Olive ● Noir

VOUS ÉPARGNEZ 117$ ● Petit ● Moyen ● Grand

Remarquez ces caractéristiques spéciales: doublure couturier amovible, grande poche intérieure, épaulettes, poches latérales; taille et poignets ceinturés; extérieur 100% coton; empiècement avec pli au dos, style contemporain à double boutonnage.

● MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD ● CENTRE ROCKLAND ● 960, STE-CATHERINE OUEST ● LA PLACE VERTU ● FAIRVIEW POINTE-CLAIRE ● GALERIES D'ANJOU ● PROMENADES ST-BRUNO ● CARREFOUR LAVAL

Cartes American Express, Visa, MasterCard, Diners, Carte Blanche et A. Gold & Sons.

Neuf partis se font la lutte aux élections scolaires sur l'île de Montréal

MARIE-FRANCE LÉGER

■ L'échéance se rapproche pour les élections scolaires du 18 novembre. Hier, à la clôture officielle de la période de mise en candidature des équipes, on dénombrait neuf partis dans les huit commissions scolaires de l'île de Montréal.

C'est la première fois que la loi permet la formation d'équipes aux élections scolaires. Il faudra toutefois attendre jusqu'au 4 novembre pour connaître tous les candidats.

Dans Sainte-Croix, deux équipes se feront la lutte: l'Équipe scolaire de Sainte-Croix et l'Équipe des écoles. Jérôme Le Royer présente également deux équipes: le Parti de la réussite et le Parti de l'alliance Jérôme le Royer-Saint-Léonard. Dans Sault-Saint-Louis, le Groupe pour l'école logique/Group for logical education s'est fait connaître à la toute dernière minute.

A la commission catholique de Verdun (CSCV), deux équipes au nom alambiqué s'affrontent. Il s'agit de l'Équipe pour la promotion des valeurs éducatives et catholiques de Verdun et du Regroupement pour une liberté d'action et d'intervention des valeurs éducatives. Finalement, dans la plus grosse commission scolaire de l'île, la CECM, deux équipes veulent obtenir la faveur des électeurs: le Regroupement scolaire confessionnel (RSC) de Michel Pallascio et le Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO) de Kenneth George.

La Commission des écoles protestantes du grand Montréal (CEPGM), la commission Baldwin-Cartier et le Lakeshore ne présenteront aucun parti.

La loi 106, adoptée en juin 1989, apporte plusieurs changements notables par rapport aux élections scolaires de 1987. Sur l'île, le nombre de commissaires augmente passant de 104 à 152. La CECM est maintenant découpée en 21 circonscriptions au lieu de 19. La CEPGM passe de 15 à 21.

Autre nouveauté: les élections se tiendront tous les quatre ans au lieu de tous les trois ans comme précédemment.

Un électeur qui n'est pas inscrit sur la liste pourra quand même voter le jour du scrutin s'il est accompagné de deux personnes inscrites dans la même circonscription.

Une semaine avant le 18 novembre les électeurs peuvent voter par anticipation.

Les candidats seront remboursés pour leurs dépenses électorales s'ils totalisent 20 p. cent du vote exprimé: $0.25 par électeur jusqu'à un plafond de 3000 $. Et $0.10 par électeur jusqu'à 500 $ si le vote se fait par acclamation.

Par ailleurs, la mise à jour des listes électorales montre que 100000 personnes manquent à l'appel par rapport à 1987. Il y a trois ans 1 041 878 électeurs s'étaient inscrits alors qu'on en compte environ 940000 cette année.

Quatre commissions sur huit ont préféré cette fois-ci appliquer d'autres moyens de recensement. Ce sont la CEPGM, la commission du Lakeshore, les commissions Baldwin-Cartier et Jérôme Le Royer. Elles ont opté pour l'envoi par la poste de cartes-réponse plutôt que pour le porte à porte. Certaines ont également consulté les listes de la dernière élection scolaire.

A Lakeshore cette année, il n'y a plus que 3118 électeurs inscrits alors qu'en 87 on en comptait près de 37000. La différence est énorme. «Nous trouvons que c'est beaucoup plus efficace. Il y aura finalement le même nombre de personnes qui voteront cette année qu'il y a trois ans», a expliqué hier le secrétaire général de la commission, William Stockwell. Seules trois commissions de l'île de Montréal, Jérôme le Royer, Sainte-Croix et Verdun, ont vu une augmentation du nombre de leurs électeurs.

Jérôme-Le Royer a une meilleure note aux examens du ministère

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Les élèves de secondaire 5 de la commission scolaire Jérôme-Le Royer commencent doucement à remonter la pente après avoir écopé des pires résultats aux examens du ministère de l'Éducation en 1989. Pour les examens de juin dernier, le taux de réussite des élèves a grimpé de 6 p. cent, passant de 70.14 p. cent à 76.46 p. cent.

Pour redorer son blason passablement terni l'hiver dernier, la commission s'est dépêchée à faire connaître cette amélioration. Il reste que son réseau anglais est beaucoup plus fort que son réseau français puisqu'il détient un taux de réussite de 90.53 p. cent.

Malgré cette belle remontée, Jérôme-Le Royer est toujours en dessous de la moyenne provinciale sur le plan de la formation générale. Au Québec, le taux de réussite aux examens du ministère est de 82.66 p. cent. Et la commission scolaire Le Royer n'est pas encore parvenue à égaler sa moyenne de 1988.

Pour le président de la commission, M. Joseph Morselli, cette «augmentation spectaculaire» est le fruit du plan d'action mis de l'avant par le milieu scolaire et intitulé: «Bâtir ensemble le succès de l'élève».

On ne connaît habituellement pas avant le mois de décembre les rangs occupés par toutes les commissions scolaires du Québec. Il faudra donc attendre pour savoir où se situe maintenant Jérôme-Le Royer dans la classification générale.

Les employés récupèrent le surplus de leur fonds de pension

■ Le syndicat des ex-employés de la compagnie Pierre Moreault ltée, l'ancien distributeur Molson pour la région de Hull, vient de remporter une importante victoire en Cour supérieure.

Le syndicat, affilié aux Teamsters, a en effet réussi à récupérer le surplus accumulé du fonds de pension des ex-travailleurs de cette entreprise que l'employeur avait tenté de conserver à la suite de la liquidation de la firme.

Pierre Moreault ltée avait cessé ses activités en juin 1986 et licencié tous les travailleurs, qui avaient alors été embauchés par le nouveau distributeur, Les Entreprises Molson. Dans son rapport de terminaison, l'actuaire avait recommandé que le surplus du fonds de pension, qui atteignait 116636 $ soit remis à l'employeur.

Selon le syndicat des Teamsters, ce jugement constitue un précédent au Québec.

L'épineuse question des surplus non-utilisés de fonds de pension a été souvent soulevée devant les tribunaux mais jamais un juge n'avait accordé aux travailleurs en cause un droit sur ces surplus.

AVENTURE ELECTRONIQUE
Le Futur c'est Aventure

Centre de plongée Gilbert
CPG
GRATUIT
Cours d'initiation à la plongée
Avec tout achat de 300$ et plus. Détails en magasin.

SANYO
Mallette gratuite! VALEUR DE 200$

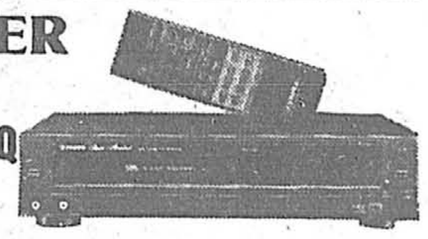
CAMÉRA 8mm
Zoom 8x
Rég.: 1199.00
•Mise au point automatique
•Diaphragme num./aut. avec compensation d'éclairage à contre-jour
Quantités limitées
999$

SONY
BASE GRATUITE valeur de 200$

28" STÉRÉO S-VIDÉO
Récepteur Moniteur
•Image Microblack
•Télécommande
•Définition 450 lignes
•Convertisseur 181 canaux
•Décodeur Stéréo/MTS
•Affichage à l'écran
•Minuterie de sommeil
1299$

TOSHIBA
TÉLÉCOMMANDE ACCÈS SÉLECTIF
•Affichage à l'écran
•181 canaux
•Minuterie d'arrêt automatique
•Retour dernier canal
399$

14" couleur BLACKSTRIPE©

FISHER
VIDÉO VHS COMPACT HQ

•Télécommande
•Image CCD
•Programmation 6émissions/1 an
•Entrées audio/vidéo
399$
MENU Anglais/Fançais

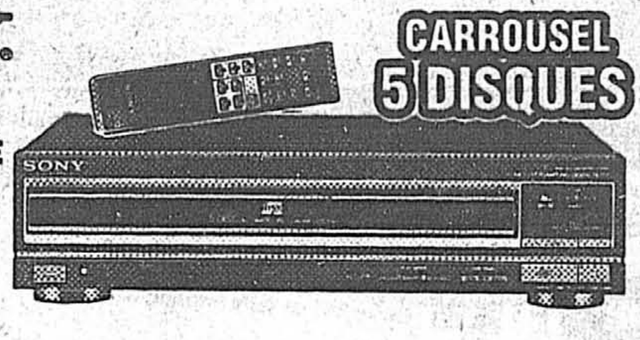
GRATUIT!
Club AVENTURE CARTE DE MEMBRE
Le Futur c'est Aventure.
Avec tout achat. Détails en magasin.

PAYEZ EN FEVRIER 91
• AUCUN DÉPÔT • AUCUN PAIEMENT •
90 JOURS SANS INTÉRÊT • SUR ITEMS PRÉSÉLECTIONNÉS
SUJET À APPROBATION DU CRÉDIT


HALTE GARDERIE GRATUITE SUPERVISÉE
ENFANT DE 2 À 8 ANS
OUVERT
JEUDI-VENDREDI: 13h-21h
SAMEDI: 9h-17h

Technics
MEUBLE GRATUIT VALEUR 200$

Table tournante et égalisateur graphique optionels
SYSTÈME HAUTE PERFORMANCE avec TÉLÉCOMMANDE A/V et LECTEUR LASER
PUISSANCE 220W
•Télécommande A/V
•Lecteur audionumérique
•Amplificateur Classe A/110 Wattsx2
•Double cassette avec auto-inversion
•Syntonisateur Am/Fm stéréo
•Haut-parleurs (10") 3 voies
1299$

SONY
LECTEUR LASER TÉLÉCOMMANDÉ
•Échantillonnage 8x/18 Bits
•Double convertisseur N/A
399$
CARROUSEL 5 DISQUES


Panasonic
RADIO-CASSETTE STÉRÉO avec LECTEUR LASER
•Auto-Inversion
•Synthétiseur mémoire 24 stations
•Lecteur laser programmable
349$ Rég.: 399.00
RABAIS DE 50$


TOSHIBA
MICRO-ONDES CAPACITÉ 0.9 pi.cu.

PUISSANCE 720W
JET DEFROST™
9 NIVEAUX de PUISSANCE
•Système de distribution par bras rotatif
•Cuisson par temps
•Minuterie 100 min.
•Cuisson express une touche
269$

Emerson
NOUVEAU! SYNTHÉTISEUR DE VOIX
ENSEMBLE ORDINATEUR 386SX/16MHZ ZERO WAIT STATE
•Compatible IBM
•1 MB mémoire
•Moniteur couleur 14" VGA
•Clavier 101 touches
•MS DOS 3.3
•Disque dur 40 MB

INCLUS
•Programme de menu
•Professional write,Word
•Checkfree •Quattro
Valeur de 500$
2799.00
WOLF PACK
10 DISQUETTES et BOÎTE DE RANGEMENT
11ème Disquette EN PRIME Jeu "WOLF PACK"
MITSUBISHI
3 SDD 17.99 3 SHD 29.99

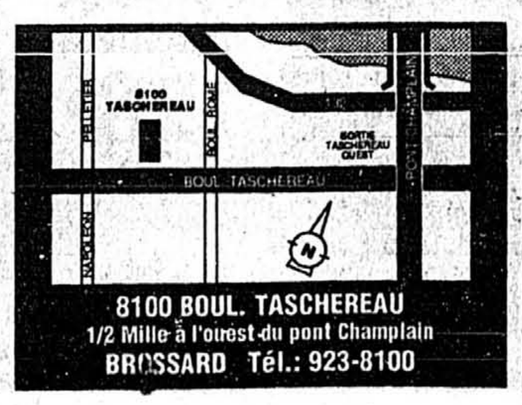
SANYO
RÉPONDEUR OPÉRATIONNEL À DISTANCE
•30 Codes de sécurité
•Économiseur d'interurbains
119.99

TÉLÉPHONE SANS FIL avec COMPANDER®
•Qualité sonore grâce au "Compander"
•Autonomie 24 heures
•Système d'intercom
•10 numéros en mémoire
•Fonction d'attente

199.00



CENTRE DÉCOR DÉCARIE 6900 Boul. Décarie
À côté de Blue Bonnets. Sortie Jean-Talon
MONTRÉAL Tél.:733-6900



8100 BOUL. TASCHEREAU
1/2 Mille à l'ouest du pont Champlain
BROSSARD Tél.: 923-8100



CENTRE DÉCOR 440 3956 AUT. LAVAL (440)
1 Mille à l'ouest de l'aut. des Laurentides
LAVAL Tél.:686-3956



4550 MÉTROPOLITAIN EST
Coin Viau et Métropolitain. Sortie Pie IX
ST-LÉONARD Tél.: 722-4550

La police met en garde les annonceurs contre un réseau de fraudeurs

ANDRÉ CÉDILOT

■À peine sortis de prison, des membres d'une importante organisation de fraudeurs spécialisés dans la vente de publicité dite sympathique serait à nouveau à l'oeuvre dans la région de Montréal.

C'est ce que pense la police de la CUM qui met en garde la population- en particulier les gens d'affaires, les professionnels, les commerçants et les garagistes- de ne pas se laisser berner par ces pseudos-représentants publicitaires.

Comme à l'habitude, ils sollicitent les annonceurs par téléphone, sous de fausses représentations, pour leur vendre de la publicité dans des journaux ou des revues. Dans les faits, celle-ci ne paraît nulle part.

D'après l'enquête en cours, ils disent représenter des organismes gouvernementaux, plus spécialement le ministère de l'Environnement. À quelques reprises, ils se sont aussi faits passer pour des pompiers.

Pour l'instant, ils sont surtout actifs à Laval et sur la Rive-sud. Les policiers croient cependant qu'iis ont leurs bureaux quelque part sur l'île de Montréal. Certaines victimes ont payé inutilement jusqu'à 450 $.

Selon le directeur Henri Lalonde, responsable de la section des fraudes commerciales de la police de la CUM, certains membres de cette organisation auraient déjà été arrêtés et condamnés en 1989 pour des affaires similaires. «Il n'est pas facile de leur mettre la main au collet, puisqu'ils se servent d'intermédiaires pour piéger les victimes», explique-t-il.

A première occasion, les policiers avaient mis près de 14 mois avant de remonter jusqu'aux têtes dirigeantes du réseau qui faisaient alors affaires sous le nom d'Artisquébec. Ils avaient empoché quelque 2,7 millions $.

En 1978, à la suite d'audiences publiques, la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) avait recommandé l'adoption d'une législation spéciale afin d'aider les policiers à contrer ce fléau, mais rien n'a encore été fait. Entre-temps, les spécialistes de ce type de fraudes, presque toujours les mêmes, s'en donnent à coeur joie, profitant de la naïveté des gens pour s'emplir les poches.

Des employés provinciaux tentent de dépolluer la rivière Montreal dans le nord de l'Ontario

Presse Canadienne

TORONTO

■ Des employés du gouvernement ontarien ont érigé un barrage temporaire sur la rivière Montreal, dans le nord de la province, afin d'empêcher la progression d'importantes quantités de produits chimiques.

Ces matières toxiques se trouvent dans le cours d'eau à la suite de l'inondation soudaine d'une ancienne mine d'or, la semaine dernière, près de la municipalité de Matachewan, dans le nord de l'Ontario.

En attendant que ces matières toxiques se déposent dans le lit de la rivière, les deux tiers des 600 habitants de la petite ville d'Elk Lake boivent de l'eau en bouteille ou s'approvisonnent grâce à des pompes acheminant l'eau d'une autre rivière de la région, la Makobe.

«Elle est encore très souillée, complètement grise jusqu'à la surface. Elle est pleine d'un tas de matières indésirables», a déclaré Mme Margaret Chester, trésorière et greffière d'Elk Lake, en parlant de la rivière Montreal.

Cette dernière coule dans une région située à environ 100 kilomètres au sud-est de Timmins.

Le 17 octobre, divers métaux et produits chimiques, dont du plomb, de l'arsenic, du cyanure, du cuivre, du nickel et du mercure ont pollué la rivière, quand une inondation a démoli un barrage de castor. Ce barrage retenait les eaux d'un petit lac et sa destruction a permis à l'eau de déborder dans un étang contenant des résidus miniers et puis dans la rivière.

Plusieurs représentants du gouvernement ontarien, dont Mme Ruth Grier, ministre de l'Environnement, M. Bud Wildman, ministre des Richesses naturelles, et Mme Shelley Martel, ministre du Développement du nord, devaient se rendre à Matachewan et à Elk Lake aujourd'hui pour constater l'ampleur du désastre.

La pollution, causée par les résidus de produits utilisés pour séparer l'or de la pierre, s'est étendue sur 18 kilomètres dans la rivière Montreal, dont l'eau était jusqu'ici très pure.

Pêche, chasse et camping coûteront plus cher

■Il en coûtera plus cher à compter du printemps prochain pour pratiquer certaines activités administrées par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

Le MLCP a annoncé, hier, une augmentation de tarifs pour les divers permis de pêche, de chasse et de piégeage, ainsi que pour les services et activités (camping rustique, location d'embarcations, etc.) dispensés dans les parcs et réserves fauniques. Ces hausses entreront en vigueur le 1er avril 1991.

A titre d'exemple, le prix des permis de pêche et de chasse au petit gibier passera de 8,25$ à 10,00$.

Par ailleurs, le droit d'accès pour la pêche dans les parcs et réserves fauniques passera de 6,00$ à 8,00$ et le prix maximum d'un achat de pêche de 32,00 $ à 36,50$ par jour, par personne.

Selon le ministère, ces tarifs demeurent avantageusement comparables à ceux du marché ou en vigueur dans plusieurs provinces canadiennes.

Le MLCP signale que les revenus générés par les permis, droits d'accès et autres tarifs contribueront pour quelque 33 millions$ aux 125 millions$ consacrés par le ministère à sa mission faunique.

La nouvelle tarification fera l'objet d'une prépublication dans la Gazette officielle du Québec le 7 novembre.

ACHETEZ AVANT LA T.P.S. • ACHETEZ AVANT LA T.P.S. • ACHETEZ AVANT

LIQUIDATION MOTORISÉS USAGÉS
PLUS DE
1,000,000$
La plus grande exposition de motorisés
USAGÉS JAMAIS VUE!!!
SURVEILLEZ
NOTRE VENTE D'OCTOBRE 90



VENDREDI 26 de 9h à 21h
SAMEDI 27 de 9h à 17h
DIMANCHE 28 de 9h à 17h

Plus de 35 motorisés usagés à visiter à l'intérieur d'une vaste salle de montre.

À PARTIR DE: 8 900$
JUSQU'À: 78 900$



AUCUNE OFFRE RAISONNABLE REFUSÉE!

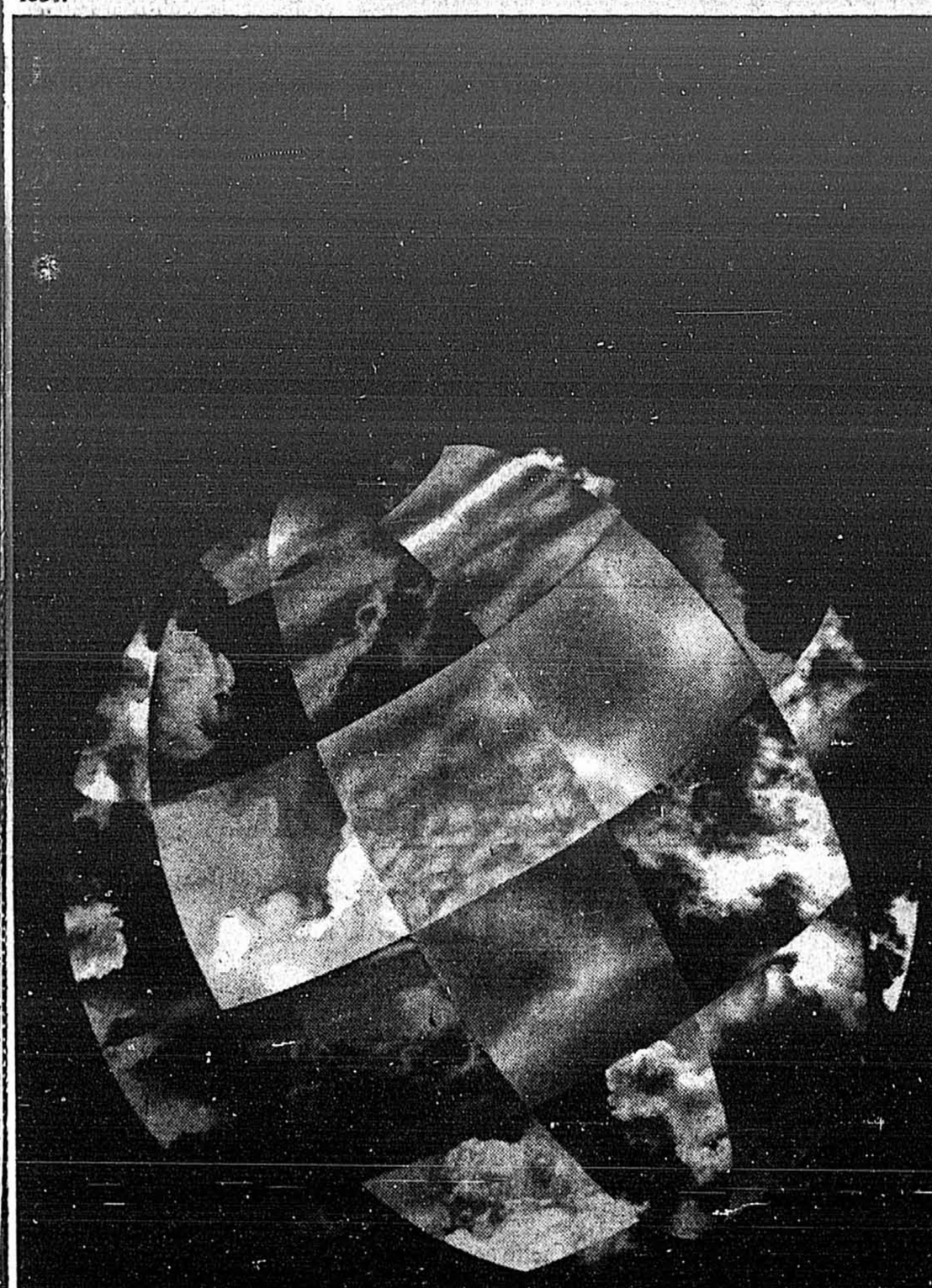
Nous avons sélectionné pour vous tous ces modèles
REMIS À NEUF AVEC GARANTIE
EMPRESS, PACE ARROW, CITATION, TRAVELAIRE,
WINNEBAGO, VANGUARD, MINIVAN, etc...
aussi modèles avec moteur diesel
GRAND CHOIX DE MOTORISÉS DE MOINS DE 20 000$.
Financement spécial pour la vente.

Raymond LEBLANC INC.
CENTRE DE ROULOTTES MOTORISÉES



1275, des Laurentides, Vimont, Laval 663-7941
Au sud de l'autoroute 440 383-8585

ACHETEZ AVANT LA T.P.S. • ACHETEZ AVANT LA T.P.S. • ACHETEZ AVANT



NOUS CONSTRUISONS
LE MONDE AERONAUTIQUE
DU FUTUR

Au tout 1er rang de l'aéronautique européenne et mondiale, AEROSPATIALE est une entreprise de 40000 personnes qui totalise un chiffre d'affaires de 6,3 milliards de dollars et exporte dans 115 pays. Grâce à un investissement de plus de 30% de son chiffre d'affaires en Recherche et Développement, AEROSPATIALE maîtrise toutes les technologies de pointe et s'affirme comme le partenaire majeur dans les principaux programmes d'avions civils européens. 1er exportateur mondial d'hélicoptères, l'entreprise est aussi maître d'œuvre des lanceurs Ariane, de la navette spatiale Hermes et des stations orbitales. Demain AEROSPATIALE et ses partenaires meneront le projet du nouvel avion supersonique.

aerospatiale

GM frappe un grand coup!

10%

POUR 4 ANS, SUR TOUTES SES VOITURES ET CAMIONNETTES 1990 ET 1991

OU

une généreuse remise de 500$ à 3 000$, à votre choix

C'est le temps de passer à l'action.
Car contrairement à la qualité GM.
cette offre ne durera pas longtemps.

GM

En route vers une bonne affaire.

Sur approbation du crédit par GMAC. Un acompte peut être exigé. Offre en vigueur pour un temps limité à compter du 27 septembre 1990 et applicable aux véhicules neufs provenant du stock du concessionnaire. Certaines conditions s'appliquent. Tous les détails chez votre concessionnaire.

Une formule de vacances instructives pour les aînés

JEANNE DESROCHERS

■ Thérèse Lajoie-Dixon a étudié toute sa vie. Ce n'est pas parce qu'elle est à la retraite qu'elle va s'arrêter. «Les séjours culturels pour aînés», équivalent québécois des Elderhostels, eux-mêmes inspirés des Youth Hostels ou auberges de jeunesse, semblent faits exprès pour elle. Ils ont démarré à peu près en même temps que sa retraite, il y a 8 ans.

Le mouvement a été lancé en 1975 au New-Hampshire, par deux professeurs qui revenaient enchantés d'une tournée des auberges de jeunesse européennes. Au début, 5 collèges ont ouvert leurs portes à 200 retraités, pendant les vacances étudiantes. En 1980, tous les états américains étaient entrés dans le jeu, de même que deux provinces canadiennes. Depuis 1984 toutes les provinces font partie de l'organisme, et la clientèle approche les 200 000.

Une dizaine de programmes sont offerts aux francophones cet automne, mais il est déjà temps de réserver pour les séjours de sports d'hiver.

Mme Dixon, qui ne reste pas longtemps spectateur, est vite passée du côté des organisateurs. Son enthousiasme est communicatif. «Pensez donc, pour ceux qui aiment la musique, comme ça peut être intéressant de passer une semaine à l'Université Concordia pendant le festival du jazz, écouter chaque matin une conférence sur l'histoire du jazz, partir chaque jour avec son pliant pour assister aux spectacles dans la rue, assister aux concerts du soir, improviser un petit concert maison à l'occasion, puisqu'on est invité à apporter son instrument, et meubler un moment creux avec une visite au Planétarium».

Ces vacances de jazz, offertes en anglais, ce sont surtout des Américains qui en ont profité. «Mais pourquoi ne ferait-on pas la même chose en français. Pourquoi ne ferions-nous pas de la danse, du folklore? Si les anglophones viennent prendre des cours de français chez nous, peut-être nos Québecois aimeraient-ils un séjour intensif d'anglais. Tout dépend de la clientèle...»

La clientèle francophone a apprécié jusqu'ici la randonnée pédestre au Mont Sainte-Anne, accompagnée d'ateliers sur la gymnastique douce et l'alimentation saine; un séjour dans la région de Charlevoix, soit pour dessiner et photographier, soit pour faire de la confiserie; un petit cours d'histoire dans la région de Québec; une expérience culinaire, des activités de plein air, de l'astronomie et du jardinage dans les Laurentides; de la géologie et de l'astronomie au centre écologique de Port-au-Saumon, où l'on pouvait aussi explorer le monde des champignons et des insectes etc..

Si le budget peut supporter un grand saut, et si la langue anglaise ne pose pas de difficultés, on peut songer aux séjours internationaux, vers la Scandinavie, l'Australie, l'Italie, etc..

Elderhostel Canada publie trois catalogues par an, qu'on peut consulter dans les bibliothèques, ou qu'on peut commander à Montréal, auprès du prof Swedburg, à l'Université Concordia, 7141 Sherbrooke ouest, H4B 1R6; ou encore à Sainte-Foy, auprès deM. Roland Doyon, case postale 9843, G1V 4C3.

Un Danier véritable à 95 $ seulement

L'écharpe frangée en suède Danier.

Quel plaisir de s'envelopper de cette écharpe offerte dans les plus récentes couleurs d'automne. Et quel plaisir de se l'offrir à un prix irrésistible.

LES CUIRS DANIER

Place Ville Marie 874-0472 • Carrefour Laval 682-3303
Fairview Pointe-Claire 695-6745



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

L'inquiétude se lit sur les visages des deux maris séparés de leur femme depuis bien longtemps, Vénant Hitimana, à gauche, et Berchmans Nijimbere montrant le portrait de sa bien-aimée.

Deux immigrants attendent, angoissés, leur femme retenue par la guerre

LILY TASSO

■ Deux résidents permanents, l'un citoyen canadien, l'autre sur le point de l'être, désespèrent de voir leurs épouses venir les rejoindre à Montréal. Réfugiées toutes les deux à Kigali, au Rwanda, elles sont parrainées par leurs conjoints qui ont présenté les demandes d'immigration il y a 13 mois et obtenu des certificats de sélection du Québec.

«Ma femme est en danger depuis que les rebelles ont envahi le Rwanda. Le 13 octobre dernier, un appel téléphonique de sa tante m'apprend qu'elle avait été arrêtée par les forces gouvernementales et accusée, sans preuve, de complicité avec les rebelles», rapporte Berchmans Nigimbere, âgé de 28 ans et étudiant en sciences économiques à l'Université de Montréal.

Ne pouvant se rendre a Kigali, il s'était marié par procuration en décembre dernier à Daphrose Niyouzima, une amie d'enfance à qui il avait fait parvenir une dot de 1000 $, comme le veut la tradition burundaise.

Vénant Hitimana passe par les mêmes affres. Avec cette différence que lui s'était rendu en personne à Kigali pour épouser sa Liliane. De deux ans l'aîné de Berchmans et son ami de toujours, il prépare une maîtrise en physique-chimie à l'Université de Montréal. Les très nombreuses lettres reçues de sa femme depuis son retour sont étalées sur la table. Selon sa belle-mère, qui lui a téléphoné de Kigali, Liliane aurait subi le même sort que Daphrose.

Il a été jusqu'ici impossible aux deux amis d'avoir d'autres nouvelles de leurs épouses, et encore moins de leurs visas d'immigration, l'ambassade du Canada à Nairobi ayant refusé de communiquer des renseignements par téléphone. En attendant, ils risquent une coupure temporaire de l'interurbain, la note de Bell Canada ayant grimpé à 936 $!

En désespoir de cause, Vénant et Berchmans se sont adressés le 17 octobre à Mme Barbara McDougall, ministre d'Emploi et Immigration Canada, qui n'a pas encore répondu à leur requête.

Par contre, au Centre d'Immigration Canada de Crémazie où les demandes d'immigration ont été présentées, la directrice, Mme Graziella Mousseau, ayant pris connaissance de la situation précaire des deux jeunes femmes reconnues comme réfugiées par le Haut Commissariat des Nations Unies, a adressé un télex au bureau de visa de l'ambassade de Nairobi. «Après avoir vérifié les faits, ce bureau pourrait procéder dans leur cas à une admission rapide», a-t-elle indiqué.

Une première...

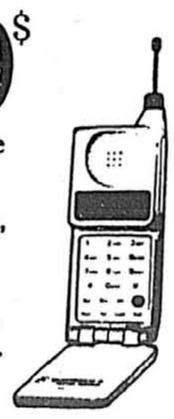
la grande vente d'ouverture des 12 détaillants Procell!

Dès maintenant, les 12 nouveaux détaillants Procell ouvrent simultanément leurs portes au monde des affaires: un événement tout à fait extraordinaire! En effet, Procell vous offre 12 fois plus d'avantages grâce à ses détaillants professionnels au savoir-faire en affaires. Ils mettent à votre portée des appareils et accessoires cellulaires de qualité exceptionnelle à des prix bien étudiés. De plus, les 12 succursales occupent des emplacements de choix pour mieux vous servir. Venez découvrir Procell et profitez des nombreux spéciaux durant la grande vente d'ouverture des 12 détaillants!

1599$

* Le téléphone cellulaire personnel PT500 de Motorola vient avec double chargeur de nuit, étui de transport et pile courante. Antenne télescopique, microphone à charnière et mémoire 30 numéros.

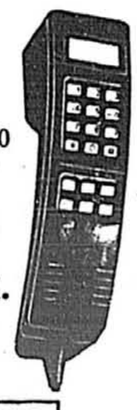
MOTOROLA CELLULAIRE



549$

* Téléphone cellulaire 220 de Cantel incluant mains libres duplex. Mémoire 32 numéros et mémoire-brouillon électronique. **Porte la garantie de 5 ans de Cantel.**

MOTOROLA CELLULAIRE



888$

** La super offre téléphone cellulaire portatif Cantel inclut 1 pile haute capacité et 1 pile régulière, chargeur et étui de transport en nylon. **Jusqu'à 3,25 heures d'appels** et mémoire de 32 numéros. **Porte la garantie de 5 ans de Cantel.**

MOTOROLA CELLULAIRE



360 minutes d'appels gratuits!

A l'achat d'un appareil cellulaire, vous recevrez 360 minutes d'appels gratuits sur le réseau Cantel! Offre en vigueur jusqu'au 30 novembre 1990.

LE SAVOIR-FAIRE en AFFAIRES

Procell... tout un avantage!

- ✔ Des appareils et accessoires cellulaires de qualité exceptionnelle
- ✔ Des prix exceptionnels
- ✔ Un service après-vente exceptionnel
- ✔ Une garantie complète exceptionnelle

Super offre-boni 200$ de Procell!

Certificat voyage boni de 100$ applicable pour le transport vers Montréal ou Toronto et l'hébergement.
Un crédit de 100$ Procell applicable au service après-vente.

Une offre de Promo Experts Canada Ltée. Certaines conditions en vigueur.

*Financement disponible. Voyez votre détaillant pour tous les détails. Toute transaction est sujette à l'approbation du service de crédit Procell pour achat de marchandise en inventaire. Toutes les mises en service des cellulaires sont effectuées par Procell. Installation, antenne, livraison, taxes et autre frais non inclus où applicables. Frais de location spéciaux disponibles pour certains appareils. Voyez votre détaillant pour tous les détails.

1-800-567-9090

ProCell MD

LES PROFESSIONNELS DU CELLULAIRE

CENTRE-VILLE
Radcel Centre de Service Cantel
770 ouest, rue Notre Dame
Montréal 875-9512

Pélion Distribution Ltée
2360 ouest, rue Notre Dame
Montréal 932-5200

DECARIE
Solution Cellulaire II
5151, rue Buchan
Montréal 733-0000

VERDUN
Option St-Laurent Ltée
658, Henri Duhamel
Verdun 769-2483

ST-MICHEL
La Corporation First Stop Cellular
3320, Jean Talon
Montréal 593-5255

MONTREAL EST
Option St-Laurent Ltée
6605, Hochelaga
Montréal 259-7744

RIVE SUD
Option St-Laurent Ltée
440 ouest, Curé Poirier
Longueuil 679-6311

Taschereau Communication Inc.
Les Galeries Taschereau
777, Boulevard Taschereau
Greenfield Park 465-5560

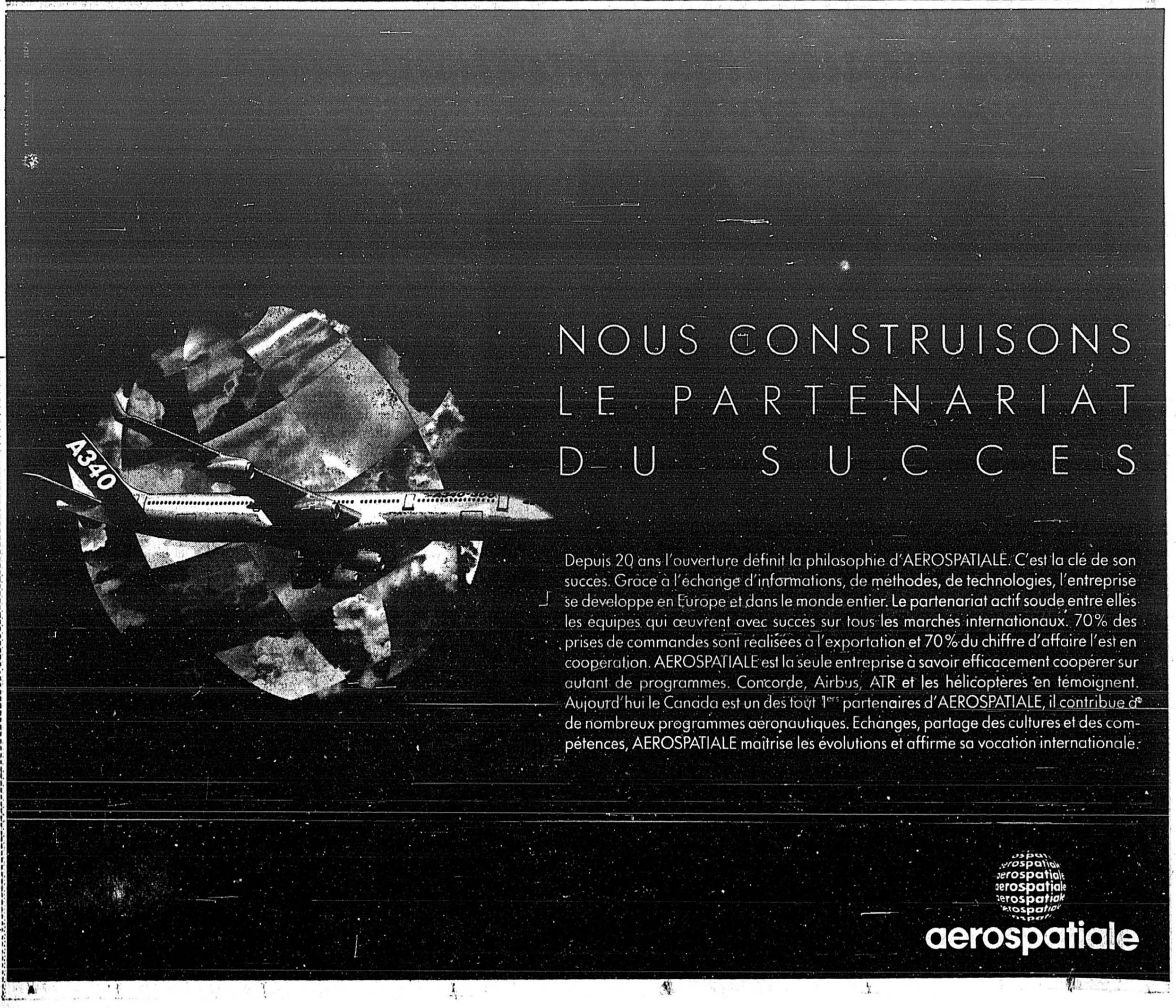
CARIGNAN
Radio d'Auto Félix
2255, Chemin Chambly
Carignan 658-5241

WEST ISLAND
Econo-Cell
3681, Boulevard des Sources
Dollard-des-Ormeaux 421-1212

LAVAL
Cellubel Laval
1525 ouest, Autoroute Laval
Laval 688-0404

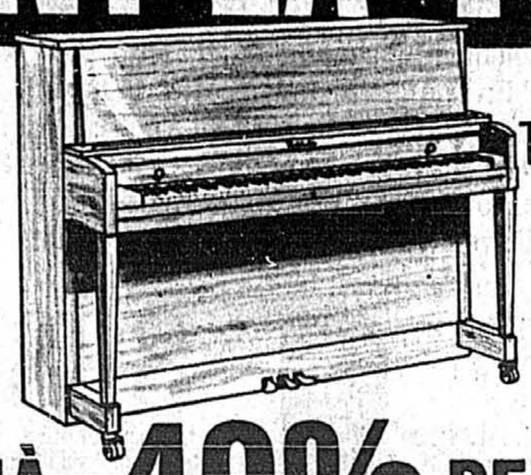
ST-JEROME
Omnicell
230 ouest, De Martigny, Suite 4
St-Jérôme 594-1500

CANTEL AGENT AGRÉÉ



DU 17 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 1990
DERNIÈRE GRANDE VENTE
AVANT LA TPS

NOUVELLES HEURES D'AFFAIRES
LUNDI - MARDI JUSQU'À 19H00
MERCREDI - JEUDI VENDREDI JUSQU'À 21H00
SAMEDI JUSQU'À 17H00



Baldwin
YAMAHA

JUSQU'À 40% DE RABAIS
SUR TOUS NOS PIANOS EN MAGASIN
ARCHAMBAULT
MUSIQUE
500 est, rue Ste-Catherine, Montréal (Métro Berri) 849-6201



Ruby Roe, une amie de la mère de la fillette trouvée morte est consolée par des proches.

Toronto vit dans la peur depuis la mort de la petite Andrea

Canadian Press
TORONTO

■ Bien qu'elle se soit engagée hier à tout faire pour protéger les enfants d'un tueur qui sème la terreur dans un quartier ouvrier de l'est de Toronto, la police n'a pu expliquer pourquoi il lui avait fallu plus d'une semaine pour découvrir le corps d'une fillette de six ans trouvée sans vie dans l'immeuble même qu'elle habitait.

Au cours d'une conférence de presse donnée au quartier général de la police de Toronto, le surintendant Julian Fantino s'est refusé obstinément à fournir quelque détail que ce soit sur les circonstances de la disparition et de la mort de la petite fille, Andrea Atkinson. L'enfant, dont la disparition avait été signalée le 14 octobre, a été retrouvée mardi matin par des préposés à l'entretien de l'immeuble dans une pièce de débarras située trois étages au-dessus de l'appartement où la fillette vivait avec sa mère.

Le surintendant a consenti toutefois à fournir les précisions suivantes:

■ l'autopsie a confirmé que le corps était celui d'Andrea Atkinson;

■ l'enfant a été victime d'un «acte criminel»;

■ la police assure présentement la protection des résidants du quartier où vivait Andrea;

■ le meurtrier est invité à se livrer à la police.

Malgré les demandes répétées des journalistes, cependant, le surintendant Fantino a refusé de dire:

■ quand et comment l'enfant a été tuée;

■ si elle a été agressée sexuellement;

■ pourquoi il a fallu attendre l'autopsie pour identifier positivement la petite Andrea;

■ pourquoi on a refusé aux parents de voir le corps;

À la suite de toutes ces questions, le surintendant Fantino s'est contenté de déclarer: «Nous avons fait tout ce que nous avons jugé nécessaire».

Il a ajouté: «Il y a une personne en liberté dans notre communauté qui est responsable de la mort d'un enfant. La tragédie de cette mort parle par elle-même. La personne responsable doit comprendre que tous les efforts possibles seront faits par la police pour qu'elle soit appréhendée».

La disparition de la petite Andrea avait été signalée le 14 octobre par sa mère, Ruth Windebank, lorsque la fillette, qui s'était rendue chez une amie pour regarder des dessins animés, n'était pas rentrée à la maison.

La police, des militaires et une centaine de volontaires avaient participé à une vaste opération de recherche en vue de la retrouver.



Le policier Julian Fantino n'a pu fournir beaucoup de réponses concernant la mort de la petite Andrea Atkinson. PHOTOLASER CP

Les parents gardaient leur septième enfant dans un placard

Agence France-Presse
SAN BERNARDINO, Californie

■ Les parents d'une fillette de 12 ans ont été arrêtés après que la police eut découvert qu'ils gardaient leur enfant la plupart du temps enfermé dans un placard depuis 10 ans, a-t-on appris mercredi de sources policières à San Bernardino (Californie).

Une enquête pour mauvais traitement à enfant et séquestration a été ouverte par la police à la suite de l'arrestation de Joseph et Sandra Sauceda, a indiqué le sergent Jenifer Kauffman.

Les vêtements de la fillette étaient souillés d'urine et elle était couchée dans ses excréments. La fillette et ses six frères et soeurs ont été placés auprès des services pour l'enfance du comté de San Bernardino.

«Ils disaient qu'ils avaient sept enfants, mais on en voyait toujours six», a commenté une voisine, Joann Banchetto.

800 PLUS
TROIS NOUVELLES FONCTIONS DU SERVICE 800

«...car pour offrir le meilleur des services à ses clients, rien de mieux que les nouvelles fonctions du service 800.»



Le suisse se trouve fort content d'apprendre la nouvelle. Il peut dorénavant améliorer son service à la clientèle grâce aux nouvelles fonctions 800 PLUS^MC que lui propose Bell. D'une grande flexibilité, 800 PLUS lui permet, comme à vous, d'oeuvrer en toute efficacité.

Au nombre de trois, ces fonctions évoluées sont le résultat des plus récentes améliorations au service 800^MC.

NuméroUnique^MC vous permet de simplifier vos communications publicitaires. Vous pouvez maintenant promouvoir un seul et même numéro 800, à la grandeur du pays. De plus, vous pouvez acheminer les appels du service 800 vers un ou plusieurs des bureaux de votre choix.

FlexRoute^MC vous offre la possibilité de servir vos clients plus longtemps, sans avoir à prolonger les heures d'ouverture de vos bureaux. Vous pouvez acheminer automatiquement les appels du service 800 vers les bureaux régionaux de votre choix, peu importe l'endroit au pays, selon les heures, les jours ou les congés qui vous conviennent.

ZonePlus^MC c'est pour vous une façon innovatrice et rentable de sonder de nouveaux marchés ou de desservir des régions qui ne justifient pas nécessairement un abonnement à une zone de desserte plus étendue.

Lorsqu'il s'agit d'exceller en matière de service à la clientèle, vous serez, comme le suisse, séduit par la souplesse de 800 PLUS.

Pour vous tailler la part du lion, appelez-nous au numéro suivant et nous vous aiderons à choisir les fonctions 800 PLUS qui vous conviennent le mieux.

1 800 361-PLUS

Bell
des gens de parole

Bell Canada est membre du réseau national Telecom Canada

